



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 5609

Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000,

- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 juin 2005

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Date de dépôt : 05-09-2006

Date de l'avis du Conseil d'État : 28-11-2006

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
27-02-2007	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
05-09-2006	Déposé	5609/00	<u>5</u>
28-11-2006	Avis du Conseil d'Etat (28.11.2006)	5609/01	<u>106</u>
29-01-2007	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) : Monsieur Laurent Mosar	5609/02	<u>111</u>
06-03-2007	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (06-03-2007) Evacué par dispense du second vote (06-03-2007)	5609/03	<u>119</u>
31-12-2007	Publié au Mémorial A n°68 en page 1406	5609	<u>122</u>

# Résumé

## **Résumé du projet de loi 5609**

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord modifiant l'Accord de partenariat entre le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et les Etats membres de l'Union (« Accord de Cotonou ») et de deux accords internes de l'Union européenne concernant les procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'accord respectivement le financement de l'aide.

Signé en 2000 pour une durée de vingt ans, l'Accord de Cotonou comprend cinq piliers : une dimension politique globale, l'encouragement d'approches participatives des partenaires, une orientation stratégique vers la réduction de la pauvreté, la mise en place d'un nouveau cadre de coopération économique et commerciale ainsi que l'amélioration de la coopération financière, surtout à travers la mise en oeuvre d'une facilité d'investissements. La lutte contre la pauvreté est l'objectif sous-jacent de l'accord, qui vise à renforcer la coopération au niveau politique, à lutter contre la corruption, à encourager la participation de la société civile et à recentrer de manière globale les politiques de développement sur les stratégies de réduction de la pauvreté.

L'Accord de Cotonou dispose en son article 95 qu'il y a matière à révision de l'Accord tous les cinq ans. Entamées en mai 2004, les négociations en vue de la première révision ont été achevées sous présidence luxembourgeoise.

Certains nouveaux éléments ont été introduits dans l'accord révisé. Ainsi, le dialogue politique est renforcé au niveau des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Les partenaires s'engagent à faciliter la ratification et la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à lutter contre la criminalité internationale et contre le terrorisme, notamment par la mise en oeuvre intégrale des résolutions du Conseil de Sécurité, ainsi qu'à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. D'autres éléments ont trait à la coopération au développement. L'accord révisé fait dorénavant référence aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et vise la lutte contre les maladies liées à la pauvreté et le soutien financier de certains acteurs non étatiques.

Le 10<sup>ème</sup> FED (Fonds européen de développement) maintient l'aide au niveau du 9<sup>ème</sup> FED hors reliquats auquel il convient d'ajouter les effets de l'inflation, de la croissance au sein de l'Union et de l'élargissement aux nouveaux Etats membres en 2004. Le 10<sup>ème</sup> FED est doté de 22.682 millions d'euros.

5609/00

## N° 5609

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

**PROJET DE LOI**

portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

\* \* \*

*(Dépôt: le 5.9.2006)*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (25.8.2006).....	2
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000.....	7
5) Acte final.....	55
6) Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE.....	80

- 7) Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE..... 86

\*

## ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les Etats membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006.

Château de Berg, le 25 août 2006

*Le Ministre de la Coopération  
et de l'Action Humanitaire,*

Jean-Louis SCHILTZ

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

*Article unique.*– Sont approuvés

- l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les Etats membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000
- l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006

- l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

### Exposé des motifs pour la ratification de

#### I.

#### L'ACCORD MODIFIANT L'ACCORD DE PARTENARIAT

(signé à Cotonou le 23 juin 2000)

entre les Etats membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Luxembourg le 25 juin 2005 et nommé dans la pratique „Accord de Cotonou révisé“

et

#### L'ACCORD INTERNE

entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg le 10 avril 2006

ET

#### II.

#### L'ACCORD INTERNE

entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles le 17 juillet 2006

\*

### I. L'ACCORD DE COTONOU REVISE

#### Historique

- Les relations entre la Communauté européenne et les Etats membres de l'Union européenne, d'une part, et les 78 Etats membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), d'autre part, sont gouvernées par l'Accord de Cotonou, conclu pour une durée de 20 ans en mars 2000.
- Ratifié par la Chambre des députés par sa décision du 4 juillet 2002 et approuvé par la loi du 20 août 2002<sup>1</sup>, l'accord est entré en vigueur en avril 2003.

<sup>1</sup> Mémorial A du No 106 du 11 septembre 2002, pp. 2399-2726.



- L'Accord de Cotonou dispose en son article 95 qu'il y a matière à révision de l'accord tous les 5 ans.
- Des négociations en vue de la présente révision de l'accord ont ainsi été entamées en mai 2004. Elles ont pu être menées à terme avec succès le 23 février 2005 sous Présidence luxembourgeoise et l'accord révisé a été formellement signé lors de la 30e session du Conseil ACP-CE à Luxembourg les 24 et 25 juin 2005.
- La procédure de ratification peut maintenant être entamée, alors que le Conseil des ministres ACP-CE des 1er et 2 juin 2006 est convenu de fixer définitivement le montant global de l'aide allouée par la Communauté aux Etats ACP au titre du cadre financier pluriannuel (10ème Fonds européen de développement ci-après dénommé „10e FED“).
- Etant donné le rôle majeur joué par le Luxembourg dans les négociations et leur finalisation, il serait judicieux que le Luxembourg procède de façon diligente à la ratification de l'accord.

### **Résumé de l'Accord de Cotonou de 2000**

L'Accord de Cotonou tel que signé en 2000 est fondé sur l'acquis des cinq conventions de Lomé qui ont été adoptées entre 1975 et 1995. Il entreprend une réforme fondamentale du partenariat entre l'Union européenne et les Etats ACP et se base sur les cinq piliers interdépendants suivants:

- une dimension politique globale,
- l'encouragement d'approches participatives des partenaires,
- une orientation stratégique vers la réduction de la pauvreté,
- la mise en place d'un nouveau cadre de coopération économique et commerciale,
- l'amélioration de la coopération financière, surtout à travers la mise en oeuvre d'une facilité d'investissement.

La lutte contre la pauvreté est l'objectif sous-jacent de l'accord. C'est dans ce contexte que l'accord vise à renforcer la coopération au niveau politique, à lutter contre la corruption, à encourager la participation de la société civile et à recentrer de manière globale les politiques de développement sur les stratégies de réduction de la pauvreté.

### **Nouveaux éléments introduits lors de la révision de l'Accord**

La révision de l'Accord a vu l'introduction d'une série de nouveaux éléments sur demande de l'une ou de l'autre des deux parties:

- *Eléments politiques:*
  - a. Le nouvel accord met l'accent sur le dialogue politique entre parties. Ce dialogue s'articule pour l'essentiel autour des trois éléments dits „essentiels“ de l'accord, à savoir les droits de l'homme, les principes démocratiques et l'Etat de droit (ceux-ci sont repris à l'article 9). Des représentants du groupe ACP et de l'Assemblée parlementaire paritaire peuvent désormais participer à ce dialogue, alors que traditionnellement la participation à ce dialogue était réservée à la Présidence du Conseil de l'Union européenne, à la Commission européenne et à l'Etat ACP concerné par le dialogue. Les modalités du dialogue politique sont décrites en détail dans l'Annexe VII de l'accord révisé.

En cas de violation sérieuse de l'un de ces éléments essentiels, le mécanisme du dialogue politique est activé pour trouver une solution acceptable à la fois pour la partie européenne et le groupe ACP; en cas d'épuisement de ce mécanisme, des consultations sont menées dans le cadre de l'article 96 de l'accord révisé. En cas d'échec, des mesures appropriées sont prises à l'égard du pays visé, les mesures pouvant aller jusqu'à la suspension de l'accord.
  - b. Dans le cadre de l'accord révisé, les partenaires s'engagent à travailler ensemble pour faciliter la ratification et la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Ils s'engagent à lutter contre la criminalité internationale conformément au droit international. Les nouvelles dispositions sont insérées comme nouveau paragraphe 6 dans l'article 11, qui énumère les politiques en faveur de la paix, de prévention et de la résolution des conflits.
  - c. Les partenaires s'engagent encore à combattre le terrorisme, notamment par la mise en oeuvre intégrale des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de même que par un meilleur

échange d'informations et de bonnes pratiques. Cet engagement est inséré en tant que nouvel article 11a.

d. Signalons enfin l'inclusion d'une référence à la coopération entre l'UE et les Etats ACP dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Ce point devient un élément essentiel de l'accord. Le texte afférent est inséré en tant que nouvel article 11b.

– *Eléments ayant trait à la coopération au développement:*

a. Une référence aux Objectifs du Millénaire pour le Développement est intégrée aux considérants de l'accord, ceux-ci sous-tendant à la coopération ACP-UE dans le cadre de l'Accord de Cotonou.

b. Dans le cadre de l'article 25, les partenaires s'engagent à lutter contre les maladies liées à la pauvreté, comme notamment le VIH/SIDA; ils garantissent de même la protection de la santé sexuelle et reproductive et des droits des femmes, de même que la lutte contre la malaria et la tuberculose.

c. L'article 58 retient que certains acteurs non étatiques seront désormais éligibles à un soutien financier direct.

d. Dans le cadre de la coopération régionale, la coopération entre les Etats ACP et des pays en développement non ACP est ancrée dans le texte à l'article 29.

e. Dans le cadre de l'annexe II enfin, la mise en oeuvre et le fonctionnement de la Facilité d'investissement sont améliorés pour permettre une mise en oeuvre plus souple et plus efficace. Cette Facilité d'Investissement avait été créée en tant que fonds renouvelable géré par la Banque Européenne d'Investissement, dotée à l'origine de 2,2 milliards € à partir du 9ème FED. Elle devrait s'autofinancer à long terme avec les bénéfices provenant de ses opérations, l'objectif principal de cette facilité étant la promotion du développement d'entreprises, surtout privées, dans les Etats ACP.

– *Procédures de mise en oeuvre et de gestion de l'Accord*

L'Union européenne a proposé un nombre important d'amendements pour simplifier, clarifier et harmoniser l'accord révisé avec les autres politiques. Ces mesures doivent permettre une plus grande souplesse dans l'allocation des ressources, une meilleure gestion financière dans les situations de crise ou de conflit, une nouvelle formulation des responsabilités des agents de gestion et d'exécutions (qui mettent en oeuvre la coopération entre la Commission et les différents Etats ACP), la simplification des procédures liées à l'Accord et, finalement, le financement du processus de déconcentration que la Commission européenne est en train de mettre en oeuvre depuis 2000.

– *10e Fonds européen de développement (10e FED)*

L'accord révisé inclut une nouvelle annexe Ia. Celle-ci dispose que L'Union européenne maintiendra, pour la nouvelle période, son effort d'aide aux Etats ACP au moins au même niveau que le 9ème FED hors reliquats auquel il convient d'ajouter, sur base des estimations communautaires, les effets de l'inflation, de la croissance au sein de l'Union européenne et de l'élargissement de celle-ci aux dix nouveaux Etats membres en 2004. Cette formulation, qui est le fruit d'une proposition de la Présidence luxembourgeoise, a rendu possible la conclusion de l'accord avec les Etats ACP le 23 février 2005, en dépit du fait qu'à l'époque les discussions au niveau du Conseil sur les perspectives financières 2007-2013 n'étaient pas encore menées à terme.

C'est sur base de cette formule que dans le cadre de l'accord politique sur les perspectives financières le Conseil européen de décembre a finalement retenu le chiffre de 22.682 millions d'EUR pour la dotation du 10e FED. Ceci équivaldrait à une augmentation substantielle par rapport au 9e FED, qui était doté de 13.500 millions d'EUR.

L'introduction des éléments politiques susmentionnés a nécessité également l'adaptation de l'accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'accord de partenariat ACP-CE.

\*

## II. L'ACCORD INTERNE SUR LE 10e FED

Le Conseil européen du 16 décembre 2005 a décidé de la période couverte (2008-2013), du montant alloué aux ACP (22.682 millions d'EUR aux prix courants dépenses d'appui exclues), du mécanisme de financement (fonds européen de développement, FED, intergouvernemental) et de la clé de contribution.

Sur cette base, un cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 a été élaboré ainsi qu'un accord interne complémentaire.

Le Conseil des ministres ACP-CE, réuni à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) les 1er et 2 juin 2006, est ainsi en particulier convenu de fixer le montant global de l'aide allouée par la Communauté aux Etats ACP au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013, dans un premier temps à 21.966 millions d'EUR provenant du 10e FED. A ce premier montant s'ajoutent 286 millions d'EUR alloués aux PTOM (Pays et Territoires d'Outre-Mer) ainsi que 430 millions d'EUR qui seront affectés au financement des dépenses visées à l'article 6 liées à la programmation et à la mise en œuvre du FED par la Commission européenne. Il en résulte qu'un montant total de 22.682 millions d'EUR est mis à disposition par les Etats membres dans le cadre de l'accord interne.

L'accord interne doit être ratifié par tous les Etats membres avant son entrée en vigueur.

L'expérience a montré par le passé que ce processus de ratification peut durer 2 ans, voire plus, à compter de la date de signature de l'accord. Lors de la signature, à Luxembourg, le 25 juin 2005, de l'accord de partenariat ACP-CE révisé, les Etats ACP et la CE ont fait une déclaration commune suivante: „chacune des parties s'efforce de mettre en oeuvre la procédure de ratification de l'accord de Cotonou révisé dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature dudit accord révisé, dans le respect des compétences et des procédures nationales et communautaires“. Compte tenu de cette déclaration, compte tenu des efforts de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pour trouver une issue favorable à l'accord de partenariat ACP-CE révisé, et pour éviter, le cas échéant, que des Etats ACP soient sans nouvelles ressources provenant du FED au 1er janvier 2008, il serait souhaitable que le Luxembourg ratifie ledit accord dans les plus brefs délais. Le 9e FED devant être totalement engagé d'ici la fin de 2007, il est extrêmement important que le 10e FED puisse effectivement être lancé dès le début de 2008 et, par conséquent, que le processus de ratification commence le plus rapidement possible.

L'accord interne portant sur le 10ème FED confirme le principe d'une clause de caducité, en vertu de laquelle les ressources des FED antérieurs ne peuvent plus être engagées après l'entrée en vigueur du 10ème FED, ni les désengagements faits après cette date à partir de FED antérieurs réengagés. Cette disposition est compatible avec une éventuelle budgétisation ultérieure à moins que le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission, n'en décide autrement.

Par rapport au 9e FED, les contributions des différents Etats membres ont été changées et se situent désormais plus près de la clé budgétaire pour le financement du budget de l'UE. Ainsi, la quote-part du Luxembourg est fixée à 0,27% pour le 10e FED, contre 0,29% auparavant. Ceci représente un engagement financier de 61.241.400 EUR pour la durée des six ans du 10e FED.

\*

**ACCORD**  
**modifiant l'Accord de Partenariat entre les membres du groupe**  
**des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part,**  
**et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre**  
**part, signé à Cotonou le 23 juin 2000**

*Sa Majesté le Roi des Belges,*  
*Le Président de la République tchèque,*  
*Sa Majesté la Reine de Danemark,*  
*Le Président de la République fédérale d'Allemagne,*  
*Le Président de la République d'Estonie,*  
*Le Président de la République hellénique,*  
*Sa Majesté le Roi d'Espagne,*  
*Le Président de la République française,*  
*La Présidente d'Irlande,*  
*Le Président de la République italienne,*  
*Le Président de la République de Chypre,*  
*La Présidente de la République de Lettonie,*  
*Le Président de la République de Lituanie,*  
*Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,*  
*Le Président de la République de Hongrie,*  
*Le Président de Malte,*  
*Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,*  
*Le Président fédéral de la République d'Autriche,*  
*Le Président de la République de Pologne,*  
*Le Président de la République portugaise,*  
*Le Président de la République de Slovénie,*  
*Le Président de la République slovaque,*  
*La Présidente de la République de Finlande,*  
*Le Gouvernement du Royaume de Suède,*  
*Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne*  
*et d'Irlande du Nord,*

parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommée „la Communauté“, et dont les Etats sont ci-après dénommés „Etats membres“, et

*La Communauté européenne,*

d'une part, et

*Le Président de la République populaire d'Angola,*  
*Sa Majesté la Reine d'Antigua et Barbuda,*  
*Le Chef d'Etat du Commonwealth des Bahamas,*  
*Le Chef d'Etat de la Barbade,*

*Sa Majesté la Reine de Belize,*  
*Le Président de la République du Bénin,*  
*Le Président de la République du Botswana,*  
*Le Président du Burkina Faso,*  
*Le Président de la République du Burundi,*  
*Le Président de la République du Cameroun,*  
*Le Président de la République du Cap-Vert,*  
*Le Président de la République centrafricaine,*  
*Le Président de la République fédérale islamique des Comores,*  
*Le Président de la République démocratique du Congo,*  
*Le Président de la République du Congo,*  
*Le Gouvernement des Iles Cook,*  
*Le Président de la République de Côte d'Ivoire,*  
*Le Président de la République de Djibouti,*  
*Le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique,*  
*Le Président de la République dominicaine,*  
*Le Président de l'Etat d'Erythrée,*  
*Le Président de la République démocratique et fédérale d'Ethiopie,*  
*Le Président de la République souveraine et démocratique de Fidji,*  
*Le Président de la République gabonaise,*  
*Le Président et le Chef d'Etat de la République de Gambie,*  
*Le Président de la République du Ghana,*  
*Sa Majesté la Reine de Grenade,*  
*Le Président de la République de Guinée,*  
*Le Président de la République de la Guinée-Bissau,*  
*Le Président de la République de Guinée équatoriale,*  
*Le Président de la République de Guyane,*  
*Le Président de la République de Haïti,*  
*Le Chef d'Etat de la Jamaïque,*  
*Le Président de la République du Kenya,*  
*Le Président de la République de Kiribati,*  
*Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho,*  
*Le Président de la République du Libéria,*  
*Le Président de la République de Madagascar,*  
*Le Président de la République du Malawi,*  
*Le Président de la République du Mali,*  
*Le Gouvernement de la République des Iles Marshall,*  
*Le Président de la République islamique de Mauritanie,*

*Le Président de la République de l'Île Maurice,*  
*Le Gouvernement des Etats fédérés de Micronésie,*  
*Le Président de la République du Mozambique,*  
*Le Président de la République de Namibie,*  
*Le Gouvernement de la République de Nauru,*  
*Le Président de la République du Niger,*  
*Le Président de la République fédérale du Nigeria,*  
*Le Gouvernement de Niue,*  
*Le Gouvernement de la République de Palau,*  
*Sa Majesté la Reine de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée,*  
*Le Président de la République rwandaise,*  
*Sa Majesté la Reine de Saint-Kitts-et-Nevis,*  
*Sa Majesté la Reine de Sainte-Lucie,*  
*Sa Majesté la Reine de Saint Vincent et des Grenadines,*  
*Le Chef d'Etat de l'Etat indépendant de Samoa,*  
*Le Président de la République démocratique de São Tomé et Príncipe,*  
*Le Président de la République du Sénégal,*  
*Le Président de la République des Seychelles,*  
*Le Président de la République de Sierra Leone,*  
*Sa Majesté la Reine des Iles Salomon,*  
*Le Président de la République d'Afrique du Sud,*  
*Le Président de la République du Soudan,*  
*Le Président de la République du Suriname,*  
*Sa Majesté le Roi du Royaume de Swaziland,*  
*Le Président de la République unie de Tanzanie,*  
*Le Président de la République du Tchad,*  
*Le Gouvernement de la République démocratique du Timor-Oriental,*  
*Le Président de la République togolaise,*  
*Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga,*  
*Le Président de la République de Trinité et Tobago,*  
*Sa Majesté la Reine de Tuvalu,*  
*Le Président de la République de l'Ouganda,*  
*Le Gouvernement de la République de Vanuatu,*  
*Le Président de la République de Zambie,*  
*Le Gouvernement de la République du Zimbabwe,*

dont les Etats sont ci-après dénommés „Etats ACP“,

d'autre part,

*Vu* le traité instituant la Communauté européenne, d'une part, et l'accord de Georgetown instituant le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), d'autre part,

*Vu* l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (ci-après dénommé „accord de Cotonou“),

*Considérant* que l'article 95, paragraphe 1, de l'accord de Cotonou fixe la durée de l'accord à 20 ans à compter du 1er mars 2000,

*Considérant* que l'article 95, paragraphe 3, deuxième alinéa, de l'accord de Cotonou prévoit que dix mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours, les parties entament des négociations en vue d'examiner les modifications éventuelles à apporter aux dispositions de l'accord de Cotonou,

*Ont décidé* de signer le présent accord modifiant l'accord de Cotonou et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

*Sa Majesté le Roi des Belges,*

Armand DE DECKER

*Ministre de la coopération au développement*

*Le Président de la République tchèque,*

Vladimír MÜLLER

*Vice-ministre des affaires étrangères*

*Sa Majesté la Reine de Danemark,*

Ib Ritto ANDREASEN

*Ambassadeur au Luxembourg*

*Le Président de la République fédérale d'Allemagne,*

Erich STATHER

*Secrétaire d'Etat au ministère fédéral de la coopération économique et du développement*

Dorothee JANETZKE-WENZEL

*Responsable pour l'Afrique, Ministère des affaires étrangères*

*Le Président de la République d'Estonie,*

Väino REINART

*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,  
Représentant permanent auprès de l'Union européenne*

*Le Président de la République hellénique,*

Constantin KARABETSIS

*Ambassadeur, Directeur général pour le développement international et la coopération,  
Ministère des affaires étrangères*

*Sa Majesté le Roi d'Espagne,*

Alberto NAVARRO GONZALEZ

*Secrétaire d'Etat à l'Union européenne*

*Le Président de la République française,*

Brigitte GIRARDIN

*Ministre délégué à la coopération, au développement et à la francophonie*

*La Présidente d'Irlande,*  
Ronan MURPHY  
*Directeur général, Conseil d'administration de la coopération au développement,*  
*Ministère des affaires étrangères*

*Le Président de la République italienne,*  
Rocco Antonio CANGELOSI  
*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,*  
*Représentant permanent auprès de l'Union européenne*

*Le Président de la République de Chypre,*  
Nicholas EMILIOU  
*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,*  
*Représentant permanent auprès de l'Union européenne*

*La Présidente de la République de Lettonie,*  
Lelde LICE-LICITE  
*Ambassadrice,*  
*Représentant permanent adjoint auprès de l'UE,*  
*Conseillère en matière d'éducation et de culture*

*Le Président de la République de Lituanie,*  
Rokas BERNOTAS  
*Directeur de la Direction des relations multilatérales du ministère des affaires étrangères*

*Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,*  
Jean-Louis SCHILTZ  
*Ministre de la coopération et de l'action humanitaire,*  
*Ministre délégué aux communications*

*Le Président de la République de Hongrie,*  
András BÁRSONY  
*Secrétaire d'Etat politique, Ministère des affaires étrangères*

*Le Président de Malte,*  
Bernard HAMILTON  
*Premier conseiller, Directeur par intérim pour les relations bilatérales,*  
*Ministère des affaires étrangères*

*Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,*  
P.J. YMKERS  
*Conseiller, Représentation permanente des Pays-Bas auprès de l'UE*

*Le Président fédéral de la République d'Autriche,*  
Gregor WOSCHNAGG  
*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,*  
*Représentant permanent auprès de l'Union européenne*

*Le Président de la République de Pologne,*  
Jan TRUSZCZYNSKI  
*Secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères*



*Le Président de la République portugaise,*  
João GOMES CRAVINHO  
*Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération*

*Le Président de la République de Slovénie,*  
Marjan ŠETINC  
*Ambassadeur, Coordonnateur pour la coopération au développement et l'aide humanitaire,*  
*Ministère des affaires étrangères*

*Le Président de la République slovaque,*  
Maroš ŠEFČOVIČ  
*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,*  
*Représentant permanent auprès de l'Union européenne*

*La Présidente de la République de Finlande,*  
Ritva JOLKKOSEN  
*Directeur général, Ministère des affaires étrangères*

*Le Gouvernement du Royaume de Suède,*  
Agneta SÖDERMAN  
*Ambassadrice au Luxembourg*

*Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne*  
*et d'Irlande du Nord,*  
Gareth THOMAS, MP  
*Secrétaire d'Etat („Parliamentary Under-Secretary of State“)*  
*au ministère du développement international*

*La Communauté européenne,*  
Jean-Louis SCHILTZ  
*Ministre de la coopération et de l'action humanitaire,*  
*Ministre délégué aux communications,*  
*Président en exercice du Conseil de l'Union européenne*  
Louis MICHEL  
*Membre de la Commission des Communautés européennes*

*Le Président de la République populaire d'Angola,*  
Ana DIAS LOURENCO  
*Ministre de la planification*

*Sa Majesté la Reine d'Antigua et Barbuda,*  
Dr. Carl ROBERTS  
*Haut Commissaire d'Antigua et Barbuda auprès du Royaume-Uni*

*Le Chef d'Etat du Commonwealth des Bahamas,*  
Errol Leroy HUMPHREYS  
*Ambassadeur*

*Le Chef d'Etat de la Barbade,*  
Billie MILLER  
*Ministre d'Etat et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur*

*Sa Majesté la Reine de Belize,*  
Yvonne HYDE  
*Ambassadrice*

*Le Président de la République du Bénin,*  
Massiyatou LATOUNDJI LAURIANO  
*Ministre de l'industrie, du commerce et de la promotion de l'emploi*

*Le Président de la République du Botswana,*  
Lt. Gen. Mompoti MERAFHE  
*Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale*

*Le Président du Burkina Faso,*  
Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE  
*Ministre des finances et du budget*

*Le Président de la République du Burundi,*  
Thomas MINANI  
*Ministre du commerce et de l'industrie*

*Le Président de la République du Cameroun,*  
Isabelle BASSONG  
*Ambassadrice*

*Le Président de la République du Cap-Vert,*  
Victor Manuel BORGES  
*Ministre des affaires étrangères, de la coopération et des communautés,*  
*Président du Conseil des ministres ACP*

*Le Président de la République centrafricaine,*  
Guy ZOUNGERE-SOKAMBI  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République fédérale islamique des Comores,*  
Aboudou SOEFO  
*Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération*

*Le Président de la République démocratique du Congo,*  
Christian KAMBINGA SELE  
*Vice-ministre de la coopération internationale*

*Le Président de la République du Congo,*  
Pierre MOUSSA  
*Ministre d'Etat, Ministre de la planification, du développement régional*  
*et de l'intégration économique,*  
*Ordonnateur national*

*Le Gouvernement des Iles Cook,*  
Todd McCLAY  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République de Côte d'Ivoire,*  
Amadou SOUMAHORO  
*Ministre du commerce*

*Le Président de la République de Djibouti,*  
Ali Farah ASSOWEH  
*Ministre de l'économie, des finances et de la planification, chargé de la privatisation*

*Le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique,*  
George R.E. BULLEN  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République dominicaine,*  
Onofre ROJAS  
*Secrétaire d'Etat, Ordonnateur national*

*Le Président de l'Etat d'Erythrée,*  
Andebrhan WELDEGIORGIS  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République démocratique et fédérale d'Ethiopie,*  
Sufian AHMED  
*Ministre des finances et du développement économique*

*Le Président de la République souveraine et démocratique de Fidji,*  
Ratu Seremaia T. CAVUILATI  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République gabonaise,*  
Casimir OYE MBA  
*Ministre d'Etat, Ministre de la planification et de la programmation du développement,*  
*Ordonnateur national*

*Le Président et le Chef d'Etat de la République de Gambie,*  
Yusupha Alieu KAH  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République du Ghana,*  
Georg Y. GUYAN-BAFFOUR, M.P.  
*Vice-ministre des finances et de la planification économique*

*Sa Majesté la Reine de Grenade,*  
Joan-Marie COUTAIN  
*Ambassadrice*

*Le Président de la République de Guinée,*  
El Hadj Thierno Habib DIALLO  
*Ministre de la coopération*

*Le Président de la République de la Guinée-Bissau,*  
Nagib JAHOUAD  
*Chargé d'affaires p.i.*

*Le Président de la République de Guinée équatoriale,*  
Victorino Nka OBIANG MAYE  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République de Guyane,*  
Patrick Ignatius GOMES  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République de Haïti,*  
Hérard ABRAHAM  
*Ministre des affaires étrangères et des cultes*

*Le Chef d'Etat de la Jamaïque,*  
K.D. KNIGHT, QC, MP  
*Ministre des affaires étrangères et du commerce*

*Le Président de la République du Kenya,*  
Marx Gad NJUGUNA KAHENDE  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République de Kiribati,*  
Paul MALIN  
*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho,*  
Mpho MALIE  
*Ministre du commerce et de l'industrie, des coopératives et du marketing*

*Le Président de la République du Libéria,*  
Youngor Sevelee TELEWODA  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République de Madagascar,*  
Sahobisoa Olivier ANDRIANARISON  
*Ministre de l'industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé*

*Le Président de la République du Malawi,*  
Brian Granthen BOWLER  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République du Mali,*  
Moctar OUANE  
*Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale*

*Le Gouvernement de la République des Iles Marshall,*  
Paul MALIN  
*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Le Président de la République islamique de Mauritanie,*  
Sidi OULD DIDI  
*Ministre des affaires économiques et du développement*

*Le Président de la République de l'Ile Maurice,*  
Sutiawan GUNESSEE  
*Ambassadeur*

*Le Gouvernement des Etats fédérés de Micronésie,*  
Paul MALIN  
*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Le Président de la République du Mozambique,*  
Henrique BANZE  
*Vice-ministre des affaires étrangères et de la coopération, Ordonnateur national*

*Le Président de la République de Namibie,*  
Peter Hitjitevi KATAJAVIVI  
*Ambassadeur*

*Le Gouvernement de la République de Nauru,*  
Dr. Karl H. KOCH  
*Consul honoraire en Belgique*

*Le Président de la République du Niger,*  
Ali MAHAMAN LAMINE ZEINE  
*Ministre de l'économie et des finances*

*Le Président de la République fédérale du Nigeria,*  
Clarkson NWAKANMA UMELO  
*Ambassadeur*

*Le Gouvernement de Niue,*  
Todd McCLAY  
*Ambassadeur*

*Le Gouvernement de la République de Palau,*  
Paul MALIN  
*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Sa Majesté la Reine de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée,*  
Sir Rabbie NAMALIU KCMG, MP  
*Ministre des affaires étrangères et de l'immigration*

*Le Président de la République rwandaise,*  
Monique NSANZABAGANWA  
*Secrétaire d'Etat chargé de la planification au ministère des finances*

*Sa Majesté la Reine de Saint-Kitts-et-Nevis,*  
Timothy HARRIS  
*Ministre des affaires étrangères et du commerce international*

*Sa Majesté la Reine de Sainte-Lucie,*  
George R.E. BULLEN  
*Ambassadeur*

*Sa Majesté la Reine de Saint Vincent et des Grenadines,*  
George R.E. BULLEN  
*Ambassadeur*

*Le Chef d'Etat de l'Etat indépendant de Samoa,*  
Tau'ili'ili Uili MEREDITH  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République démocratique de São Tomé et Príncipe,*  
Horácio FERNANDES DA FONSECA PURVIS  
*Chargé d'affaires p.i.*

*Le Président de la République du Sénégal,*  
Saliou CISSE  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République des Seychelles,*  
Patrick PILLAY  
*Ministre des affaires étrangères*

*Le Président de la République de Sierra Leone,*  
Mohamed B. DARAMY  
*Ministre du développement et de la planification économique*

*Sa Majesté la Reine des Iles Salomon,*  
Fredrick FONO  
*Ministre de la planification nationale et de la coordination de l'aide*

*Le Président de la République d'Afrique du Sud,*  
Mosibudi MANGENA  
*Ministre de la science et de la technologie*

*Le Président de la République du Soudan,*  
Ali Yousif AHMED  
*Ambassadeur*

*Le Président de la République du Suriname,*  
Maria E. LEVENS  
*Ministre des affaires étrangères*

*Sa Majesté le Roi du Royaume de Swaziland,*  
Clifford Sibusiso MAMBA  
*Secrétaire principal du ministère des affaires étrangères et du commerce*

*Le Président de la République unie de Tanzanie,*  
Festus B. LIMBU, MP  
*Vice-ministre des finances*

*Le Président de la République du Tchad,*  
Abderahim Yacoub NDIAYE  
*Ambassadeur*

*Le Gouvernement de la République démocratique de Timor-Oriental,*  
José António AMORIM DIAS

*Ambassadeur,*  
*Chef de la mission auprès de l'Union européenne*

*Le Président de la République togolaise,*  
Gilbert BAWARA

*Ministre délégué du Ministre d'Etat,*  
*Ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine chargé de la coopération*

*Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga,*  
Paul MALIN

*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Le Président de la République de Trinité et Tobago,*  
Diane SEUKERAN

*Ministre d'Etat, Ministère du commerce et de l'industrie*

*Sa Majesté la Reine de Tuvalu,*  
Paul MALIN

*Chef d'unité, DG Développement de la Commission de la CE*

*Le Président de la République de l'Ouganda,*  
Deo K. RWABITA

*Ambassadeur*

*Le Gouvernement de la République de Vanuatu,*  
Sato KILMAN

*Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères*

*Le Président de la République de Zambie,*  
Felix CHIBOTA MUTATI

*Ministre adjoint des finances et de la planification*

*Le Gouvernement de la République du Zimbabwe,*  
Gift PUNUNGWE

*Ambassadeur*

*Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,*

SONT CONVENUS de ce qui suit:

*Article unique*

Conformément à la procédure visée à son article 95, l'accord de Cotonou est modifié par les dispositions suivantes:

A. Préambule

1. Après le huitième considérant débutant par les mots „*Considérant* la Convention de sauvegarde des droits de l'homme ...“, les considérants suivants sont insérés:

„*Réaffirmant* que les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée en prenant des mesures au niveau national et en assurant la collaboration globale;

*Considérant* que la création et le fonctionnement efficace de la Cour Pénale Internationale constituent une évolution importante pour la paix et la justice internationale;“.

2. Le dixième considérant débutant par les mots „*Considérant* que les objectifs et principes du développement ...“ est remplacé par le texte suivant:

„*Considérant* que les objectifs du millénaire pour le développement, issus de la déclaration du millénaire adoptée par l’Assemblée générale des Nations unies en 2000, tels que l’éradication de l’extrême pauvreté et de la faim, ainsi que les objectifs et principes de développement convenus lors des conférences des Nations unies, offrent une vision précise et doivent sous-tendre la coopération ACP-UE dans le cadre du présent accord;“.

#### B. Texte des articles de l’Accord de Cotonou

1. A l’article 4, la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

„Les Etats ACP déterminent, en toute souveraineté, les principes et stratégies de développement, et les modèles de leurs économies et de leurs sociétés. Ils établissent avec la Communauté, les programmes de coopération prévus dans le cadre du présent accord. Toutefois, les parties reconnaissent le rôle complémentaire et la contribution potentielle des acteurs non étatiques et des autorités locales décentralisées au processus de développement. A cet effet, conformément aux conditions fixées dans le présent accord, les acteurs non étatiques et les autorités locales décentralisées, selon le cas:“.

2. L’article 8 est modifié comme suit:

- a) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

„2. Ce dialogue a pour objectif d’échanger des informations, d’encourager la compréhension mutuelle ainsi que de faciliter la définition de priorités et de principes communs, en particulier en reconnaissant les liens existant entre les différents aspects des relations nouées entre les parties et entre les divers domaines de la coopération prévus par le présent accord. Le dialogue doit faciliter les consultations entre les parties au sein des enceintes internationales. Le dialogue a également pour objectif de prévenir les situations dans lesquelles une partie pourrait juger nécessaire de recourir aux procédures de consultation prévues aux articles 96 et 97.“;

- b) le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant:

„6. Le dialogue est mené avec toute la souplesse nécessaire. Il peut, selon les besoins, être formel ou informel, se dérouler dans le cadre institutionnel et en dehors de celui-ci, y inclus le Groupe ACP et l’Assemblée parlementaire paritaire, sous la forme et au niveau les plus appropriés, y compris au niveau régional, sous-régional ou national.“;

- c) le paragraphe suivant est inséré:

„6a. Le cas échéant, et afin de prévenir les situations dans lesquelles une partie pourrait juger nécessaire de recourir à la procédure de consultation prévue à l’article 96, le dialogue portant sur les éléments essentiels doit être systématique et formalisé conformément aux modalités définies à l’annexe VII.“.

3. A l’article 9, le titre est remplacé par le texte suivant:

„Eléments essentiels concernant les droits de l’homme, les principes démocratiques et l’Etat de droit, et élément fondamental concernant la bonne gestion des affaires publiques“.

4. L’article 11 est modifié comme suit:

- a) le paragraphe suivant est inséré:

„3a. Les parties s’engagent en outre à coopérer à la prévention des activités des mercenaires conformément à leurs obligations dans le cadre des conventions et instruments internationaux, ainsi qu’à leurs législations et règlements respectifs.“;

- b) le paragraphe suivant est inséré:

„6. En promouvant le renforcement de la paix et de la justice internationale, les parties réaffirment leur détermination à:



- partager des expériences concernant l'adoption d'amendements juridiques nécessaires pour permettre la ratification et la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et
- lutter contre la criminalité internationale conformément au droit international, en tenant dûment compte du statut de Rome.

Les parties s'efforcent de prendre les mesures en vue de ratifier et mettre en oeuvre le Statut de Rome et les instruments connexes.“.

5. Les articles suivants sont insérés:

*„Article 11a*

***Lutte contre le terrorisme***

Les parties réitèrent leur condamnation ferme de tout acte de terrorisme et s'engagent à combattre le terrorisme par le biais de la coopération internationale, conformément à la Charte des Nations unies et au droit international, aux conventions et aux instruments pertinents, et notamment par la mise en oeuvre intégrale des résolutions 1373 (2001) et 1456 (2003) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies et les autres résolutions pertinentes des Nations unies. A cet effet, les parties s'engagent à échanger:

- des informations sur les groupes terroristes et leurs réseaux de soutien et
- des réflexions sur les moyens et méthodes de lutter contre les actes de terrorisme, y compris par des moyens techniques et la formation, et leurs expériences en matière de prévention du terrorisme.

*Article 11b*

***Coopération dans la lutte contre la prolifération  
des armes de destruction massive***

1. Les parties estiment que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, s'agissant d'acteurs tant étatiques que non étatiques, représente l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur la stabilité et la sécurité internationales.

Les parties conviennent en conséquence de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en veillant au respect intégral et à la mise en oeuvre au niveau national des obligations qu'elles ont contractées dans le cadre des traités et accords internationaux de désarmement et de non-prolifération ainsi que de leurs autres obligations internationales en la matière.

Les parties conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

2. Les parties conviennent en outre de coopérer pour atteindre l'objectif de non-prolifération:
- en prenant des mesures en vue de signer ou de ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents, ou d'y adhérer, selon le cas, et en vue de les mettre pleinement en oeuvre;
  - en mettant en place un système efficace de contrôles nationaux à l'exportation, portant tant sur l'exportation que sur le transit des biens liés aux armes de destruction massive, y compris un contrôle de l'utilisation finale exercé sur les technologies à double usage dans le cadre des armes de destruction massive et prévoyant des sanctions efficaces en cas de violation des contrôles à l'exportation.

L'assistance financière et technique dans le domaine de la coopération dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive sera financée par des instruments spécifiques autres que ceux destinés à la coopération ACP-CE.

3. Les parties conviennent d'établir un dialogue politique permanent qui accompagnera et consolidera leur coopération dans ce domaine.

4. Si, malgré un dialogue politique renforcé, une partie, informée en particulier par les rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation pour l'interdiction des

armes chimiques (OIAC) et des autres institutions multilatérales pertinentes, considère que l'autre a manqué à une obligation découlant du paragraphe 1, elle fournit à l'autre partie ainsi qu'aux Conseils des Ministres ACP et UE, sauf en cas d'urgence particulière, les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties. A cet effet, elle invite l'autre partie à procéder à des consultations, portant principalement sur les mesures prises ou à prendre par la partie concernée afin de remédier à la situation.

5. Les consultations sont menées au niveau et dans la forme considérés les plus appropriés en vue de trouver une solution.

Les consultations commencent au plus tard 30 jours après l'invitation et se poursuivent pendant une période déterminée d'un commun accord, en fonction de la nature et de la gravité du manquement. Dans tous les cas, le dialogue au titre de la procédure de consultation ne dure pas plus de 120 jours.

6. Si les consultations ne conduisent pas à une solution acceptable par les parties, en cas de refus de consultation ou en cas d'urgence particulière, des mesures appropriées peuvent être prises. Ces mesures sont levées dès que les raisons qui les ont motivées disparaissent.“.

6. A l'article 23, le texte suivant est ajouté:

„l) la promotion des savoirs traditionnels.“.

7. A l'article 25, paragraphe 1, le point d) est remplacé par le texte suivant:

„d) promouvoir la lutte contre:

- le VIH/SIDA, tout en garantissant la protection de la santé sexuelle et reproductive et des droits des femmes;
- les autres maladies liées à la pauvreté, notamment la malaria et la tuberculose;“.

8. L'article 26 est modifié comme suit:

a) les points c) et d) sont remplacés par le texte suivant:

- „c) aider les organismes émanant des communautés locales à donner aux enfants la possibilité de développer leur potentiel physique, psychologique et socio-économique,
- d) réintégrer les enfants dans la société dans le cadre des situations post-conflit, par le biais de programmes de réhabilitation, et“;

b) le point suivant est ajouté:

- „e) encourager la participation active des jeunes citoyens à la vie publique et promouvoir tant les échanges d'étudiants que l'interaction des organisations de la jeunesse des ACP et de l'UE.“.

9. A l'article 28, la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

„La coopération contribue efficacement à la réalisation des objectifs et priorités fixés par les Etats ACP dans le cadre de la coopération et de l'intégration régionale et sous-régionale, y compris la coopération interrégionale et intra-ACP. La coopération régionale peut également concerner les pays en développement non ACP, ainsi que les PTOM et les régions ultrapériphériques. Dans ce cadre, la coopération doit viser à:“.

10. A l'article 29, point a), le point i) est remplacé par le texte suivant:

„i) des institutions et organisations d'intégration régionale créées par les Etats ACP et celles dont font partie des Etats ACP, qui promeuvent la coopération et l'intégration régionales et“.

11. A l'article 30, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

„2. La coopération appuie aussi des projets et des initiatives de coopération interrégionale et intra-ACP, y compris ceux qui concernent des pays en développement non ACP.“.

12. A l'article 43, paragraphe 4, le tiret suivant est ajouté:  
 „– le développement et l'encouragement de l'utilisation du contenu local pour les technologies de l'information et des communications.“.

13. L'article 58 est remplacé par le texte suivant:

„Article 58

***Eligibilité au financement***

1. Les entités ou organismes suivants sont éligibles à un soutien financier au titre du présent accord:
    - a) les Etats ACP;
    - b) les organismes régionaux ou interétatiques dont font partie un ou plusieurs Etats ACP, y compris les organismes dont font partie des Etats non ACP, et qui sont habilités par ces Etats ACP et
    - c) les organismes mixtes institués par les Etats ACP et la Communauté en vue de réaliser certains objectifs spécifiques.
  2. Bénéficiaire également d'un soutien financier avec l'accord de l'Etat ACP ou des Etats concernés:
    - a) les organismes publics ou semi-publics nationaux et/ou régionaux et les ministères des Etats ACP y compris les parlements, et notamment les institutions financières et les banques de développement;
    - b) les sociétés, entreprises et autres organisations et agents économiques privés des Etats ACP;
    - c) les entreprises d'un Etat membre de la Communauté pour leur permettre, en plus de leur contribution propre, d'entreprendre des projets productifs sur le territoire d'un Etat ACP;
    - d) les intermédiaires financiers ACP ou CE octroyant, promouvant et finançant des investissements privés dans les Etats ACP; et
    - e) les autorités locales décentralisées des Etats ACP et de la Communauté et
    - f) les pays en développement qui ne font pas partie du groupe ACP, lorsqu'ils participent à une initiative commune ou à une organisation régionale avec les Etats ACP.
  3. Les acteurs non étatiques des Etats ACP de la Communauté, qui présentent un caractère local, sont éligibles à un soutien financier au titre du présent accord, conformément aux modalités arrêtées dans les programmes indicatifs nationaux et régionaux.“.
14. A l'article 68, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par le texte suivant:
- „2. Le but du soutien en cas de fluctuations à court terme des recettes d'exportation est de préserver les réformes et politiques socioéconomiques qui risquent d'être affectées par une baisse des recettes et de remédier aux effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation provenant des produits agricoles et miniers.
  3. La dépendance extrême des économies des Etats ACP vis-à-vis des exportations, notamment celles des secteurs agricole et minier, sera prise en considération dans l'allocation des ressources pour l'année d'application. Dans ce contexte, les pays les moins avancés, enclavés, insulaires et en situation de post-conflit ou de post-catastrophe naturelle, bénéficieront d'un traitement plus favorable.“.
15. A l'article 89, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:
- „1. Des actions spécifiques sont menées pour soutenir les Etats ACP insulaires dans leurs efforts visant à arrêter et infléchir leur vulnérabilité croissante provoquée par de nouveaux et graves défis économiques, sociaux et écologiques. Ces actions visent à favoriser la mise en oeuvre des priorités en matière de développement durable des petits Etats insulaires en développement, tout

en promouvant une approche harmonisée en ce qui concerne leur croissance économique et leur développement humain.“.

16. L'article 96 est modifié comme suit:

a) le paragraphe suivant est inséré:

„1a. Les deux parties conviennent, sauf en cas d'urgence particulière, d'épuiser toutes les possibilités de dialogue prévues dans le cadre de l'article 8 avant de procéder aux consultations visées au paragraphe 2, point a) du présent article.“;

b) au paragraphe 2, le point a) est remplacé par le texte suivant:

„a) Si, nonobstant le dialogue politique sur les éléments essentiels prévus à l'article 8 et au paragraphe 1a du présent article, une partie considère que l'autre manque à une obligation découlant du respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit visés à l'article 9, paragraphe 2, elle fournit à l'autre partie et au Conseil des ministres, sauf en cas d'urgence particulière, les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties. A cet effet, elle invite l'autre partie à procéder à des consultations, portant principalement sur les mesures prises ou à prendre par la partie concernée afin de remédier à la situation conformément à l'annexe VII.

Les consultations sont menées au niveau et dans la forme considérés les plus appropriés en vue de trouver une solution.

Les consultations commencent au plus tard 30 jours après l'invitation et se poursuivent pendant une période déterminée d'un commun accord, en fonction de la nature et de la gravité du manquement. Dans tous les cas, le dialogue mené dans le cadre de la procédure de consultation ne dure pas plus de 120 jours.

Si les consultations ne conduisent pas à une solution acceptable par les parties, en cas de refus de consultation ou en cas d'urgence particulière, des mesures appropriées peuvent être prises. Ces mesures sont levées dès que les raisons qui les ont motivées disparaissent.“.

17. A l'article 97, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

„2. Dans de tels cas, chaque partie peut inviter l'autre à procéder à des consultations. Celles-ci commencent au plus tard 30 jours après l'invitation tandis que le dialogue établi dans le cadre de la procédure de consultation ne dure pas plus de 120 jours.“.

18. Le texte de l'article 100 est remplacé par le texte suivant:

„Article 100

#### ***Statut des textes***

Les protocoles et annexes joints au présent accord en font partie intégrante. Les annexes Ia, II, III, IV et VI peuvent être révisées, adaptées et/ou amendées par décision du Conseil des ministres sur la base d'une recommandation du Comité de coopération ACP-CE pour le financement du développement.

Le présent accord rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant également foi, est déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et au Secrétariat des Etats ACP qui en remettent une copie certifiée conforme au gouvernement de chacun des Etats signataires.“.

### C. Annexes

1. A l'annexe I, le point suivant est ajouté:

„9. Par dérogation à l'article 58 du présent accord, un montant de 90 millions EUR est transféré à l'enveloppe intra-ACP au titre du 9ème FED. Ce montant, qui est géré directement par la

Commission, peut être affecté au financement de la déconcentration pour la période 2006-2007.“.

2. L'annexe suivante est insérée:

„ANNEXE Ia

**Cadre financier pluriannuel de coopération au titre du présent accord**

1. Aux fins exposées dans le présent accord et pour une période à compter du 1er mars 2005, un cadre financier pluriannuel de coopération couvrira les montants d'engagements débutant à partir du 1er janvier 2008 pour une période de cinq ou six ans.
  2. L'Union européenne maintiendra, pour la nouvelle période, son effort d'aide aux Etats ACP au moins au même niveau que le 9ème FED hors reliquats auquel il convient d'ajouter, sur base des estimations communautaires, les effets de l'inflation, de la croissance au sein de l'Union européenne et de l'élargissement de celle-ci aux dix nouveaux Etats membres en 2004.
  3. Toute modification requise au cadre financier pluriannuel ainsi qu'aux éléments de l'accord y relatifs sera décidée par le Conseil des ministres, par dérogation à l'article 95 du présent accord.“.
3. L'annexe II est modifiée comme suit:
- a) l'article 2 est modifié comme suit:
    - i) le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:
 

„7. Des prêts ordinaires peuvent être accordés à des conditions libérales dans les cas suivants:

      - a) pour des projets d'infrastructure, dans les pays les moins avancés, dans les pays en situation de post-conflit et dans les pays frappés par des catastrophes naturelles – autres que ceux visés au point aa) –, qui sont indispensables au développement du secteur privé. Dans ces cas, le taux d'intérêt du prêt sera réduit de 3%;
      - aa) pour des projets d'infrastructure menés par des organismes du secteur public gérés commercialement, qui sont indispensables au développement du secteur privé dans les pays soumis à des conditions d'emprunt restrictives dans le cadre de l'initiative „pays pauvres très endettés“ (PPTTE) ou d'autres mesures concernant la viabilité de la dette approuvées au niveau international. Dans ces cas, la Banque s'efforce de réduire le coût moyen des fonds en recherchant un cofinancement approprié avec d'autres donateurs. Si cela n'est pas jugé possible, le taux d'intérêt du prêt pourra être réduit du montant nécessaire pour respecter le niveau découlant de l'initiative PPTTE ou d'un nouveau cadre concernant la viabilité de la dette approuvé au niveau international;
      - b) pour des projets qui impliquent des opérations de restructuration dans le cadre de la privatisation ou des projets assortis d'avantages sociaux ou environnementaux substantiels et clairement démontrables. Dans ces cas, des prêts peuvent être assortis de bonifications d'intérêts dont le montant et la forme sont décidés en fonction des particularités du projet. La réduction du taux d'intérêt ne devra cependant pas excéder 3%.

Le taux d'intérêt final des prêts accordés pour les projets visés aux points a) ou b) n'est en aucun cas inférieur à 50% du taux de référence.“;
    - ii) le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant:
 

„9. Les bonifications d'intérêts peuvent être capitalisées ou utilisées sous forme d'aides non remboursables. Le budget alloué aux bonifications d'intérêt peut être utilisé, jusqu'à concurrence de 10%, pour soutenir l'assistance technique relative à des projets dans les pays ACP.“;
  - b) l'article 3 est modifié comme suit:
    - i) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:
 

„1. La facilité opère dans tous les secteurs économiques, et soutient des investissements dans des organismes du secteur privé et du secteur public gérés commercialement, y compris

des infrastructures économiques et technologiques génératrices de revenus qui revêtent une grande importance pour le secteur privé. La facilité:

- a) est gérée comme un fonds renouvelable et vise à être financièrement viable. Ses interventions se font à des conditions de marché et évitent de créer des distorsions sur les marchés locaux et d'écarter des sources privées de capitaux;
- b) soutient le secteur financier ACP et agit comme un catalyseur en encourageant la mobilisation de ressources locales à long terme et en attirant les investisseurs et les bailleurs de fonds privés étrangers vers des projets dans les Etats ACP;
- c) supporte une partie du risque lié aux projets qu'elle finance. Sa viabilité financière est assurée dans le cadre de son portefeuille global et non par des opérations individuelles et
- d) s'efforce de mobiliser des fonds par l'intermédiaire d'organismes et de programmes nationaux et régionaux ACP qui encouragent le développement des petites et moyennes entreprises (PME).“;

ii) le paragraphe suivant est inséré:

„1a. La Banque sera rémunérée pour le coût qu'elle aura encouru pour la gestion de la facilité d'investissement. Pendant les deux premières années suivant l'entrée en vigueur du deuxième protocole financier, la Banque sera rémunérée pour le coût qu'elle aura encouru pour la gestion de la facilité d'investissement jusqu'à concurrence de 2% par an de la dotation initiale totale de cette facilité. Par la suite, la rémunération de la Banque comportera une composante fixe de 0,5% par an de la dotation initiale et une composante variable allant jusqu'à 1,5% par an du portefeuille de la facilité d'investissement investi dans des projets menés dans les pays ACP. Cette rémunération sera financée par la facilité d'investissement.“;

c) à l'article 5, le point b) est remplacé par le texte suivant:

„b) en cas de financement de petites et moyennes entreprises (PME) par des prêts ordinaires et des capitaux à risques, le risque de change est en règle générale réparti entre la Communauté, d'une part, et les autres parties concernées, d'autre part. En moyenne, le risque de change devrait être réparti à parts égales et“;

d) les articles suivants sont insérés:

„Article 6a

#### ***Rapport annuel sur la facilité d'investissement***

Les représentants des Etats membres de l'UE chargés de la facilité d'investissement, les représentants des Etats ACP, ainsi que la Banque européenne d'investissement, la Commission européenne, le Secrétariat du Conseil de l'UE et le Secrétariat ACP se rencontrent une fois par an pour examiner les opérations effectuées, la performance de la facilité et les questions de politique concernant cette facilité.

Article 6b

#### ***Examen de la performance de la facilité d'investissement***

La performance générale de la facilité d'investissement fera l'objet d'un examen conjoint qui aura lieu à mi-parcours et à l'échéance d'un protocole financier. Cet exercice pourra inclure des recommandations sur la façon d'améliorer la mise en oeuvre de la facilité.“.

4. L'annexe IV est modifiée comme suit:

a) L'article 3 est modifié comme suit:

i) au paragraphe 1, le point a) est remplacé par le texte suivant:

„a) les besoins sont évalués sur la base de critères concernant le revenu par habitant, l'importance de la population, les indicateurs sociaux, le niveau d'endettement, les pertes de recettes d'exportation et la dépendance vis-à-vis des recettes d'exportation, particulièrement dans les secteurs agricole et minier. Un traitement spécial est accordé aux Etats ACP les moins développés et la vulnérabilité des pays ACP enclavés ou insulaires est dûment prise en considération. En outre, il est tenu compte des difficultés particulières des pays sortant de conflits et de catastrophes naturelles et“;

ii) le paragraphe suivant est ajouté:

„5. Sans préjudice des dispositions prévues pour les revues à l'article 5, paragraphe 7, la Communauté peut augmenter l'allocation au pays concerné, compte tenu de besoins spéciaux ou de performances exceptionnelles.“

b) L'article 4 est modifié comme suit:

i) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. Dès qu'il a reçu les informations mentionnées ci-dessus, chaque Etat ACP établit et soumet à la Communauté un projet de programme indicatif, sur la base de ses objectifs et priorités de développement et en conformité avec ceux-ci tels que définis dans la SC. Le projet de programme indicatif indique:

- a) le ou les secteurs ou domaines sur lesquels l'aide devrait se concentrer;
- b) les mesures et actions les plus appropriées pour la réalisation des objectifs et buts dans le ou les secteurs ou domaines de concentration de l'aide;
- c) les ressources réservées aux programmes et projets s'inscrivant en dehors du ou des secteurs de concentration et/ou les grandes lignes de telles actions, ainsi que l'indication des ressources à consacrer à chacun de ces éléments;
- d) l'identification des types d'acteurs non étatiques éligibles à un financement conformément aux critères fixés par le Conseil des ministres, et des ressources qui leur sont attribuées et du type d'activités à soutenir, qui doivent être de nature non lucrative;
- e) les propositions relatives à des programmes et projets régionaux;
- f) les montants réservés au titre de l'assurance contre les réclamations éventuelles et pour couvrir les dépassements de coûts et les dépenses imprévues.“;

ii) le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

„3. Le projet de programme indicatif fait l'objet d'un échange de vues entre l'Etat ACP concerné et la Communauté. Il est adopté d'un commun accord par la Commission au nom de la Communauté et l'Etat ACP concerné. Il engage tant la Communauté que l'Etat concerné lorsqu'il est adopté. Ce programme indicatif est joint en annexe à la SC et contient en outre:

- a) les opérations spécifiques et clairement identifiées, particulièrement celles qui peuvent être engagées avant le réexamen suivant;
- b) un calendrier pour l'exécution et la revue du programme indicatif, concernant notamment les engagements et les déboursements;
- c) les paramètres et les critères pour les revues.“;

iii) le paragraphe suivant est ajouté:

„5. Quand un Etat ACP est confronté à une situation de crise résultant d'une guerre ou d'un autre conflit ou de circonstances extraordinaires ayant un effet comparable empêchant l'ordonnateur national d'exercer ses fonctions, la Commission peut utiliser et gérer elle-même les ressources allouées à cet Etat conformément à l'article 3, pour des appuis particuliers. Ces appuis particuliers pourront concerner des politiques en faveur de la paix, la gestion et résolution des conflits, l'appui post-conflit y compris le renforcement institutionnel et les activités de développement économique et social, en tenant compte, notamment, des besoins des populations les plus vulnérables. La Commission et l'Etat ACP concerné reviennent à la mise en oeuvre et aux procédures de gestion normales dès que la capacité des autorités compétentes à gérer la coopération est rétablie.“

c) L'article 5 est modifié comme suit:

i) dans le présent article, les termes „chef de délégation“ sont remplacés par les termes „la Commission“;

ii) au paragraphe 4, le point b) est remplacé par le texte suivant:

„b) des programmes et projets s'inscrivant en dehors du ou des domaines de concentration;“;

iii) le paragraphe 7 est remplacé par le texte suivant:



„7. A la suite de la réalisation des revues à mi-parcours et en fin de parcours, la Commission au nom de la Communauté peut revoir la dotation compte tenu des besoins actualisés et des performances de l'Etat ACP concerné.“.

d) A l'article 6, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. La coopération régionale porte sur des actions qui profitent à et impliquent:

- a) deux ou plusieurs Etats ACP ou la totalité de ces Etats, ainsi que des pays en développement non ACP participant à ces actions, et / ou
- b) un organisme régional dont au moins deux Etats ACP sont membres y compris lorsque des Etats non ACP en font partie.“.

e) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 9*

***Allocation des ressources***

1. Au début de la période d'application du protocole financier, la Communauté donne à chaque région une indication claire de l'enveloppe financière dont elle peut disposer au cours de cette période de cinq ans. L'enveloppe financière indicative sera basée sur une estimation des besoins et sur les progrès et les perspectives de la coopération et de l'intégration régionales. Afin d'atteindre une dimension appropriée et d'augmenter l'efficacité, les fonds régionaux et nationaux peuvent être combinés pour le financement des actions régionales comportant un volet national distinct.

2. Sans préjudice des dispositions prévues pour les revues à l'article 11, la Communauté peut augmenter l'allocation à la région concernée, compte tenu de nouveaux besoins ou de performances exceptionnelles.“.

f) A l'article 10, paragraphe 1, le point c) est remplacé par le texte suivant:

„c) les programmes et projets permettant d'atteindre ces objectifs, dans la mesure où ils ont été clairement identifiés, ainsi qu'une indication des ressources à consacrer à chacun de ces éléments et un calendrier pour leur exécution.“.

g) L'article 12 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 12*

***Coopération intra-ACP***

1. Au début de la période couverte par le protocole financier, la Communauté indique au Conseil des ministres ACP la partie des ressources financières réservées aux opérations régionales qui sera allouée à des actions profitant à de nombreux Etats ACP ou à la totalité de ces Etats. De telles opérations peuvent transcender la notion d'appartenance géographique.

2. Compte tenu de nouveaux besoins pour améliorer l'impact des activités intra-ACP, la Communauté peut augmenter l'allocation pour la coopération intra-ACP.“.

h) L'article 13 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 13*

***Demandes de financement***

1. Les demandes de financement de programmes régionaux sont présentées par:

- a) une organisation ou un organisme régional dûment mandaté ou
- b) une organisation ou un organisme sous-régional dûment mandaté ou un Etat ACP de la région concerné au stade de la programmation, pourvu que l'action ait été identifiée dans le cadre du PIR.

2. Les demandes de financement de programmes intra-ACP sont présentées par:

- a) au moins trois organisations ou organismes régionaux dûment mandatés appartenant à des régions géographiques différentes, ou au moins deux Etats ACP de chacune de ces trois régions ou



- b) le Conseil des ministres ACP ou le Comité des ambassadeurs ACP ou
  - c) des organisations internationales, telles que l'Union Africaine, exécutant des actions qui contribuent aux objectifs de la coopération et de l'intégration régionales, sous réserve de l'approbation préalable du Comité des ambassadeurs ACP.“.
- i) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 14*

***Procédures de mise en oeuvre***

1. [supprimé]
  2. [supprimé]
  3. Compte tenu des objectifs et des particularités de la coopération régionale, y incluse la coopération intra-ACP, les actions entreprises dans ce domaine sont régies par les procédures établies pour la coopération pour le financement du développement, là où elles sont applicables.
  4. En particulier et sous réserve des paragraphes 5 et 6, tout programme et projet régional financé par les ressources du Fonds donne lieu à l'établissement entre la Commission et une des entités visées à l'article 13:
    - a) soit d'une convention de financement, conformément à l'article 17; dans ce cas, l'entité concernée désigne un ordonnateur régional dont les tâches correspondent mutatis mutandis à celles de l'ordonnateur national;
    - b) soit d'un contrat de subvention au sens de l'article 19a, en fonction de la nature de l'action et lorsque l'entité concernée, autre qu'un Etat ACP, est chargée de la réalisation du programme ou projet.
  5. Les programmes et projets financés par les ressources du Fonds et dont les demandes de financement ont été présentées par des organisations internationales visées à l'article 13, paragraphe 2, point c), donnent lieu à l'établissement d'un contrat de subvention.
  6. Les programmes et projets financés par les ressources du Fonds et dont les demandes de financement ont été présentées par le Conseil des ministres ACP ou le Comité des ambassadeurs ACP sont mis en oeuvre soit par le secrétariat des Etats ACP, auquel cas une convention de financement est établie entre la Commission et ce dernier conformément à l'article 17, soit par la Commission en fonction de la nature de l'action.“.
- j) Au chapitre 3, le titre est remplacé par le texte suivant:
- „Instruction et financement“.*
- k) L'article 15 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 15*

***Identification, préparation et instruction des programmes et projets***

1. Les programmes et projets présentés par l'Etat ACP concerné font l'objet d'une instruction conjointe. Les principes directeurs et les critères généraux à suivre pour l'instruction des programmes et projets sont élaborés par le comité ACP-CE de coopération pour le financement du développement. Ces programmes et projets sont de manière générale pluriannuels et peuvent comporter des ensembles d'actions de taille limitée dans un domaine particulier.
2. Les dossiers des programmes ou projets préparés et soumis pour financement doivent contenir tous les renseignements nécessaires à l'instruction des programmes ou projets ou, lorsque ces programmes et projets n'ont pas été totalement définis, fournir une description sommaire pour les besoins de l'instruction.
3. L'instruction des programmes et projets tient dûment compte des contraintes en matière de ressources humaines nationales et assure une stratégie favorable à la valorisation de ces res-

sources. Elle tient également compte des caractéristiques et des contraintes spécifiques de chaque Etat ACP.

4. Les programmes et projets destinés à être mis en oeuvre par les acteurs non étatiques éligibles conformément au présent accord peuvent faire l'objet d'une instruction par la seule Commission et donner lieu directement à l'établissement de contrats de subvention entre la Commission et les acteurs non étatiques conformément à l'article 19a. Cette instruction doit se conformer à l'article 4, paragraphe 1, point d), concernant les types d'acteurs, leur éligibilité et le type d'activité à soutenir. La Commission, par l'intermédiaire du chef de délégation, informe l'ordonnateur national des subventions ainsi octroyées.“.

l) L'article 16 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 16*

***Proposition et décision de financement***

1. Les conclusions de l'instruction sont résumées dans une proposition de financement dont la version finale est établie par la Commission, en étroite collaboration avec l'Etat ACP concerné.

2. [supprimé]

3. [supprimé]

4. La Commission au nom de la Communauté communique sa décision de financement à l'Etat ACP concerné dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'établissement de la version finale de la proposition de financement.

5. Lorsque la proposition de financement n'est pas retenue par la Commission au nom de la Communauté, l'Etat ACP concerné est informé immédiatement des motifs de cette décision. Dans un tel cas, les représentants de l'Etat ACP concernés peuvent demander dans un délai de soixante jours à compter de la notification:

- a) que le problème soit évoqué au sein du comité ACP-CE de coopération pour le financement du développement institué au titre du présent accord ou
- b) à être entendus par les représentants de la Communauté.

6. A la suite de cette audition, une décision définitive d'adopter ou de refuser la proposition de financement est prise par la Commission au nom de la Communauté. Avant que la décision ne soit prise, l'Etat ACP concerné peut lui communiquer tout élément qui lui apparaîtrait nécessaire pour compléter son information.“.

m) L'article 17 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 17*

***Convention de financement***

1. Sauf dispositions contraires prévues par le présent accord, tout programme ou projet financé par les ressources du Fonds donne lieu à l'établissement d'une convention de financement entre la Commission et l'Etat ACP concerné.

2. La convention de financement entre la Commission et l'Etat ACP concerné est établie dans les soixante jours suivant la décision de la Commission au nom de la Communauté. La convention de financement:

- a) précise notamment la contribution financière de la Communauté, les modalités et conditions de financement, ainsi que les dispositions générales et spécifiques relatives au programme ou projet concerné;
- b) prévoit des crédits appropriés pour couvrir les augmentations de coûts et les dépenses imprévues.

3. Tout reliquat constaté à la clôture des programmes et projets revient à l'Etat ou les Etats ACP concernés.“.

n) L'article 18 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 18*

***Dépassement***

1. Dès que se manifeste un risque de dépassement du financement disponible au titre de la convention de financement, l'ordonnateur national en informe la Commission et lui demande son accord préalable sur les mesures qu'il compte prendre pour couvrir ce dépassement, soit en réduisant l'ampleur du programme ou projet, soit en recourant à des ressources nationales ou à d'autres ressources non communautaires.
2. S'il n'est pas possible de réduire l'ampleur du programme ou projet ou de couvrir le dépassement par d'autres ressources, la Commission au nom de la Communauté peut, sur demande motivée de l'ordonnateur national, prendre une décision de financement supplémentaire sur les ressources du programme indicatif national.“.

o) L'article 19 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 19*

***Financement rétroactif***

1. Afin de garantir un démarrage rapide des projets, d'éviter des vides entre les projets séquentiels et des retards, les Etats ACP peuvent, au moment où l'instruction du projet est terminée et avant que soit prise la décision de financement, préfinancer des activités liées au lancement de programmes, à du travail préliminaire et saisonnier, des commandes d'équipement pour lesquelles il faut prévoir un long délai de livraison ainsi que certaines opérations en cours. De telles dépenses doivent être conformes aux procédures prévues par le présent accord.
2. Toute dépense visée au paragraphe 1 doit être mentionnée dans la proposition de financement et ne préjuge pas la décision de financement de la Commission au nom de la Communauté.
3. Les dépenses effectuées par un Etat ACP en vertu du présent article sont financées rétroactivement dans le cadre du programme ou projet, après la signature de la convention de financement.“.

p) Au chapitre 4, le titre est remplacé par le texte suivant:

*„Mise en oeuvre“.*

q) Les articles suivants sont insérés:

*„Article 19a*

***Modalités de mise en oeuvre***

1. Si la Commission en assure l'exécution financière, l'exécution des programmes et projets financés par les ressources du Fonds s'effectue essentiellement par les moyens suivants:
  - a) la passation de marchés;
  - b) l'octroi de subventions;
  - c) l'exécution en régie;
  - d) les déboursements directs dans le contexte des appuis budgétaires, des appuis aux programmes sectoriels, des appuis à l'allégement de la dette ainsi que des soutiens en cas de fluctuations à court terme des recettes d'exportation.
2. Dans le cadre de la présente annexe, les marchés sont des contrats à titre onéreux conclus par écrit en vue d'obtenir, contre le paiement d'un prix, la fourniture de biens mobiliers, l'exécution de travaux ou la prestation de services.
3. Les subventions au sens de la présente annexe sont des contributions financières directes accordées à titre de libéralité en vue de financer:
  - a) soit une action destinée à promouvoir la réalisation d'un objectif qui s'inscrit dans le cadre du présent accord ou d'un programme ou projet adopté selon les dispositions de ce dernier;

- b) soit le fonctionnement d'un organisme poursuivant un tel objectif.  
Les subventions font l'objet d'un contrat écrit.

*Article 19b*

***Appel d'offres avec clause suspensive***

Afin de garantir un démarrage rapide des projets, les Etats ACP peuvent, dans tous les cas dûment justifiés et en accord avec la Commission, au moment où l'instruction du projet est terminée et avant que soit prise la décision de financement, lancer des appels d'offres pour tous les types de marchés, assortis d'une clause suspensive. Cette disposition doit être mentionnée dans la proposition de financement.“.

- r) L'article 20 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 20*

***Eligibilité***

Sauf en cas de dérogation accordée conformément à l'article 22 et sans préjudice des dispositions de l'article 26:

- 1) La participation aux procédures de marchés et aux procédures d'octroi de subventions financés par les ressources du Fonds est ouverte à toute personne physique et morale des Etats ACP et des Etats membres de la Communauté.
  - 2) Les fournitures et les matériaux acquis au titre d'un contrat financé par les ressources du Fonds doivent tous être originaires d'un Etat éligible au sens du point 1). Dans ce contexte, la définition de la notion de „produits originaires“ est évaluée par rapport aux accords internationaux en la matière et il y a lieu de considérer également comme produits originaires de la Communauté les produits originaires des pays, territoires et départements d'outre-mer.
  - 3) La participation aux procédures de marchés et aux procédures d'octroi de subventions financées par les ressources du Fonds est ouverte aux organisations internationales.
  - 4) Lorsque le financement couvre une opération mise en oeuvre par l'intermédiaire d'une organisation internationale, la participation aux procédures de passation de marchés et aux procédures d'octroi de subventions est ouverte à toute personne physique et morale qui est éligible en vertu du point 1) ainsi qu'à toute personne physique et morale qui est éligible en vertu du règlement de cette organisation, en veillant à assurer l'égalité de traitement à tous les donateurs. Les mêmes règles s'appliquent aux fournitures et aux matériaux.
  - 5) Lorsque le financement couvre une opération mise en oeuvre dans le cadre d'une initiative régionale, la participation aux procédures de passation de marchés et aux procédures d'octroi de subventions est ouverte à toute personne physique et morale qui est éligible en vertu du point 1) ainsi qu'à toute personne physique et morale d'un Etat participant à l'initiative concernée. Les mêmes règles s'appliquent aux fournitures et aux matériaux.
  - 6) Lorsque le financement couvre une opération cofinancée avec un Etat tiers, la participation aux procédures de passation de marchés et aux procédures d'octroi de subventions est ouverte à toute personne physique et morale éligible en vertu du point 1) ainsi qu'à toute personne physique et morale éligible en vertu des règles dudit Etat tiers. Les mêmes règles s'appliquent aux fournitures et aux matériaux.“.
- s) L'article 22 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 22*

***Dérogations***

1. Dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les personnes physiques ou morales ressortissantes des pays tiers non éligibles au titre de l'article 20 peuvent être autorisées à participer aux procédures de marchés et aux procédures d'octroi de subventions financés par la Communauté, sur demande justifiée des Etats ACP concernés. Les Etats ACP concernés fournissent à la Commission, pour chaque cas, les informations nécessaires pour prendre une décision sur ces dérogations en accordant une attention particulière:

- a) à la situation géographique de l'Etat ACP concerné;
- b) à la compétitivité des entrepreneurs, fournisseurs et consultants des Etats membres et des Etats ACP;
- c) au souci d'éviter un accroissement excessif du coût d'exécution des marchés;
- d) aux difficultés de transport et aux retards dus aux délais de livraison ou à d'autres problèmes de même nature;
- e) à la technologie la plus appropriée et la mieux adaptée aux conditions locales;
- f) aux cas d'urgence impérieuse;
- g) à la disponibilité des produits et services sur les marchés concernés.

2. Les règles de passation des marchés de la Banque s'appliquent aux projets financés par la Facilité d'investissement.“.

t) L'article 24 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 24*

***Exécution en régie***

1. En cas d'opérations en régie, les programmes et projets sont exécutés en régie administrative par les agences ou les services publics ou à participation publique de l'Etat ou des Etats ACP concernés ou par la personne morale responsable de leur exécution.
2. La Communauté contribue aux dépenses des services concernés par l'octroi des équipements et/ou matériels manquants et/ou de ressources lui permettant de recruter le personnel supplémentaire nécessaire tel que des experts ressortissants de l'Etat ACP concerné ou d'un autre Etat ACP. La participation de la Communauté ne concerne que la prise en charge de moyens complémentaires et de dépenses d'exécution, temporaires, limitées aux seuls besoins de l'action considérée.
3. Les devis-programmes qui mettent en oeuvre les opérations en régie doivent respecter les règles communautaires, procédures et documents standard définis par la Commission, tels qu'en vigueur au moment de l'approbation des devis-programmes concernés.“.

u) L'article 26 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 26*

***Préférences***

1. Des mesures propres à favoriser une participation aussi étendue que possible des personnes physiques et morales des Etats ACP à l'exécution des marchés financés par le Fonds sont prises afin de permettre une utilisation optimale des ressources physiques et humaines de ces Etats. A cette fin:
  - a) dans le cas des marchés de travaux d'une valeur inférieure à 5.000.000 EUR, les soumissionnaires des Etats ACP bénéficient, pour autant qu'un quart au moins du capital et des cadres soit originaire d'un ou de plusieurs Etats ACP, d'une préférence de 10% dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente;
  - b) dans le cas des marchés de fournitures, quel qu'en soit le montant, les soumissionnaires des Etats ACP, qui proposent des fournitures originaires des ACP pour 50% au moins de la valeur du marché, bénéficient d'une préférence de 15% dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente;
  - c) dans le cas des marchés de services, la préférence est accordée dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente:
    - i) aux experts, institutions, bureaux d'études ou entreprises conseils ressortissants des Etats ACP ayant la compétence requise;
    - ii) aux offres soumises par des entreprises ACP individuelles ou en consortium avec des partenaires européens et
    - iii) aux offres présentées par des soumissionnaires européens ayant recours à des sous-traitants ou des experts des ACP.

- d) lorsqu'on envisage de faire appel à des sous-traitants, le soumissionnaire retenu accorde la préférence aux personnes physiques, sociétés et entreprises des Etats ACP capables d'exécuter le marché dans les mêmes conditions et
  - e) l'Etat ACP peut, dans l'appel d'offres, proposer aux soumissionnaires éventuels l'assistance de sociétés, d'experts ou de consultants ressortissants des Etats ACP, choisis d'un commun accord. Cette coopération peut prendre la forme d'une entreprise commune ou d'une sous-traitance ou encore d'une formation du personnel en cours d'emploi.
2. Lorsque deux soumissions sont reconnues équivalentes, selon les critères énoncés ci-dessus, la préférence est donnée:
- a) à l'offre du soumissionnaire ressortissant d'un Etat ACP ou
  - b) si une telle offre fait défaut:
    - i) à celle qui permet la meilleure utilisation des ressources physiques et humaines des Etats ACP,
    - ii) à celle qui offre les meilleures possibilités de sous-traitance aux sociétés, entreprises ou personnes physiques des Etats ACP ou
    - iii) à un consortium de personnes physiques, d'entreprises, ou de sociétés des Etats ACP et de la Communauté.“.
  - v) Au chapitre 6, le titre est remplacé par le texte suivant:  
*„Agents chargés de la gestion et de l'exécution des ressources du fonds“.*
  - w) L'article 34 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 34*

***La Commission***

1. La Commission assure l'exécution financière des opérations effectuées sur les ressources du Fonds, à l'exclusion de la facilité d'investissement et des bonifications d'intérêts, selon les principaux modes de gestion suivants:
    - a) de manière centralisée,
    - b) en gestion décentralisée.
  2. En règle générale, l'exécution financière des ressources du Fonds par la Commission est effectuée en gestion décentralisée.  
 Dans ce cas, des tâches d'exécution sont prises en charge par les Etats ACP conformément à l'article 35.
  3. Pour assurer l'exécution financière des ressources du Fonds, la Commission délègue ses pouvoirs d'exécution au sein de ses services. La Commission informe les Etats ACP et le Comité de coopération pour le Financement du Développement ACP-CE de cette délégation.“.
- x) L'article 35 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 35*

***Ordonnateur national***

1. Les pouvoirs publics de chaque Etat ACP désignent un ordonnateur national chargé de les représenter dans toutes les activités financées sur les ressources du Fonds gérées par la Commission et la Banque. L'ordonnateur national désigne un ou des ordonnateurs nationaux suppléants qui le remplacent dans le cas où il est empêché d'exercer cette fonction et informe la Commission de cette suppléance. L'ordonnateur national peut procéder chaque fois que les conditions de capacité institutionnelle et de bonne gestion financière sont remplies à une délégation de ses attributions de mise en oeuvre des programmes et projets concernés vers l'entité responsable, à l'intérieur de son administration nationale. Il informe la Commission des délégations auxquelles il procède.

Lorsque la Commission a connaissance de problèmes dans le déroulement des procédures relatives à la gestion des ressources du Fonds, elle prend avec l'ordonnateur national tous

contacts utiles en vue de remédier à la situation et adopte, le cas échéant, toutes mesures appropriées.

L'ordonnateur national assume uniquement la responsabilité financière des tâches d'exécution qui lui sont confiées.

Dans le cadre de la gestion décentralisée des ressources du Fonds et sous réserve des pouvoirs complémentaires qui pourraient être accordés par la Commission, l'ordonnateur national:

- a) est chargé de la coordination, de la programmation, du suivi régulier et des revues annuelles, à mi-parcours et finales de la mise en oeuvre de la coopération ainsi que de la coordination avec les donateurs;
- b) est chargé de la préparation, de la présentation et de l'instruction des programmes et projets en étroite collaboration avec la Commission;
- c) prépare les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents des appels à propositions;
- d) avant le lancement des appels d'offres et, le cas échéant, des appels à propositions, soumet pour approbation les dossiers d'appels d'offres et, le cas échéant, les documents des appels à propositions à la Commission;
- e) lance, en étroite coopération avec la Commission, les appels d'offres ainsi que, le cas échéant, les appels à propositions;
- f) reçoit les offres ainsi que, le cas échéant, les propositions, et transmet copie des soumissions à la Commission; préside à leur dépouillement et arrête le résultat du dépouillement endéans le délai de validité des soumissions en tenant compte du délai requis pour l'approbation du marché;
- g) invite la Commission au dépouillement des offres et, le cas échéant, des propositions et communique le résultat du dépouillement des offres et des propositions à la Commission pour approbation des propositions d'attribution des marchés et d'octroi des subventions;
- h) soumet à la Commission pour approbation les contrats et les devis-programmes ainsi que leurs avenants;
- i) signe les contrats et leurs avenants approuvés par la Commission;
- j) procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses dans les limites des ressources qui lui sont allouées et
- k) au cours des opérations d'exécution, prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, d'un point de vue économique et technique, la bonne exécution des programmes et projets approuvés.

2. Au cours de l'exécution des opérations et sous réserve pour lui d'en informer la Commission, l'ordonnateur national décide:

- a) des aménagements de détail et modifications techniques des programmes et projets pour autant qu'ils n'affectent pas les solutions techniques retenues et qu'ils restent dans la limite de la provision pour aménagements prévue à la convention de financement;
- b) des changements d'implantation des programmes ou projets à unités multiples justifiés par des raisons techniques, économiques ou sociales;
- c) de l'application ou de la remise des pénalités de retard;
- d) des actes donnant mainlevée des cautions;
- e) des achats sur le marché local sans considération de l'origine;
- f) de l'utilisation de matériels et engins de chantier non originaires des Etats membres ou des Etats ACP, et dont il n'existe pas de production comparable dans les Etats membres et les Etats ACP;
- g) des sous-traitances;
- h) des réceptions définitives, pour autant que la Commission soit présente aux réceptions provisoires, vise les procès-verbaux correspondants et, le cas échéant, assiste aux récep-



tions définitives, notamment lorsque l'ampleur des réserves formulées lors de la réception provisoire nécessite des travaux de reprise importants et

i) du recrutement de consultants et autres experts de l'assistance technique.“.

y) L'article 36 est remplacé par le texte suivant:

„Article 36

***Chef de délégation***

1. La Commission est représentée dans chaque Etat ACP ou dans chaque groupe régional qui en fait la demande expresse par une délégation placée sous l'autorité d'un chef de délégation, avec l'agrément du ou des Etats ACP concernés. Des mesures appropriées sont prises dans le cas où un chef de délégation est désigné auprès d'un groupe d'Etats ACP. Le chef de délégation représente la Commission dans tous ses domaines de compétence et dans toutes ses activités.

2. Le chef de délégation est l'interlocuteur privilégié des Etats ACP et organismes éligibles à un soutien financier au titre de l'accord. Il coopère et travaille en étroite collaboration avec l'ordonnateur national.

3. Le chef de délégation reçoit les instructions et les pouvoirs nécessaires pour faciliter et accélérer toutes les opérations financées au titre de l'accord.

4. Sur une base régulière, le chef de délégation informe les autorités nationales des activités communautaires susceptibles d'intéresser directement la coopération entre la Communauté et les Etats ACP.“.

z) L'article 37 est remplacé par le texte suivant:

„Article 37

***Paiements***

1. En vue des paiements dans les monnaies nationales des Etats ACP, des comptes libellés dans les monnaies des Etats membres ou en euros peuvent être ouverts dans les Etats ACP, par et au nom de la Commission, dans une institution financière nationale publique ou para-étatique désignée d'un commun accord par l'Etat ACP et la Commission. Cette institution exerce les fonctions de payeur délégué national.

2. Les services rendus par le payeur délégué national ne sont pas rémunérés et aucun intérêt n'est servi sur les fonds en dépôt. Les comptes locaux sont réapprovisionnés par la Commission dans la monnaie de l'un des Etats membres ou en euros, sur la base des estimations des besoins en trésorerie qui seront faites suffisamment à l'avance de façon à éviter un recours à un préfinancement par les Etats ACP et des retards de décaissement.

3. [supprimé]

4. Les paiements sont exécutés par la Commission conformément aux règles fixées par la Communauté et la Commission, éventuellement après liquidation et ordonnancement des dépenses par l'ordonnateur national.

5. [supprimé]

6. Les procédures de liquidation, d'ordonnancement et de paiement des dépenses doivent être accomplies dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'échéance du paiement. L'ordonnateur national procède à l'ordonnancement du paiement et le notifie au chef de délégation au plus tard quarante-cinq jours avant l'échéance.

7. Les réclamations concernant les retards de paiement sont supportées par l'Etat ou les Etats ACP concernés et par la Commission sur ses ressources propres, chacun pour la partie du retard dont il est responsable, conformément aux procédures susmentionnées.“.



5. L'annexe suivante est ajoutée:

„ANNEXE VII

**Dialogue politique sur les droits de l'homme, les principes démocratiques  
et l'Etat de droit**

*Article 1*

**Objectifs**

1. Les consultations, prévues par l'article 96, paragraphe 2, point a), auront lieu, sauf en cas d'urgence particulière, après épuisement des possibilités de dialogue politique prévues par l'article 8 et l'article 9, paragraphe 4, de l'accord.
2. Les deux parties devraient mener ce dialogue politique dans l'esprit de l'accord et en tenant compte des orientations relatives au dialogue politique ACP-UE élaborées par le Conseil des ministres.
3. Le dialogue politique est un processus qui devrait favoriser le renforcement des relations ACP-UE et contribuer à la réalisation des objectifs du partenariat.

*Article 2*

***Intensification du dialogue politique préalablement aux consultations  
de l'article 96 de l'accord***

1. Un dialogue politique portant sur le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit doit être mené conformément à l'article 8 et à l'article 9, paragraphe 4, de l'accord et dans le respect des paramètres des règles et normes internationalement reconnues. Dans le cadre de ce dialogue, les parties peuvent s'accorder sur des priorités et des programmes communs.
2. Les parties peuvent élaborer conjointement et agréer des critères de référence spécifiques ou des objectifs en matière de droits de l'homme, de principes démocratiques et d'Etat de droit, dans le respect des paramètres des règles et normes internationalement reconnues et en tenant compte des circonstances particulières de l'Etat ACP concerné. Les critères de référence sont des mécanismes visant à atteindre des buts en fixant des objectifs intermédiaires et en établissant des calendriers de mise en oeuvre.
3. Le dialogue politique énoncé aux paragraphes 1 et 2 doit être systématique et officiel et toutes les possibilités doivent avoir été épuisées avant qu'il ne soit procédé aux consultations visées à l'article 96 de l'accord.
4. Sauf en cas d'urgence particulière, au sens de l'article 96, paragraphe 2, point b), de l'accord, les consultations menées dans le cadre de l'article 96 peuvent également être engagées sans être précédées d'un dialogue politique intense en cas de non-respect persistant des engagements pris par l'une des parties à l'occasion d'un précédent dialogue ou si le dialogue n'est pas mené de bonne foi.
5. Le dialogue politique prévu dans le cadre de l'article 8 est également utilisé entre les parties pour aider les pays soumis à des mesures appropriées, en vertu de l'article 96 de l'accord, à normaliser leurs relations.

*Article 3*

***Règles supplémentaires relatives à la consultation  
au titre de l'article 96 de l'accord***

1. Les parties s'efforcent de promouvoir l'égalité du niveau de représentation lors des consultations visées à l'article 96 de l'accord.
2. Les parties s'engagent à collaborer en toute transparence avant, pendant et après les consultations officielles, en tenant compte des critères de référence et objectifs spécifiques visés à l'article 2, paragraphe 2, de la présente annexe.

3. Les parties utilisent le délai de notification de trente jours prévu à l'article 96, paragraphe 2, de l'accord, afin de garantir une préparation efficace de part et d'autre, ainsi que des consultations approfondies, au sein du groupe des Etats ACP et entre la Communauté et ses Etats membres. Au cours du processus de consultation, les parties devraient adopter des calendriers souples, tout en reconnaissant que les cas d'urgence particulière, au sens de l'article 96, paragraphe 2, point b), de l'accord et de l'article 2, paragraphe 4, de la présente annexe, peuvent nécessiter une réaction immédiate.
4. Les parties reconnaissent le rôle du groupe des Etats ACP dans le dialogue politique, selon des modalités à définir par ledit groupe et à communiquer à la Communauté européenne et à ses Etats membres.
5. Les parties conviennent de la nécessité de consultations structurées et permanentes dans le cadre de l'article 96 de l'accord. Le Conseil des ministres peut élaborer des modalités supplémentaires à cette fin.“.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent accord.

El presente Acuerdo queda abierto a la firma en Luxemburgo el 25 de junio de 2005 y, a continuación, del 1 de julio de 2005 al 31 de diciembre de 2005 en la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea, en Bruselas.

Tato dohoda je otevřena k podpisu v Lucemburku dne 25. června 2005 a poté od 1. července 2005 do 31. prosince 2005 v generálním sekretariátu Rady Evropské unie v Bruselu.

Denne aftale er åben for undertegnelse den 25. juni 2005 i Luxembourg og derefter fra den 1. juli 2005 til den 31. december 2005 i Generalsekretariatet for Rådet for Den Europæiske Union i Bruxelles.

Dieses Abkommen liegt am 25. Juni 2005 in Luxemburg und danach – vom 1. Juli bis 31. Dezember 2005 beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union in Brüssel – zur Unterzeichnung auf.

Käesolev kokkulepe on allakirjutamiseks avatud 25. juunil 2005 Luxembourgis ning seejärel 1. juulist 2005 kuni 31. detsembrini 2005 Euroopa Liidu Nõukogu peasekretariaadis Brüsselis.

*Η παρούσα συμφωνία κατατίθεται προς υπογραφή στο Λουξεμβούργο στις 25 Ιουνίου 2005 και, στη συνέχεια, από την 1η Ιουλίου 2005 έως τις 31 Δεκεμβρίου 2005, στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης, στις Βρυξέλλες.*

This Agreement shall be open for signature at Luxembourg on 25 June 2005 and thereafter from 1 July to 31 December 2005 at the General Secretariat of the Council of the European Union in Brussels.

Le présent accord est ouvert à la signature à Luxembourg le 25 juin 2005 et ensuite du 1er juillet 2005 au 31 décembre 2005, au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, à Bruxelles.

Il presente accordo è aperto alla firma a Lussemburgo il 25 giugno 2005 e successivamente a Bruxelles presso il Segretariato generale del Consiglio dell'Unione europea, dal 1° luglio 2005 al 31 dicembre 2005.

Minētāis nolīgums ir pieejams parakstīšanai 2005. gada 25. jūnijā Luksemburgā un pēc tam no 2005. gada 1. jūlija līdz 31. decembrim Briselē, Eiropas Savienības Padomes Ģenerālsekretariātā.

Šis susitarimas pateiktas pasirašyti 2005 m. birželio 25 d. Liuksemburge, o paskui, 2005 m. liepos 31 d.–2005 m. gruodžio 31 d., Europos Sąjungos Tarybos generaliniame sekretariate Briuselyje.

Ez a megállapodás 2005. június 25-én Luxembourgban, majd 2005. július 1. és 2005. december 31. között Brüsszelben, az Európai Unió Tanácsának Főtitkárságán aláírásra nyitva áll.

Dan il-Ftehim huwa miftuh għall-firma fil-Lussemburgu fil-25 ta' Ġunju 2005 u wara dan mill-1 ta' Lulju 2005 sal-31 ta' Diċembru 2005, fis-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill ta' l-Unjoni Ewropea, fi Brussel.

Deze overeenkomst staat open voor ondertekening op 25 juni te Luxemburg en vervolgens met ingang van 1 juli tot en met 31 december 2005 bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie in Brussel.

Niniejsza Umowa jest otwarta do podpisu w Luksemburgu, 25 czerwca 2005 r., a następnie od 1 lipca 2005 r. do 31 grudnia 2005 r. w Sekretariacie Generalnym Rady Unii Europejskiej w Brukseli.

O presente Acordo está aberto para assinatura no Luxemburgo, em 25 de Junho de 2005 e, posteriormente, de 1 de Julho de 2005 a 31 de Dezembro de 2005, no Secretariado-Geral do Conselho da União Europeia, em Bruxelas.

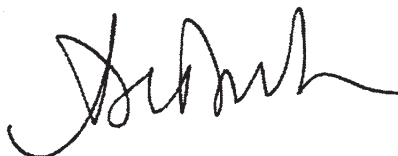
Táto dohoda je otvorená na podpis 25. júna 2005 v Luxemburgu a potom od 1. júla 2005 do 31. decembra 2005 na Generálnom sekretariáte Rady Európskej únie v Bruseli.

Omenjeni sporazum je na voljo za podpis v Luxembourg 25. junija 2005 in od 1. julija 2005 do 31. decembra 2005 na generalnem sekretariatu Sveta Evropske unije v Bruslju.

Tämä sopimus voidaan allekirjoittaa Luxemburgissa 25.6.2005 ja sen jälkeen 1.7.2005-31.12.2005 Euroopan unionin pääsihteeristössä Brysselissä.

Detta avtal är öppet för undertecknande i Luxemburg den 25 juni 2005 och sedan från och med den 1 juli till och med den 31 december 2005 vid generalsekretariatet för Europeiska unionens råd i Bryssel.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges  
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen  
Für Seine Majestät den König der Belgier*



Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

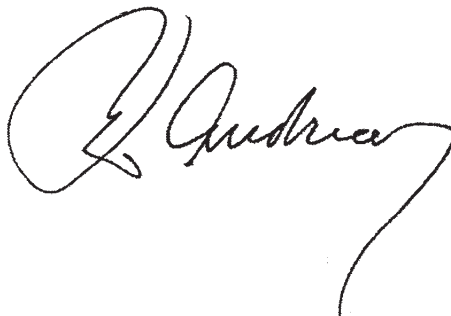
Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

*Za prezidenta České republiky*



*For Hendes Majestæt Danmarks Dronning*



*Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland*

*Elisabeth*  
*Jones - 4/10/21*

*Eesti Vabariigi Presidendi nimel*

*U. Kõ*

*Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας*

*Κ. Κ*

*Por Su Majestad el Rey de España*

*Ru*

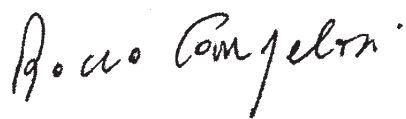
*Pour le Président de la République française*

*Mirandis*

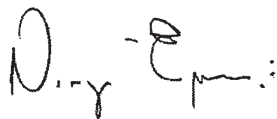
*Thar ceann Uachtarán na hÉireann*  
*For the President of Ireland*

*Ronan Kirby*

*Per il Presidente della Repubblica italiana*



*Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας*



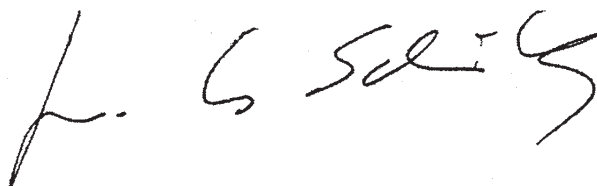
*Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā*



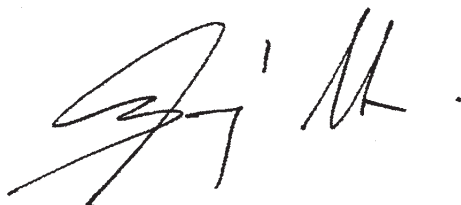
*Lietuvos Respublikos Prezidento vardu*



*Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg*



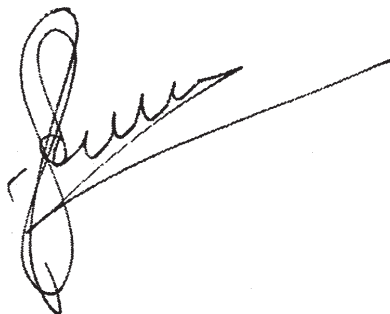
*A Magyar Köztársaság Elnöke részéről*



*Għall-President ta' Malta*



*Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden*



*Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich*

*Georg W. Haider*

*Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej*

*Janusz Krupa*

*Pelo Presidente da República Portuguesa*

*José R. C. M.*

*Za predsednika Republike Slovenije*

*Robert Stane*

*Za prezidenta Slovenskej republiky*

*Andrej Kiska*

*Suomen Tasavallan Presidentin puolesta  
För Republiken Finlands President*

*P. L. J. J.*

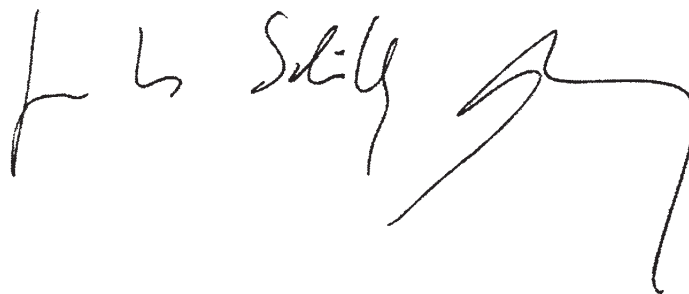
*På svenska regeringens vägnar*

*Anders Johansson*

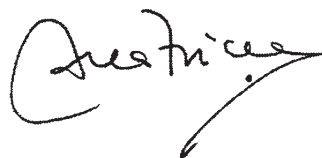
*For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland*

*Garth Thomas M.P.*

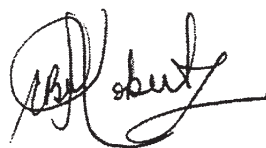
Por la Comunidad Europea  
 Za Evropské společenství  
 For Det Europæiske Fællesskab  
 Für die Europäische Gemeinschaft  
 Euroopa Ühenduse nimel  
 Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα  
 For the European Community  
 Pour la Communauté européenne  
 Per la Comunità europea  
 Eiropas Kopienas vārdā  
 Europos bendrijos vārdā  
 az Európai Közösség részéről  
 Għall-Komunità Ewropea  
 Voor de Europese Gemeenschap  
 W imieniu Wspólnoty Europejskiej  
 Pela Comunidade Europeia  
 Za Európske spoločenstvo  
 Za Evropsko skupnost  
 Euroopan yhteisön puolesta  
 På Europeiska gemenskapens vägnar



*Pour le Président de la République d'Angola*



*For Her Majesty the Queen of Antigua and Barbuda*



*For the Head of State of the Commonwealth of the Bahamas*



*For the Head of State of Barbados*



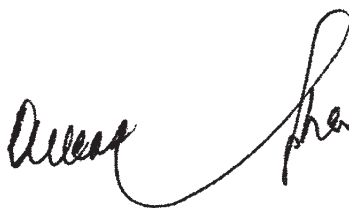
*For Her Majesty the Queen of Belize*



*Pour le Président de la République du Bénin*



*For the President of the Republic of Botswana*



*Pour le Président du Burkina Faso*



*Pour le Président de la République du Burundi*

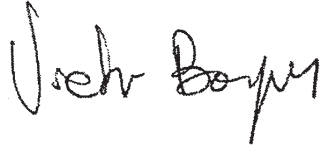


*Pour le Président de la République du Cameroun*

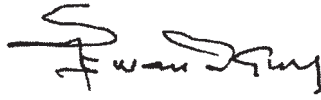




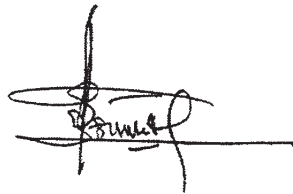
*Pour le Président de la République du Cap-Vert*



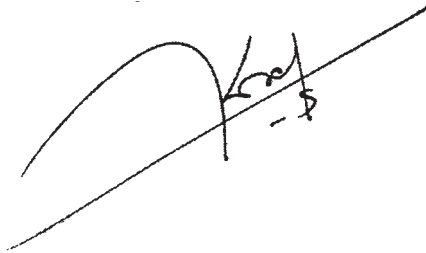
*Pour le Président de la République Centrafricaine*



*Pour le Président de la République Fédérale Islamique des Comores*



*Pour le Président de la République démocratique du Congo*



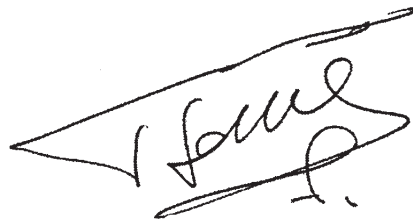
*Pour le Président de la République du Congo*



*For the Government of the Cook Islands*



*Pour le Président de la République de Côte d'Ivoire*



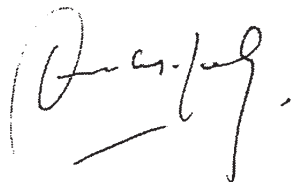
*Pour le Président de la République de Djibouti*

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

*For the Government of the Commonwealth of Dominica*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Hallen', with a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the Dominican Republic*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Medina', with a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the State of Eritrea*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Asfaw', with a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the Federal Democratic Republic of Ethiopia*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'T. G. Mengesha', with a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the Sovereign Democratic Republic of Fiji*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. V. Ganai', with a long horizontal stroke at the end.

*Pour le Président de la République gabonaise*



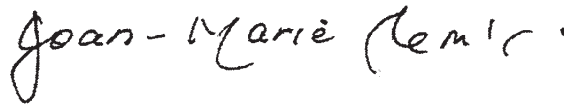
*For the President and Head of State of the Republic of The Gambia*



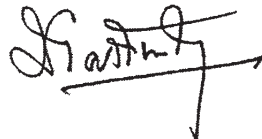
*For the President of the Republic of Ghana*



*For Her Majesty the Queen of Grenada*



*Pour le Président de la République de Guinée*



*Pour le Président de la République de Guinée-Bissau*



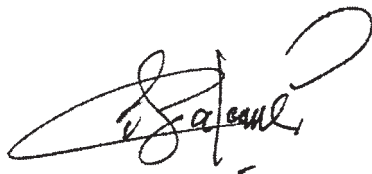
*Pour le Président de la République de Guinée équatoriale*



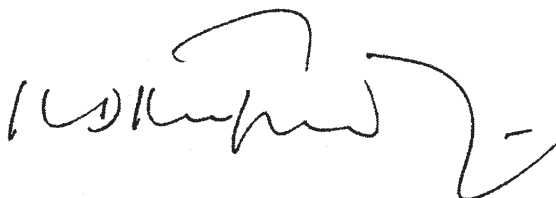
*For the President of the Republic of Guyana*



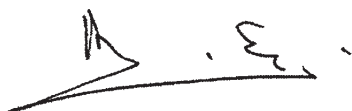
*Pour le Président de la République d'Haïti*



*For the Head of State of Jamaica*



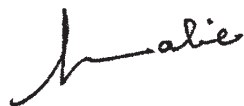
*For the President of the Republic of Kenya*



*For the President of the Republic of Kiribati*

*Paul Tait.*

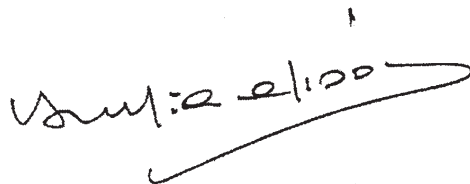
*For His Majesty the King of the Kingdom of Lesotho*




*For the President of the Republic of Liberia*



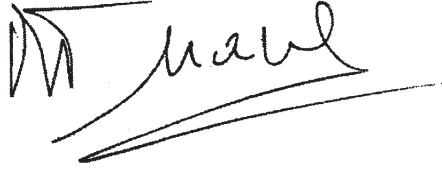
*Pour le Président de la République de Madagascar*



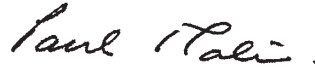
*For the President of the Republic of Malawi*



*Pour le Président de la République du Mali*



*For the Government of the Republic of the Marshall Islands*



*Pour le Président de la République Islamique de Mauritanie*



*For the President of the Republic of Mauritius*



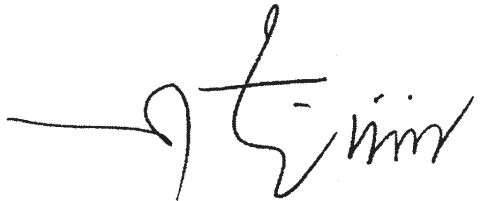
*For the Government of the Federated States of Micronesia*



*Pour le Président de la République du Mozambique*



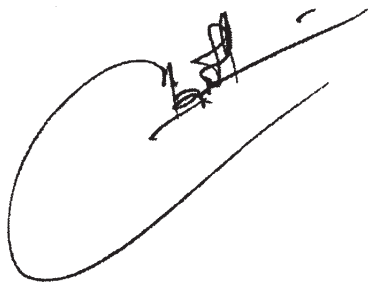
*For the President of the Republic of Namibia*



*For the Government of the Republic of Nauru*



*Pour le Président de la République du Niger*



*For the President of the Federal Republic of Nigeria*



*For the Government of Niue*



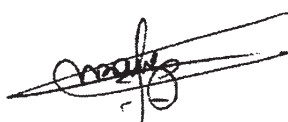
*For the Government of the Republic of Palau*



*For Her Majesty the Queen of the Independent State of Papua New Guinea*



*Pour le Président de la République Rwandaise*



*For Her Majesty the Queen of Saint Kitts and Nevis*



*For Her Majesty the Queen of Saint Lucia*



*For Her Majesty the Queen of Saint Vincent and the Grenadines*



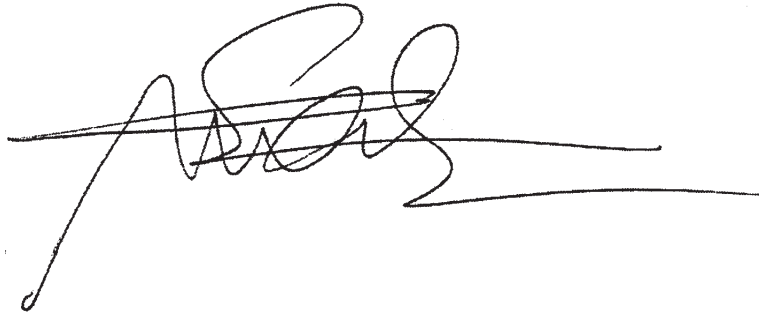
*For the Head of State of the Independent State of Samoa*



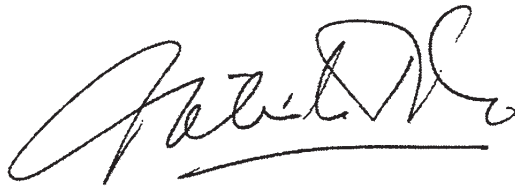
*Pour le Président de la République démocratique de São Tomé et Príncipe*



*Pour le Président de la République du Sénégal*



*Pour le Président de la République des Seychelles*



*For the President of the Republic of Sierra Leone*



*For Her Majesty the Queen of Solomon Islands*



*For the President of the Republic of South Africa*



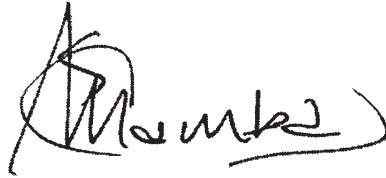
*For the President of the Republic of the Sudan*



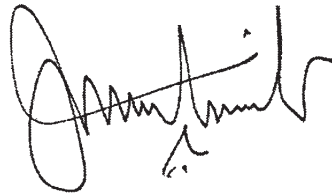
*For the President of the Republic of Suriname*



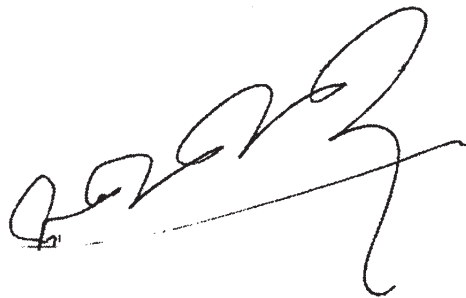
*For His Majesty the King of the Kingdom of Swaziland*



*For the President of the United Republic of Tanzania*



*Pour le Président de la République du Tchad*



*Pour le Président de la République togolaise*

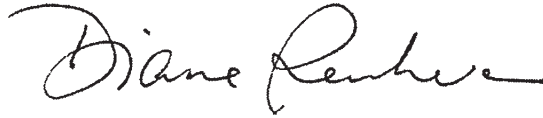




*For His Majesty King Taufa'ahau Tupou IV of Tonga*



*For the President of the Republic of Trinidad and Tobago*



*For Her Majesty the Queen of Tuvalu*



*For the President of the Republic of Uganda*




*For the Government of the Republic of Vanuatu*



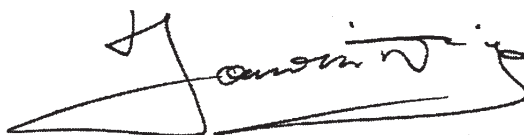
*For the President of the Republic of Zambia*



*For the Government of the Republic of Zimbabwe*



*Pelo Governo da República Democrática de Timor-Leste*



El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaria General del Consejo en Bruselas y de la Secretaria de los Estados de Africa, del Caribe y del Pacífico.

Text uvedený výše je ověřeným opisem prvopisu uloženého v archivu Generálního sekretariátu Rady v Bruselu a u Sekretariátu afrických, karibských a tichomořských států.

Foranstående teksten bekræftet genpart af originaldokumentet deponeret i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles og i Sekretariatet for staterne i Afrika, Vestindien og Stillehavet.

Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel und beim Sekretariat der Staaten in Afrika, im karibischen Raum und im Pazifischen Ozean hinterlegt ist.

Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis ning Aafrika, Kariibi mere ja Vaikse ookeani piirkonna riikide sekretariaadile.

*Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντιγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες και στη Γραμματεία των Κρατών της Αφρικής, Καραϊβικής και Ειρηνικού.*

The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels and with the Secretariat of the African, Caribbean and Pacific States.

Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du Secrétariat Général du Conseil à Bruxelles et du Secrétariat des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Il testo che precede é copia certificata conforme all'originale depositato negli archivi del Segretariato generale del Consiglio a Bruxelles e presso il Segretariato degli Stati d'Africa, dei Caraibi e del Pacifico.

Šis teksts ir apliecināta kopija oriģināleksemplāram, kas deponēts Padomes Ģenerālsērijas arhīvā Briselē un Āfrikas, Karību jūras un Klusā okeāna reģiona valstu Sekretariātā.

Pirmiau išdestytas tekstas yra patvirtinta tikra originalo, deponuoto Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje ir Afrikos, Karibų, jūros ir Ramiojo vandenyno valstybių sekretariate, kopija.

A fenti szöveg a Brüsszelben, az Európai Unió Tanácsa Főtitkárságának és az Afrikai, Karibi és Csendes-óceáni Államok Titkárságának irattárában letétbe helyezett eredeti szöveg hitelesített másolata.

It-test li ġej huwa kopja vera ċertifikata ta' l-original depozitat fl-arkivji tas-Segretarjat Generali tal-Kunsill fi Brussel u tas-Segretarjat ta' l-Istati Afrikani, tal-Karibew u tal-Pacifiku.

De voorgaande tekst is het voor eensluitend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het Secretariaat-Generaal van de Raad te Brussel en bij het Secretariaat van de staten in Afrika, het Caribische gebied en de Stille Oceaan.

Powyższy tekst jest kopią podwierzdzoną za zgodność oryginalem zdeponowanym w archiwach Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli oraz Sekretariatu Państw Afryki, Karaibów i Pacyfiku.

O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas e do Secretariado dos Estados de Africa, das Caraïbas e do Pacífico.

Predchádzajúci text je overenou kópiou originálu uloženého v archivoch Generálneho sekretariátu Rady v Bruseli a sekretariátu štátov africkéj, karibskej a tichomorskej oblasti.

Zgornje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponíran v arhivu Generalnega sekretariata Sveta v Bruslju in pri Sekretariatu afriških, karibskih in pacifiških držav.

Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon ja Afrikan, Karibian ja Tyynenmeren valtioiden pääsihteeristöön talletetusta alkuperäisestä tekstistä.

Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel och i sekretariatet för staterna i Afrika, Västindien och Stillahavsområdet.

Bruselas,  
 Brusel,  
 Bruxelles, den  
 Brüssel, den  
 Brüssel,  
 Βρυξέλλες,  
 Brussels,  
 Bruxelles, le  
 Bruxelles, addi'  
 Briselē,  
 Briuselis,  
 Brüsszel,  
 Brussel, il-  
 Brussel,  
 Bruksela, dnia  
 Bruxelas, em  
 Brusel,  
 Bruselj,  
 Bryssel,  
 Bryssel den

15.2.2006

*Los Secretarios del Consejo de Ministros ACP-CE*  
*Tajemnici Rady ministrů AKT-ES*  
*Sekretærerne for AVS/EF-Ministerrådet*  
*Die Sekretäre des AKP-EG-Ministerrates*  
*AKV-EÜ ministrite nõukogu sekretärid*  
 Οι Γραμματείες του Συμβουλίου Υπουργών ΑΚΕ-ΕΚ  
*The Secretaries of the ACP-EC Council of Ministers*  
*Les Secrétaires du Conseil des Ministres ACP-CE*  
*I Segretari del Consiglio dei Ministri ACP-CE*  
*ĀKK-EK Ministru padomes sekretāri*  
*AKR-EB Ministru Tarybos sekretoriai*  
*az AKCS-EK Miniszterek Tanácsának titkárai*  
*Is-Segretarji tal-Kunsill tal-Ministri ACP-KE*  
*De Secretarissen van de ACS-EG-Raad van Ministers*  
*Sekretariat Rady Ministrów AKP-WE*  
*Os Secretários do Conselho de Ministros ACP-CE*  
*Tajomnici Rady ministrov AKT-ES*  
*Sekretarja Sveta ministrov AKP-ES*  
*AKT-EY-ministerineuvoston sihteerid*  
*AVS-EG-ministerrådets sekreterare*

\*

**ACTE FINAL**

Les plénipotentiaires

*De Sa Majesté le Roi des Belges,  
 Du Président de la République tchèque,  
 De Sa Majesté la Reine de Danemark,  
 Du Président de la République fédérale d'Allemagne,  
 Du Président de la République d'Estonie,  
 Du Président de la République hellénique,  
 De Sa Majesté le Roi d'Espagne,  
 Du Président de la République française,  
 De la Présidente d'Irlande,  
 Du Président de la République italienne,  
 Du Président de la République de Chypre,  
 De la Présidente de la République de Lettonie,  
 Du Président de la République de Lituanie,  
 De Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,  
 Du Président de la République de Hongrie,  
 Du Président de Malte,  
 De Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,  
 Du Président fédéral de la République d'Autriche,  
 Du Président de la République de Pologne,  
 Du Président de la République portugaise,  
 Du Président de la République de Slovénie,  
 Du Président de la République slovaque,  
 De la Présidente de la République de Finlande,  
 Du Gouvernement du Royaume de Suède,  
 De Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
 et d'Irlande du Nord,*

parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, ci-après dénommée „Communauté“, et dont les Etats sont ci-après dénommés „Etats membres“, et

*De la Communauté européenne,*

d'une part, et

les plénipotentiaires

*Du Président de la République populaire d'Angola,  
 De Sa Majesté la Reine d'Antigua et Barbuda,  
 Du Chef d'Etat du Commonwealth des Bahamas,  
 Du Chef d'Etat de la Barbade,  
 De Sa Majesté la Reine de Belize,*

*Du Président de la République du Bénin,*  
*Du Président de la République du Botswana,*  
*Du Président du Burkina Faso,*  
*Du Président de la République du Burundi,*  
*Du Président de la République du Cameroun,*  
*Du Président de la République du Cap-Vert,*  
*Du Président de la République centrafricaine,*  
*Du Président de la République fédérale islamique des Comores,*  
*Du Président de la République démocratique du Congo,*  
*Du Président de la République du Congo,*  
*Du Gouvernement des Iles Cook,*  
*Du Président de la République de Côte d'Ivoire,*  
*Du Président de la République de Djibouti,*  
*Du Gouvernement du Commonwealth de la Dominique,*  
*Du Président de la République dominicaine,*  
*Du Président de l'Etat d'Erythrée,*  
*Du Président de la République démocratique et fédérale d'Ethiopie,*  
*Du Président de la République souveraine et démocratique de Fidji,*  
*Du Président de la République gabonaise,*  
*Du Président et du Chef d'Etat de la République de Gambie,*  
*Du Président de la République du Ghana,*  
*De Sa Majesté la Reine de Grenade,*  
*Du Président de la République de Guinée,*  
*Du Président de la République de la Guinée-Bissau,*  
*Du Président de la République de Guinée équatoriale,*  
*Du Président de la République de Guyane,*  
*Du Président de la République de Haïti,*  
*Du Chef d'Etat de la Jamaïque,*  
*Du Président de la République du Kenya,*  
*Du Président de la République de Kiribati,*  
*De Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho,*  
*Du Président de la République du Libéria,*  
*Du Président de la République de Madagascar,*  
*Du Président de la République du Malawi,*  
*Du Président de la République du Mali,*  
*Du Gouvernement de la République des Iles Marshall,*  
*Du Président de la République islamique de Mauritanie,*  
*Du Président de la République de l'Ile Maurice,*

*Du Gouvernement des Etats fédérés de Micronésie,*  
*Du Président de la République du Mozambique,*  
*Du Président de la République de Namibie,*  
*Du Gouvernement de la République de Nauru,*  
*Du Président de la République du Niger,*  
*Du Président de la République fédérale du Nigeria,*  
*Du Gouvernement de Niue,*  
*Du Gouvernement de la République de Palau,*  
*De Sa Majesté la Reine de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée,*  
*Du Président de la République rwandaise,*  
*De Sa Majesté la Reine de Saint-Kitts-et-Nevis,*  
*De Sa Majesté la Reine de Sainte-Lucie,*  
*De Sa Majesté la Reine de Saint Vincent et des Grenadines,*  
*Du Chef d'Etat de l'Etat indépendant de Samoa,*  
*Du Président de la République démocratique de São Tomé et Príncipe,*  
*Du Président de la République du Sénégal,*  
*Du Président de la République des Seychelles,*  
*Du Président de la République de Sierra Leone,*  
*De Sa Majesté la Reine des Iles Salomon,*  
*Du Président de la République d'Afrique du Sud,*  
*Du Président de la République du Soudan,*  
*Du Président de la République du Suriname,*  
*De Sa Majesté le Roi du Royaume de Swaziland,*  
*Du Président de la République unie de Tanzanie,*  
*Du Président de la République du Tchad,*  
*Du Gouvernement de la République démocratique du Timor-Oriental,*  
*Du Président de la République togolaise,*  
*De Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga,*  
*Du Président de la République de Trinité et Tobago,*  
*De Sa Majesté la Reine de Tuvalu,*  
*Du Président de la République de l'Ouganda,*  
*Du Gouvernement de la République de Vanuatu,*  
*Du Président de la République de Zambie,*  
*Du Gouvernement de la République du Zimbabwe,*  
 dont les Etats sont ci-après dénommés „Etats ACP“,

d'autre part,

réunis à Luxembourg, le vingt-cinq juin deux mille cinq pour la signature de l'accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique,

d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000,

ont, au moment de signer le présent accord adopté les déclarations suivantes, jointes au présent acte final:

Déclaration I	Déclaration commune relative à l'article 8 de l'accord de Cotonou
Déclaration II	Déclaration commune relative à l'article 68 de l'accord de Cotonou
Déclaration III	Déclaration commune relative à l'annexe Ia
Déclaration IV	Déclaration commune relative à l'article 3, paragraphe 5, de l'annexe IV
Déclaration V	Déclaration commune relative à l'article 9, paragraphe 2, de l'annexe IV
Déclaration VI	Déclaration commune relative à l'article 12, paragraphe 2, de l'annexe IV
Déclaration VII	Déclaration commune relative à l'article 13 de l'annexe IV
Déclaration VIII	Déclaration commune relative à l'article 19a de l'annexe IV
Déclaration IX	Déclaration commune relative à l'article 24, paragraphe 3, de l'annexe IV
Déclaration X	Déclaration commune relative à l'article 2 de l'annexe VII
Déclaration XI	Déclaration de la Communauté relative aux articles 4 et 58, paragraphe 2, de l'accord de Cotonou
Déclaration XII	Déclaration de la Communauté relative à l'article 11a de l'accord de Cotonou
Déclaration XIII	Déclaration de la Communauté relative à l'article 11b, paragraphe 2, de l'accord de Cotonou
Déclaration XIV	Déclaration de la Communauté relative aux articles 28, 29, 30 et 58 de l'accord de Cotonou et relative à l'article 6 de l'annexe IV
Déclaration XV	Déclaration de l'Union européenne relative à l'annexe Ia
Déclaration XVI	Déclaration de la Communauté relative à l'article 4, paragraphe 3, à l'article 5, paragraphe 7, à l'article 16, paragraphes 5 et 6, et à l'article 17, paragraphe 2, de l'annexe IV
Déclaration XVII	Déclaration de la Communauté relative à l'article 4, paragraphe 5, de l'annexe IV
Déclaration XVIII	Déclaration de la Communauté relative à l'article 20 de l'annexe IV
Déclaration XIX	Déclaration de la Communauté relative aux articles 34, 35 et 36 de l'annexe IV
Déclaration XX	Déclaration de la Communauté relative à l'article 3 de l'annexe VII.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent acte final.

El presente Acuerdo queda abierto a la firma en Luxemburgo el 25 de junio de 2005 y, a continuación, del 1 de julio de 2005 al 31 de diciembre de 2005 en la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea, en Bruselas.

Tato dohoda je otevřena k podpisu v Lucemburku dne 25. června 2005 a poté od 1. července 2005 do 31. prosince 2005 v generálním sekretariátu Rady Evropské unie v Bruselu.

Denne aftale er åben for undertegnelse den 25. juni 2005 i Luxembourg og derefter fra den 1. juli 2005 til den 31. december 2005 i Generalsekretariatet for Rådet for Den Europæiske Union i Bruxelles.

Dieses Abkommen liegt am 25. Juni 2005 in Luxemburg und danach – vom 1. Juli bis 31. Dezember 2005 beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union in Brüssel – zur Unterzeichnung auf.

Käesolev kokkulepe on allakirjutamiseks avatud 25. juunil 2005 Luxembourgis ning seejärel 1. juulist 2005 kuni 31. detsembrini 2005 Euroopa Liidu Nõukogu peasekretariaadis Brüsselis.

Η παρούσα συμφωνία κατατίθεται προς υπογραφή στο Λουξεμβούργο στις 25 Ιουνίου 2005 και, στη συνέχεια, από την 1η Ιουλίου 2005 έως τις 31 Δεκεμβρίου 2005, στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης, στις Βρυξέλλες.

This Agreement shall be open for signature at Luxembourg on 25 June 2005 and thereafter from 1 July to 31 December 2005 at the General Secretariat of the Council of the European Union in Brussels.

Le présent accord est ouvert à la signature à Luxembourg le 25 juin 2005 et ensuite du 1er juillet 2005 au 31 décembre 2005, au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, à Bruxelles.

Il presente accordo è aperto alla firma a Lussemburgo il 25 giugno 2005 e successivamente a Bruxelles presso il Segretariato generale del Consiglio dell'Unione europea, dal 1° luglio 2005 al 31 dicembre 2005.

Minētais nolīgums ir pieejams parakstīšanai 2005. gada 25. jūnijā Luksemburgā un pēc tam no 2005. gada 1. jūlija līdz 31. decembrim Briselē, Eiropas Savienības Padomes Ģenerālsekretariātā.

Šis susitarimas pateiktas pasirašyti 2005 m. birželio 25 d. Liuksemburge, o paskui, 2005 m. liepos 31 d.–2005 m. gruodžio 31 d., Europos Sąjungos Tarybos generaliniame sekretoriате Briuselyje.

Ez a megállapodás 2005. június 25-én Luxembourgban, majd 2005. július 1. és 2005. december 31. között Brüsszelben, az Európai Unió Tanácsának Főtitkárságán aláírásra nyitva áll.

Dan il-Ftehim huwa miftuħ għall-firma fil-Lussemburgu fil-25 ta' Ġunju 2005 u wara dan mill-1 ta' Lulju 2005 sal-31 ta' Diċembru 2005, fis-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill ta' l-Unjoni Ewropea, fi Brussel.

Deze overeenkomst staat open voor ondertekening op 25 juni te Luxemburg en vervolgens met ingang van 1 juli tot en met 31 december 2005 bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie in Brussel.

Niniejsza Umowa jest otwarta do podpisu w Luksemburgu, 25 czerwca 2005 r., a następnie od 1 lipca 2005 r. do 31 grudnia 2005 r. w Sekretariacie Generalnym Rady Unii Europejskiej w Brukseli.

O presente Acordo está aberto para assinatura no Luxemburgo, em 25 de Junho de 2005 e, posteriormente, de 1 de Julho de 2005 a 31 de Dezembro de 2005, no Secretariado-Geral do Conselho da União Europeia, em Bruxelas.

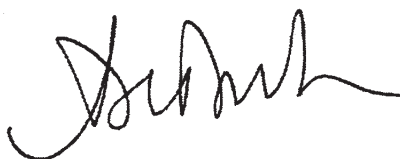
Táto dohoda je otvorená na podpis 25. júna 2005 v Luxemburgu a potom od 1. júla 2005 do 31. decembra 2005 na Generálnom sekretariáte Rady Európskej únie v Bruseli.

Omenjeni sporazum je na voljo za podpis v Luxembourg 25. junija 2005 in od 1. julija 2005 do 31. decembra 2005 na generalnem sekretariatu Sveta Evropske unije v Bruslju.

Tämä sopimus voidaan allekirjoittaa Luxemburgissa 25.6.2005 ja sen jälkeen 1.7.2005-31.12.2005 Euroopan unionin pääsihteeristössä Brysselissä.

Detta avtal är öppet för undertecknande i Luxemburg den 25 juni 2005 och sedan från och med den 1 juli till och med den 31 december 2005 vid generalsekretariatet för Europeiska unionens råd i Bryssel.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges  
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen  
Für Seine Majestät den König der Belgier*



Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

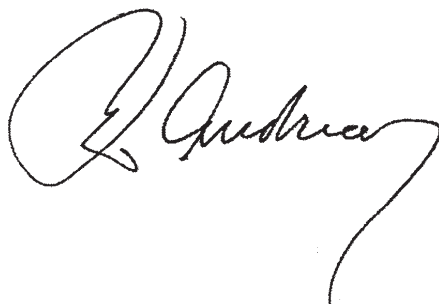
Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.



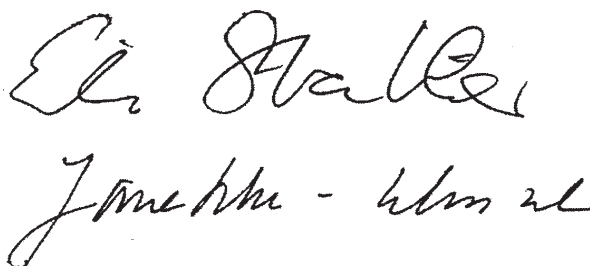
*Za prezidenta České republiky*




*For Hendes Majestæt Danmarks Dronning*



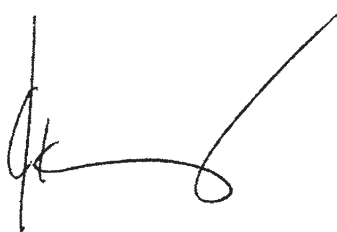
*Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland*



*Eesti Vabariigi Presidendi nimel*



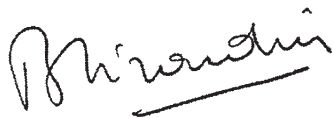
*Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας*



*Por Su Majestad el Rey de España*



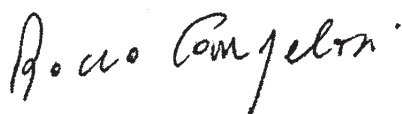
*Pour le Président de la République française*



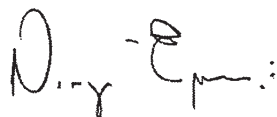
*Thar ceann Uachtarán na hÉireann  
For the President of Ireland*



*Per il Presidente della Repubblica italiana*



*Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας*



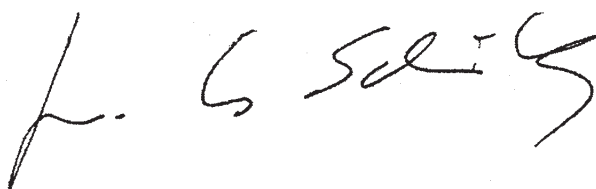
*Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā*



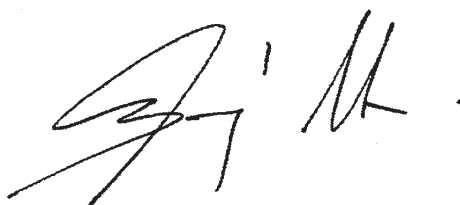
*Lietuvos Respublikos Prezidento vardu*



*Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg*



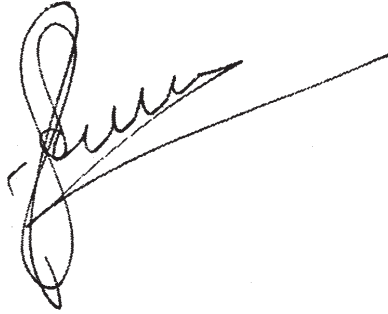
*A Magyar Köztársaság Elnöke részéről*



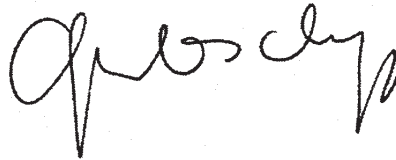
*Għall-President ta' Malta*



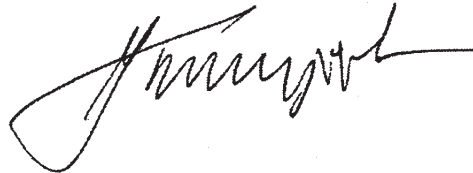
*Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden*



*Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich*



*Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej*



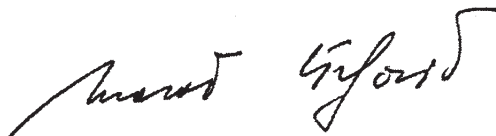
*Pelo Presidente da República Portuguesa*



*Za predsednika Republike Slovenije*



*Za prezidenta Slovenskej republiky*



*Suomen Tasavallan Presidentin puolesta  
För Republiken Finlands President*

*På svenska regeringens vägnar*

*For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland*

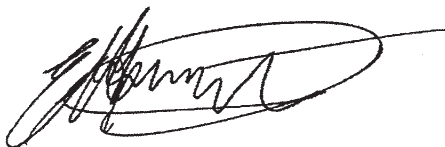
*Por la Comunidad Europea  
Za Evropské společenství  
For Det Europæiske Fællesskab  
Für die Europäische Gemeinschaft  
Euroopa Ühenduse nimel  
Για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα  
For the European Community  
Pour la Communauté européenne  
Per la Comunità europea  
Eiropas Kopienas vārdā  
Europos bendrijos vārdā  
az Európai Közösség részéről  
Għall-Komunità Ewropea  
Voor de Europese Gemeenschap  
W imieniu Wspólnoty Europejskiej  
Pela Comunidade Europeia  
Za Európske spoločenstvo  
Za Evropsko skupnost  
Euroopan yhteisön puolesta  
På Europeiska gemenskapens vägnar*

*Pour le Président de la République d'Angola*

*For Her Majesty the Queen of Antigua and Barbuda*



*For the Head of State of the Commonwealth of the Bahamas*



*For the Head of State of Barbados*



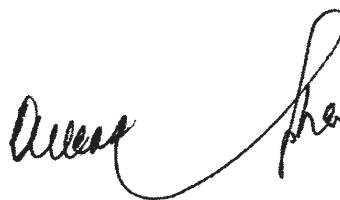
*For Her Majesty the Queen of Belize*



*Pour le Président de la République du Bénin*



*For the President of the Republic of Botswana*



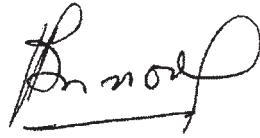
*Pour le Président du Burkina Faso*



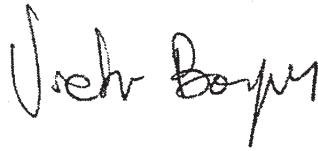
*Pour le Président de la République du Burundi*



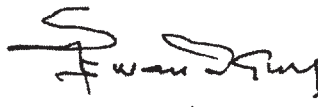
*Pour le Président de la République du Cameroun*



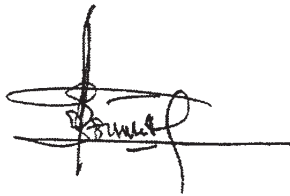
*Pour le Président de la République du Cap-Vert*



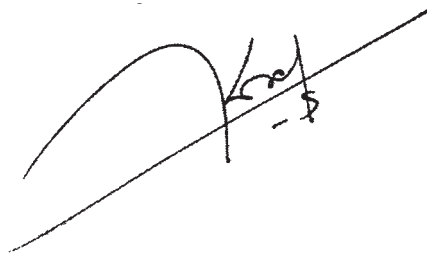
*Pour le Président de la République Centrafricaine*



*Pour le Président de la République Fédérale Islamique des Comores*



*Pour le Président de la République démocratique du Congo*



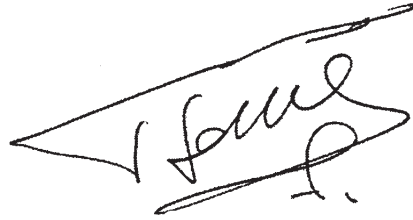
*Pour le Président de la République du Congo*



*For the Government of the Cook Islands*



*Pour le Président de la République de Côte d'Ivoire*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'A' followed by several loops and a long horizontal stroke at the end.

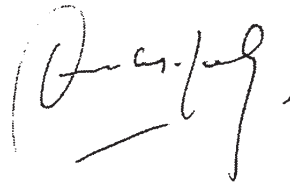
*Pour le Président de la République de Djibouti*

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold initial 'A' with a long horizontal stroke extending to the right.

*For the Government of the Commonwealth of Dominica*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Ballen' with a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the Dominican Republic*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by several loops and a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the State of Eritrea*

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold initial 'E' with a long horizontal stroke extending to the right.

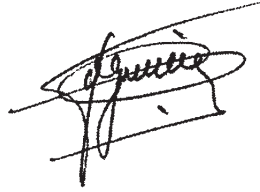
*For the President of the Federal Democratic Republic of Ethiopia*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'M' followed by several loops and a long horizontal stroke at the end.

*For the President of the Sovereign Democratic Republic of Fiji*



*Pour le Président de la République gabonaise*



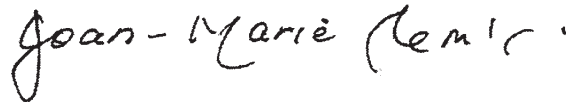
*For the President and Head of State of the Republic of The Gambia*



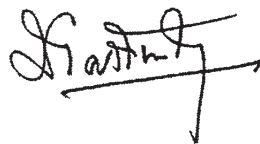
*For the President of the Republic of Ghana*



*For Her Majesty the Queen of Grenada*



*Pour le Président de la République de Guinée*



*Pour le Président de la République de Guinée-Bissau*



*Pour le Président de la République de Guinée équatoriale*

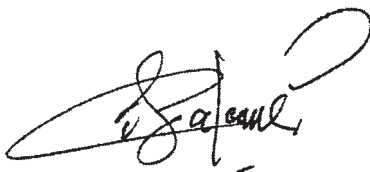




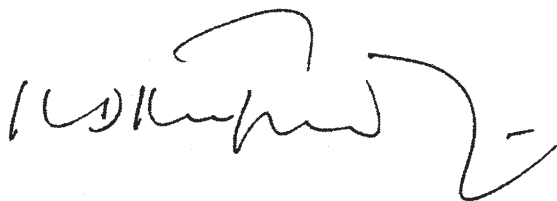
*For the President of the Republic of Guyana*



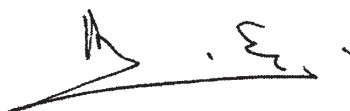
*Pour le Président de la République d'Haïti*



*For the Head of State of Jamaica*



*For the President of the Republic of Kenya*



*For the President of the Republic of Kiribati*



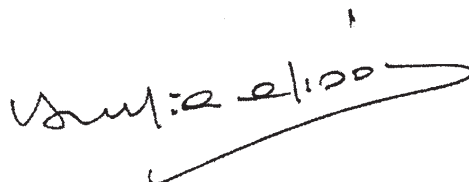
*For His Majesty the King of the Kingdom of Lesotho*



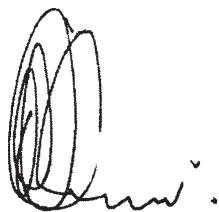
*For the President of the Republic of Liberia*



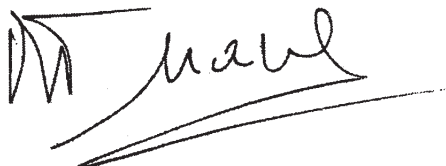
*Pour le Président de la République de Madagascar*



*For the President of the Republic of Malawi*

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a trailing flourish.

*Pour le Président de la République du Mali*

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'M' followed by the word 'Mali' and a long horizontal underline.

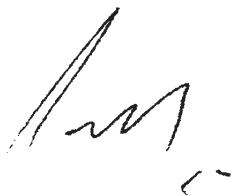
*For the Government of the Republic of the Marshall Islands*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Paul Taki'.

*Pour le Président de la République Islamique de Mauritanie*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by the name 'Mauritania'.

*For the President of the Republic of Mauritius*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by the name 'Mauritius'.

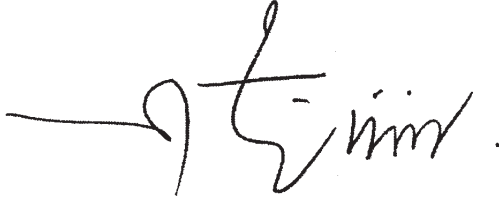
*For the Government of the Federated States of Micronesia*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Paul Taki'.

*Pour le Président de la République du Mozambique*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by the name 'Mozambique'.

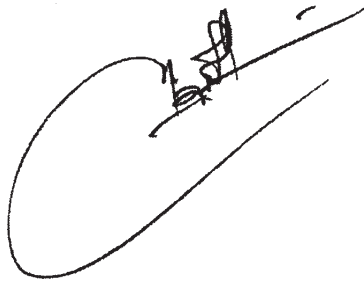
*For the President of the Republic of Namibia*



*For the Government of the Republic of Nauru*



*Pour le Président de la République du Niger*



*For the President of the Federal Republic of Nigeria*



*For the Government of Niue*



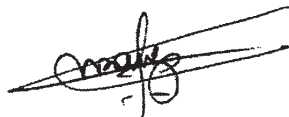
*For the Government of the Republic of Palau*



*For Her Majesty the Queen of the Independent State of Papua New Guinea*



*Pour le Président de la République Rwandaise*



*For Her Majesty the Queen of Saint Kitts and Nevis*



*For Her Majesty the Queen of Saint Lucia*



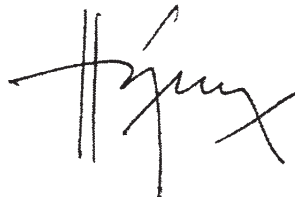
*For Her Majesty the Queen of Saint Vincent and the Grenadines*



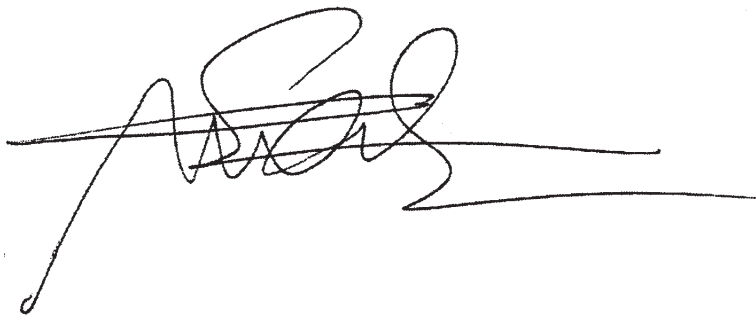
*For the Head of State of the Independent State of Samoa*



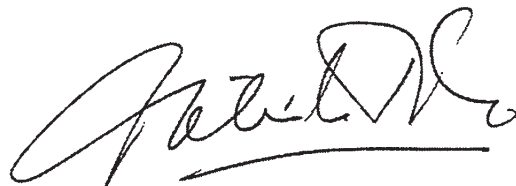
*Pour le Président de la République démocratique de São Tomé et Príncipe*



*Pour le Président de la République du Sénégal*



*Pour le Président de la République des Seychelles*



*For the President of the Republic of Sierra Leone*



*For Her Majesty the Queen of Solomon Islands*



*For the President of the Republic of South Africa*



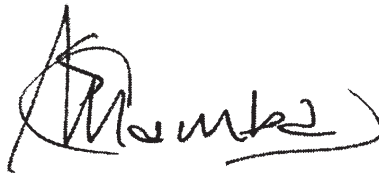
*For the President of the Republic of the Sudan*



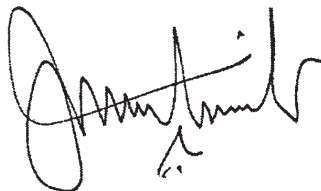
*For the President of the Republic of Suriname*



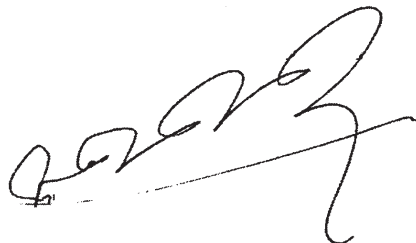
*For His Majesty the King of the Kingdom of Swaziland*



*For the President of the United Republic of Tanzania*



*Pour le Président de la République du Tchad*




*Pour le Président de la République togolaise*



*For His Majesty King Taufa'ahau Tupou IV of Tonga*



*For the President of the Republic of Trinidad and Tobago*



*For Her Majesty the Queen of Tuvalu*



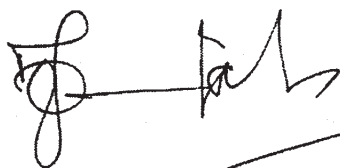
*For the President of the Republic of Uganda*



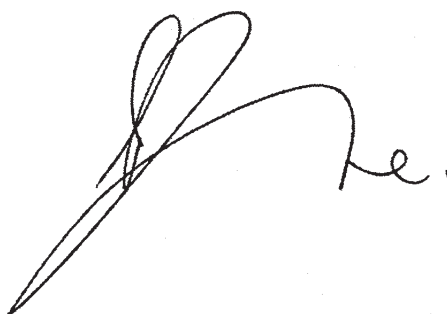
*For the Government of the Republic of Vanuatu*



*For the President of the Republic of Zambia*



*For the Government of the Republic of Zimbabwe*



*Pelo Governo da República Democrática de Timor-Leste*

\*

#### DECLARATION I

##### **Déclaration commune relative à l'Article 8 de l'Accord de Cotonou**

Aux fins de l'article 8 de l'accord de Cotonou, en ce qui concerne le dialogue aux niveaux national et régional, on entend par „Groupe ACP“ la troïka du comité des ambassadeurs ACP et le président du sous-comité ACP chargé des affaires politiques, sociales, humanitaires et culturelles; de même, on entend par „Assemblée parlementaire paritaire“, les co-présidents de ladite assemblée ou leurs représentants désignés.

\*

#### DECLARATION II

##### **Déclaration commune relative à l'Article 68 de l'Accord de Cotonou**

Le Conseil des ministres ACP-CE examinera, en vertu des dispositions visées à l'article 100 de l'accord de Cotonou, les propositions des Etats ACP concernant l'annexe II dudit accord relative aux fluctuations à court terme des recettes d'exportation.

\*

#### DECLARATION III

##### **Déclaration commune relative à l'Annexe Ia**

Au cas où l'accord amendant l'accord de Cotonou n'entrerait pas en vigueur le 1er janvier 2008, la coopération serait financée sur le solde du 9ème FED et des FED antérieurs.

\*

#### DECLARATION IV

##### **Déclaration commune relative à l'article 3, paragraphe 5, de l'Annexe IV**

Aux fins de l'article 3, paragraphe 5, de l'annexe IV, les „besoins spéciaux“ font référence aux besoins qui peuvent résulter de circonstances exceptionnelles et/ou imprévues telles que des situations d'après crise. La „performance exceptionnelle“ fait référence à une situation dans laquelle, en dehors de la revue à mi-parcours et en fin de parcours, l'allocation par pays est totalement engagée et un financement additionnel du programme indicatif national peut être absorbé sur la base de politiques efficaces de réduction de la pauvreté et d'une gestion financière saine.

\*

## DECLARATION V

**Déclaration commune  
relative à l'article 9, paragraphe 2, de l'Annexe IV**

Aux fins de l'article 9, paragraphe 2, de l'annexe IV, les „nouveaux besoins“ font référence aux besoins qui peuvent résulter de circonstances exceptionnelles et/ou imprévues telles que des situations d'après crise. La „performance exceptionnelle“ fait référence à une situation dans laquelle, en dehors de la revue à mi-parcours et en fin de parcours, l'allocation régionale sera totalement engagée et un financement additionnel du programme indicatif régional peut être absorbé sur la base de politiques efficaces d'intégration régionale et d'une gestion financière saine.

\*

## DECLARATION VI

**Déclaration commune  
relative à l'article 12, paragraphe 2, de l'Annexe IV**

Aux fins de l'article 12, paragraphe 2, de l'annexe IV, les „nouveaux besoins“ font référence aux besoins qui peuvent résulter de circonstances exceptionnelles et/ou imprévues telles que des nouveaux engagements dans le cadre des initiatives internationales ou la nécessité de faire face à des défis communs aux pays ACP.

\*

## DECLARATION VII

**Déclaration commune  
relative à l'article 13 de l'Annexe IV**

En raison de la situation géographique particulière des régions Caraïbes et Pacifique, le Conseil des ministres ACP ou le Comité des ambassadeurs ACP peut, nonobstant l'article 13, paragraphe 2, point a), de l'annexe IV, présenter une demande de financement spécifique concernant l'une ou l'autre de ces régions.

\*

## DECLARATION VIII

**Déclaration commune  
relative à l'article 19a de l'Annexe IV**

Le Conseil des ministres examinera, conformément à l'article 100 de l'accord de Cotonou, les dispositions de l'annexe IV de l'accord concernant la passation et l'exécution des marchés, en vue de leur adoption avant l'entrée en vigueur de l'accord modifiant l'accord de Cotonou.

\*

## DECLARATION IX

**Déclaration commune  
relative à l'article 24, paragraphe 3, de l'Annexe IV**

Les Etats ACP seront consultés, a priori, sur toute modification des règles communautaires visées à l'article 24, paragraphe 3, de l'annexe IV.

\*



## DECLARATION X

**Déclaration commune  
relative à l'article 2 de l'Annexe VII**

Par règles et normes internationalement reconnues, on entend celles des instruments visés dans le préambule de l'accord de Cotonou.

\*

## DECLARATION XI

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 4 et à l'Article 58, paragraphe 2, de l'Accord de Cotonou**

Aux fins de l'article 4 et de l'article 58, paragraphe 2, il y a lieu d'entendre par les termes „autorités locales décentralisées“ tous les niveaux de décentralisation, y compris les „collectivités locales“.

\*

## DECLARATION XII

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 11a de l'Accord de Cotonou**

L'assistance financière et technique dans le domaine de la coopération en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme sera financée par des ressources autres que celles destinées au financement de la coopération au développement ACP-CE.

\*

## DECLARATION XIII

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 11b, paragraphe 2, de l'Accord de Cotonou**

Il est entendu que les mesures définies à l'article 11b, paragraphe 2, de l'accord de Cotonou seront prises dans une période de temps adaptée, tenant compte des contraintes spécifiques de chaque pays.

\*

## DECLARATION XIV

**Déclaration de la Communauté  
relative aux articles 28, 29, 30 et 58 de l'Accord de Cotonou  
et à l'article 6 de l'Annexe IV**

La mise en oeuvre des dispositions relatives à la coopération régionale impliquant des pays non ACP dépend de la mise en oeuvre de dispositions équivalentes dans le cadre des instruments financiers de la Communauté relatifs à la coopération avec d'autres pays et régions du monde. La Communauté informera le groupe ACP de l'entrée en vigueur de ces dispositions équivalentes.

\*

## DECLARATION XV

**Déclaration de l'Union européenne  
relative à l'Annexe Ia**

1. L'Union européenne s'engage à proposer dans les plus brefs délais et dans toute la mesure du possible avant le mois de septembre 2005 un montant précis pour le cadre financier pluriannuel de coopération au titre de l'accord modifiant l'accord de Cotonou ainsi que sa période d'application.

2. L'effort d'aide minimum visé au paragraphe 2 de l'annexe Ia est garanti, sans préjudice de l'éligibilité des Etats ACP à des ressources additionnelles au titre d'autres instruments financiers existants ou éventuellement à créer visant l'appui à des actions dans des domaines tels que l'aide humanitaire d'urgence, la sécurité alimentaire, les maladies liées à la pauvreté, le soutien à la mise en oeuvre des Accords de Partenariat Economique, le soutien aux mesures envisagées suite à la réforme du marché du sucre, ainsi qu'en matière de paix et de stabilité.

3. La date limite d'engagement des fonds du 9ème FED, fixée au 31 décembre 2007, pourrait être revue en cas de besoin.

\*

#### DECLARATION XVI

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 4, paragraphe 3, à l'Article 5, paragraphe 7,  
à l'article 16, paragraphes 5 et 6, et à l'article 17, paragraphe 2, de l'Annexe IV**

Ces dispositions sont sans préjudice du rôle des Etats membres dans le processus décisionnel.

\*

#### DECLARATION XVII

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 4, paragraphe 5, de l'Annexe IV**

L'article 4, paragraphe 5, de l'annexe IV, ainsi que le retour aux modalités normales de gestion, seront mis en oeuvre suivant une décision du Conseil, sur la base d'une proposition de la Commission. Le groupe ACP sera dûment informé de cette décision.

\*

#### DECLARATION XVIII

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 20 de l'Annexe IV**

Les dispositions de l'article 20 de l'annexe IV seront mises en oeuvre conformément au principe de la réciprocité avec d'autres donateurs.

\*

#### DECLARATION XIX

**Déclaration de la Communauté  
relative aux articles 34, 35 et 36 de l'Annexe IV**

Les responsabilités respectives détaillées des agents chargés de la gestion et de l'exécution des ressources du Fonds font l'objet d'un manuel des procédures qui fera l'objet d'une consultation avec les Etats ACP conformément à l'article 12 de l'accord de Cotonou et sera mis à leur disposition dès l'entrée en vigueur de l'accord modifiant l'accord de Cotonou. Toute modification de ce manuel fera l'objet de la même procédure.

\*

## DECLARATION XX

**Déclaration de la Communauté  
relative à l'article 3 de l'Annexe VII**

En ce qui concerne les modalités prévues à l'article 3 de l'annexe VII, la position à adopter par le Conseil de l'Union européenne au sein du Conseil des ministres sera fondée sur une proposition de la Commission.

El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaria General del Consejo en Bruselas y de la Secretaria de los Estados de Africa, del Caribe y del Pacifico.

Text uvedený výše je ověřeným opisem prvopisu uloženého v archivu Generálního sekretariátu Rady v Bruselu a u Sekretariátu afrických, karibských a tichomořských států.

Foranstående tekst er en bekræftet genpart af originaldokumentet deponeret i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles og i Sekretariatet for statene i Afrika, Vestindien og Stillehavet.

Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel und beim Sekretariat der Staaten in Afrika, im karibischen Raum und im Pazifischen Ozean hinterlegt ist.

Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis ning Aafrika, Kariibi mere ja Vaikse ookeani piirkonna riikide sekretariaadile.

*Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντιγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες και στη Γραμματεία των Κρατών της Αφρικής, Καραϊβικής και Ειρηνικού.*

The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels and with the Secretariat of the African, Caribbean and Pacific States.

Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du Secrétariat Général du Conseil à Bruxelles et du Secrétariat des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Il testo che precede è copia certificata conforme all'originale depositato negli archivi del Segretariato generale del Consiglio a Bruxelles e presso il Segretariato degli Stati d'Africa, dei Caraibi e del Pacifico.

Šis teksts ir apliecināta kopija oriģināleksemplāram, kas deponēts Padomes Ģenerālsekretariāta arhīvā Briselē un Āfrikas, Karību jūras un Klusā okeāna reģiona valstu Sekretariātā.

Pirmiau išdestytas tekstas yra patvirtinta tikra originalo, deponuoto Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje ir Afrikos, Karibų, jūros ir Ramiojo vandenyno valstybių sekretariate, kopija.

A fenti szöveg a Brüsszelben, az Európai Unió Tanácsa Főtitkárságának és az Afrikai, Karibi és Csendes-óceáni Államok Titkárságának irattárában letétbe helyezett eredeti szöveg hitelesített másolata.

It-test li ġej huwa kopja vera ċertifikata ta' l-oriġinal depozitat fl-arkivji tas-Segretarjat Generali tal-Kunsill fi Brussel u tas-Segretarjat ta' l-Istati Afrikani, tal-Karibew u tal-Pacifiku.

De voorgaande tekst is het voor eensluitend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het Secretariaat-Generaal van de Raad te Brussel en bij het Secretariaat van de staten in Afrika, het Caribische gebied en de Stille Oceaan.

Powższy tekst jest kopią podwierzdzoną za zgodność oryginalem zdeponowanym w archiwach Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli oraz Sekretariatu Państw Afryki, Karaibów i Pacyfiku.

O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas e do Secretariado dos Estados de Africa, das Caraíbas e do Pacífico.

Predchádzajúci text je overenou kópiou originálu uloženého v archivoch Generálneho sekretariátu Rady v Bruseli a sekretariátu štátov africkej, karibskej a tichomorskej oblasti.

Zgornje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponiran v arhivu Generalnega sekretariata Sveta v Bruslju in pri Sekretariatu afriških, karibskih in pacifiških držav.

Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon ja Afrikan, Karibian ja Tyynenmeren valtioiden pääsihteeristöön talletetusta alkuperäisestä tekstistä.

Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel och i sekretariatet för statema i Afrika, Västindien och Stillahavsområdet.

Bruselas,  
 Brusel,  
 Bruxelles, den  
 Brüssel, den  
 Brüssel,  
 Βρυξελλες,  
 Brussels,  
 Bruxelles, le  
 Bruxelles, addi'  
 Briselë  
 Brüsselís,  
 Brüsszel,  
 Brussel, il-  
 Brussel,  
 Bruksela, dnia  
 Bruxelles, em  
 Brusel,  
 Bruselj,  
 Bryssel,  
 Bryssel den

15.2.2006

*Los Secretarios del Consejo de Ministros ACP-CE*  
*Tajemnici Rady ministrů AKT-ES*  
*Sekretærerne for AVS/EF-Ministerrådet*  
*Die Sekretäre des AKP-EG-Ministerrates*  
*AKV-EÜ ministrite nõukogu sekretärid*  
 Οι Γραμματεis του Συμβουλίου Υπουργών ΑΚΕ-ΕΚ  
*The Secretaries of the ACP-EC Council of Ministers*  
*Les Secrétaires du Conseil des Ministres ACP-CE*  
*I Segretari del Consiglio dei Ministri ACP-CE*  
*ĀKK-EK Ministru padomes sekretāri*  
*AKR-EB Ministrų Tarybos sekretoriai*  
*az AKCS-EK Miniszterek Tanácsának titkárai*  
*Is-Segretarji tal-Kunsill tal-Ministri ACP-KE*  
*De Secretarissen van de ACS-EG-Raad van Ministers*  
*Sekretariat Rady Ministrów AKP-WE*  
*Os Secretários do Conselho de Ministros ACP-CE*  
*Tajomnici Rady ministrov AKT-ES*  
*Sekretarja Sveta ministrov AKP-ES*  
*AKT-EY-ministerineuvoston sihteerit*  
*AVS-EG-ministerrådets sekreterare*

Handwritten signature and initials, possibly 'R. Kelly' and 'J. 50'.

\*

**ACCORD INTERNE**  
**entre les représentants des Gouvernements des Etats membres,**  
**réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 sep-**  
**tembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à**  
**suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE**

*Les représentants des Gouvernements des Etats membres de la Communauté européenne, réunis au sein du Conseil,*

*vu* le traité instituant la Communauté européenne,

*vu* l'accord de partenariat ACP-CE, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, ci-après dénommé „accord ACP-CE“,

*vu* le projet de la Commission,

*considérant ce qui suit:*

(1) Par une décision datée du 27 avril 2004, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec les Etats ACP en vue d'entreprendre une révision de l'accord ACP-CE. Ces négociations ont été clôturées le 23 février 2005, à Bruxelles. L'accord portant modification de l'accord ACP-CE a été signé le 25 juin 2005, à Luxembourg.

(2) Par conséquent, l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, ci-après dénommé „accord interne“<sup>1</sup>, devrait être modifié.

(3) Il convient de modifier la procédure établie par l'accord interne, afin de prendre en compte les changements apportés aux articles 96 et 97 conformément à l'accord portant modification de l'accord ACP-CE. Ladite procédure devrait également être modifiée pour tenir compte du nouvel article 11ter, dont le premier paragraphe constitue un élément essentiel de l'accord portant modification de l'accord ACP-CE,

SONT CONVENUS des dispositions qui suivent:

*Article 1*

L'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'accord de partenariat ACP-CE est modifié comme suit:

1) L'article 3 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 3*

La position des Etats membres pour la mise en oeuvre des articles 11ter, 96 et 97 de l'accord ACP-CE, lorsque celle-ci couvre des questions relevant de leur compétence, est arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure prévue à l'annexe.

Si les mesures envisagées concernent des domaines relevant de la compétence des Etats membres, le Conseil peut aussi statuer sur initiative d'un Etat membre.“.

2) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

*„Article 9*

Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les vingt textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.“.

<sup>1</sup> JO L 317 du 15.12.2000, p. 376.

3) L'annexe est remplacée par le texte suivant:

„ANNEXE

1. La Communauté et ses Etats membres épuisent toutes les voies possibles de dialogue politique avec un Etat ACP prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, sauf en cas d'urgence particulière, avant d'entamer la procédure de consultation, visée à l'article 96 de l'accord ACP-CE. Le dialogue prévu par l'article 8 doit être systématique et officialisé conformément aux modalités définies à l'article 2 de l'annexe VII de l'accord ACP-CE. En ce qui concerne le dialogue mené aux niveaux national, sous-régional et régional, lorsque l'Assemblée parlementaire paritaire est concernée, celle-ci est représentée par ses co-présidents ou leurs représentants désignés.

2. Si, à l'initiative de la Commission ou d'un Etat membre, après avoir épuisé toutes les voies possibles de dialogue prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, le Conseil estime qu'un Etat ACP a manqué à une obligation concernant un des éléments essentiels visés à l'article 9 ou à l'article 11ter de l'accord ACP-CE, ou dans des cas graves de corruption, l'Etat ACP concerné est invité, sauf s'il existe une urgence particulière, à procéder à des consultations conformément aux articles 11ter, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Dans les consultations, la Communauté, représentée par la présidence du Conseil et la Commission, s'efforce d'assurer l'égalité dans le niveau de représentation. Ces consultations sont axées sur les mesures à prendre par la partie concernée et se déroulent conformément aux modalités fixées dans l'annexe VII de l'accord ACP-CE.

3. Si aucune solution n'a été trouvée à l'expiration des délais de consultation prévus aux articles 11ter, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE, et en dépit de tous les efforts entrepris, ou bien immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations, le Conseil peut, conformément auxdits articles, décider, sur proposition de la Commission et en statuant à la majorité qualifiée, de prendre des mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la suspension partielle. La même règle s'applique immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations. Le Conseil statue à l'unanimité en cas de suspension totale de l'application de l'accord ACP-CE à l'égard de l'Etat ACP concerné.

Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que le Conseil ait eu recours à la procédure applicable, définie au premier alinéa, pour prendre une décision modifiant ou annulant les mesures précédemment adoptées ou, le cas échéant, pour la période indiquée dans la décision.

A cette fin, le Conseil révisé périodiquement, et au moins tous les six mois, les mesures précitées.

Le président du Conseil notifie les mesures ainsi adoptées à l'Etat ACP concerné et au Conseil des ministres ACP-CE avant leur entrée en vigueur.

La décision du Conseil est publiée au Journal officiel de l'Union européenne. Si les mesures sont adoptées immédiatement, leur notification est adressée à l'Etat ACP et au Conseil des ministres ACP-CE, en même temps qu'une invitation à procéder à des consultations.

4. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision adoptée en vertu des points 2 et 3.“

*Article 2*

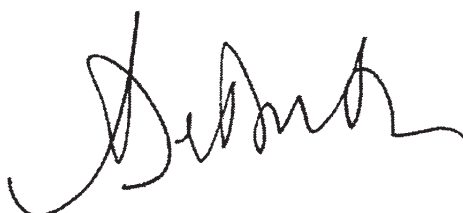
Le présent accord est approuvé par chaque Etat membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le gouvernement de chaque Etat membre notifie au Secrétariat général du Conseil l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Le présent accord entre en vigueur, pour autant que les dispositions du premier alinéa soient remplies, en même temps que l'accord portant modification de l'accord ACP-CE<sup>2</sup>. Il reste en vigueur pour la durée dudit accord.

<sup>2</sup> La date d'entrée en vigueur de l'accord modifié sera publiée au Journal officiel de l'Union européenne par le secrétariat général du Conseil.

Hecho en Luxemburgo, el diez de abril del dos mil seis.  
 V Lucemburku dne desátého dubna dva tisíce šest.  
 Udfærdiget i Luxembourg den tiende april to tusind og seks.  
 Geschehen zu Luxemburg am zehnten April zweitausendsechs.  
 Kahe tuhanda kuuenda aasta aprillikuu kümnendal päeval Luxembourgis.  
 Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις δέκα Απριλίου δύο χιλιάδες έξι.  
 Done at Luxembourg on the tenth day of April in the year two thousand and six.  
 Fait à Luxembourg, le dix avril deux mille six.  
 Fatto a Lussemburgo, addì dieci aprile duemilase.  
 Luksemburgā, divtūkstoš sestā gada desmitajā aprīlī.  
 Priimta du tūkstančiai šeštų metų balandžio dešimtą dieną Liuksemburge.  
 Kelt Luxembourgban, a kettőezer hatodik év április tizedik napján.  
 Magħmul fil-Lussemburgu, fl-għaxra jum ta' April tas-sena elfejn u sitta.  
 Gedaan te Luxemburg, de tiende april tweeduizend zes.  
 Sporządzono w Luksemburgu dnia dziesiątego kwietnia roku dwutysięcznego szóstego.  
 Feito em Luxemburgo, em dez de Abril de dois mil e seis.  
 V Luxemburgu dňa desiateho apríla dvetisícšest' .  
 V Luxembourggu, desetega aprila leta dva tisoč šest.  
 Tehty Luxemburgissa kymmenentenä päivänä huhtikuuta vuonna kaksituhattakuusi.  
 Som skedde i Luxemburg den tionde april tjugohundrasex.

*Pour le Royaume de Belgique  
 Voor het Koninkrijk België  
 Für das Königreich Belgien*

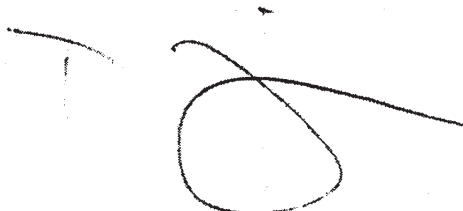


Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

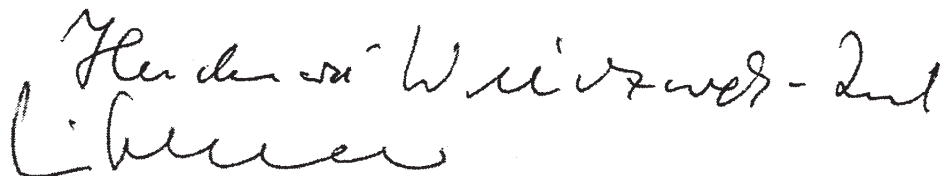
*Za Českou republiku*




*På Kongeriget Danmarks vegne*



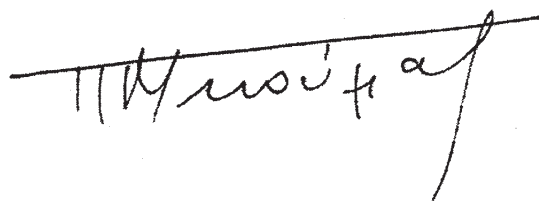
*Für die Bundesrepublik Deutschland*



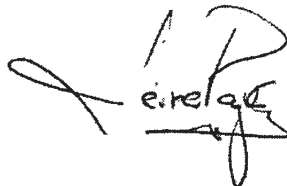
*Eesti Vabariigi nimel*



*Για την Ελληνική Δημοκρατία*



*Por el Reino de España*



*Pour la République française*



*Thar cheann Na hÉireann  
For Ireland*

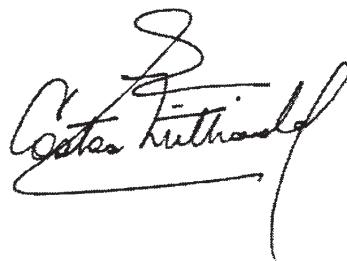


*Per la Repubblica italiana*





*Για την Κυπριακή Δημοκρατία*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Costas Kiriakides', written in a cursive style.

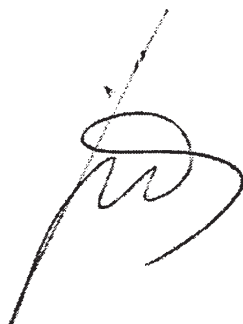
*Latvijas Republikas vārdā*

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials or a name, written in a cursive style.

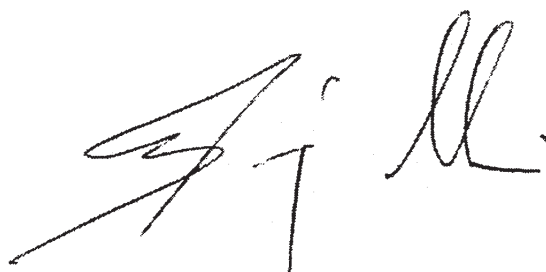
*Lietuvos Respublikos vardu*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'O. Gerasimavicius', written in a cursive style.

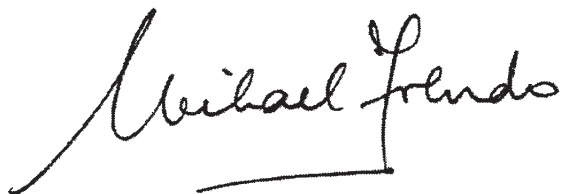
*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials or a name, written in a cursive style.

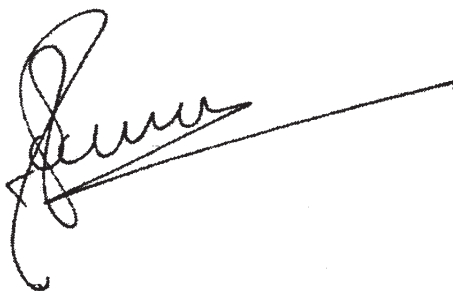
*A Magyar Köztársaság részéről*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. J. L.', written in a cursive style.

*Għar-Pepubblika ta' Malta*



*Voor het Koninkrijk der Nederlanden*



*Für die Republik Österreich*



*W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej*



*Pela República Portuguesa*



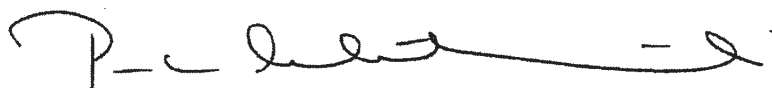
*Za Republiko Slovenijo*



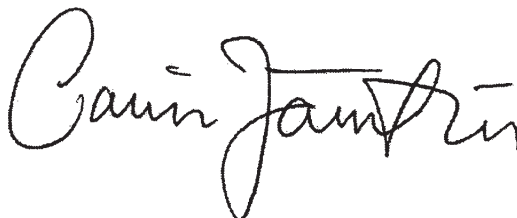
*Za Slovenskú republiku*



*Suomen tasavallan puolesta  
För Republiken Finland*



*För Konungariket Sverige*



*For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*



\*

### **ACCORD INTERNE**

**entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité CE**

*Les représentants des Gouvernements des Etats membres de la Communauté européenne, réunis au sein du Conseil,*

*vu le traité instituant la Communauté européenne,*

*après consultation de la Commission,*

*après consultation de la Banque européenne d'investissement,*

*considérant ce qui suit:*

(1) Le paragraphe 3 de l'annexe Ia de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000<sup>1</sup> (ci-après dénommé „accord de partenariat ACP-CE“), stipule que „toute modification requise au cadre financier pluriannuel ainsi qu'aux éléments de l'accord y relatifs sera décidée par le Conseil des ministres, par dérogation à l'article 95 du présent accord“.

<sup>1</sup> JO L 317 du 15.12.2000, p. 3. Accord modifié par l'accord signé à Luxembourg le 25 juin 2005 (JO L 287 du 28.10.2005, p. 4).

(2) Le Conseil des ministres ACP-CE, réuni à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) les 1er et 2 juin 2006, a adopté l'annexe Ib de l'accord de partenariat ACP-CE et est convenu d'y fixer le montant global de l'aide allouée par la Communauté aux Etats ACP au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013, dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-CE, à 21.966 millions EUR provenant du 10e Fonds européen de développement (ci-après dénommé „10e FED“), financé par les contributions des Etats membres.

(3) La décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne<sup>2</sup> (ci-après dénommée „décision d'association“) est applicable jusqu'au 31 décembre 2011. Une nouvelle décision devrait être adoptée avant cette date sur la base de l'article 187 du traité. Avant le 31 décembre 2007, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, devrait fixer à 286 millions EUR le montant du 10e FED destiné à l'aide financière aux pays et territoires d'outre-mer (ci-après dénommés „PTOM“) pour la période 2008-2013 à laquelle la partie quatre du traité s'applique.

(4) Conformément à la décision 2005/446/CE des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 30 mai 2005 fixant la date limite d'engagement des fonds du 9e Fonds européen de développement (FED)<sup>3</sup>, la date au-delà de laquelle les fonds du 9e FED gérés par la Commission, les bonifications d'intérêts gérées par la Banque européenne d'investissement (BEI) et les recettes provenant des intérêts sur ces crédits ne devraient plus être engagés, est fixée au 31 décembre 2007. Cette date peut être revue si besoin est.

(5) Il convient, en vue de la mise en oeuvre de l'accord de partenariat ACP-CE et de la décision d'association, d'instituer un 10e FED et de fixer les modalités de sa dotation ainsi que les contributions correspondantes des Etats membres à celle-ci.

(6) Un réexamen couvrant tous les aspects des dépenses et des ressources de l'Union européenne devrait être réalisé sur la base d'un rapport que la Commission établira en 2008-2009.

(7) Les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sont convenus d'affecter une somme supplémentaire de 430 millions EUR provenant du 10e FED au financement des dépenses engagées par la Commission pour la programmation et la mise en oeuvre du FED.

(8) Il y a lieu de fixer les règles de gestion de la coopération financière.

(9) Le 12 septembre 2000, les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, ont adopté un accord interne relatif au financement et à la gestion de l'aide apportée par la Communauté au titre du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE<sup>4</sup> (ci-après dénommé „accord interne pour le 9e FED“).

(10) Il y a lieu d'instituer un comité des représentants des gouvernements des Etats membres auprès de la Commission (ci-après dénommé „comité FED“) et un comité de même nature auprès de la BEI. Il convient d'assurer une harmonisation des travaux accomplis par la Commission et la BEI pour l'application de l'accord de partenariat ACP-CE et des dispositions correspondantes de la décision d'association.

(11) La Bulgarie et la Roumanie devraient avoir rejoint l'UE d'ici le 1er janvier 2008 et adhérer à l'accord de partenariat ACP-CE ainsi qu'au présent accord interne conformément aux engagements qu'elles ont pris en vertu du traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie et de son protocole.

(12) Aux termes de leurs conclusions du 24 mai 2005, le Conseil et les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil concernant un processus accéléré en vue d'atteindre

2 JO L 314 du 30.11.2001, p. 1.

3 JO L 156 du 18.6.2005, p. 19.

4 JO L 317 du 15.12.2000, p. 355.

les objectifs de développement du millénaire se sont engagés à assurer la mise en oeuvre et le suivi en temps voulu de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'Organisation de coopération et de développement économiques, adoptés lors du Forum de haut niveau, qui a eu lieu à Paris le 2 mars 2005.

(13) Il y a lieu de rappeler les objectifs concernant l'aide publique au développement (APD) visés dans les conclusions précitées. Dans les rapports concernant les dépenses effectuées au titre du FED, établis à l'intention des Etats membres et du comité de l'assistance au développement de l'OCDE, la Commission devrait opérer une distinction entre les activités qui relèvent de l'APD et celles qui n'en relèvent pas.

(14) Le 22 décembre 2005, le Conseil et les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, le Parlement européen et la Commission ont adopté une déclaration conjointe sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée „le consensus européen“<sup>5</sup>.

(15) Le FED devrait continuer de soutenir en priorité les pays les moins développés et autres pays à faible revenu.

(16) Le 11 avril 2006, le Conseil a approuvé le principe du financement de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique à partir des fonds intra-ACP à concurrence de 300 millions EUR pour la période initiale 2008-2010. Une évaluation complète sera effectuée au cours de la troisième année afin de réexaminer les modalités de cette facilité ainsi que la possibilité de recourir à d'autres sources de financement à l'avenir, y compris à un financement sur le budget de la PESC.

SONT CONVENUS des dispositions suivantes:

## **Chapitre 1 – Ressources financières**

### *Article 1*

#### **Ressources du 10e FED**

1. Les Etats membres instituent un dixième Fonds européen de développement, ci-après dénommé „10e FED“.
2. Le 10e FED est doté comme suit:
  - a) Un montant maximum de 22.682 millions EUR, financé par les Etats membres selon les contributions suivantes:

<i>Etat membre</i>	<i>Clé de contribution</i>	<i>Contribution en EUR</i>
Belgique	3,53	800.674.600
Bulgarie*	0,14	31.754.800
République tchèque	0,51	115.678.200
Danemark	2,00	4.536.400
Allemagne	20,50	46.498.100
Estonie	0,05	11.341.000
Grèce	1,47	333.425.400
Espagne	7,85	1.780.537.000
France	19,55	4.434.331.000
Irlande	0,91	206.406.200

<sup>5</sup> JO C 46 du 24.2.2006, p. 1.

<i>Etat membre</i>	<i>Clé de contribution</i>	<i>Contribution en EUR</i>
Italie	12,86	2.916.905.200
Chypre	0,09	20.413.800
Lettonie	0,07	15.877.400
Lituanie	0,12	27.218.400
Luxembourg	0,27	61.241.400
Hongrie	0,55	124.751.000
Malte	0,03	6.804.600
Pays-Bas	4,85	1.100.077.000
Autriche	2,41	546.636.200
Pologne	1,30	294.866.000
Portugal	1,15	26.043.000
Roumanie*	0,37	83.923.400
Slovénie	0,18	40.827.600
Slovaquie	0,21	47.632.200
Finlande	1,47	333.425.400
Suède	2,74	621.486.800
Royaume-Uni	14,82	3.361.472.400
		22.682.000.000

\* Montant estimé.

Le montant de 22.682 millions EUR est mis à disposition à compter de l'entrée en vigueur du cadre financier pluriannuel. Sur cette somme:

- i) 21.966 millions EUR sont alloués aux Etats ACP;
  - ii) 286 millions EUR sont alloués aux PTOM;
  - iii) 430 millions EUR sont affectés à la Commission pour financer les dépenses visées à l'article 6 liées à la programmation et à la mise en oeuvre du FED par la Commission.
- b) Les fonds visés à l'annexe I de l'accord de partenariat ACP-CE et dans l'annexe II A de la décision d'association et alloués dans le cadre du 9e FED pour financer les ressources de la facilité d'investissement fixée à l'annexe IIc de la décision d'association (ci-après dénommée „facilité d'investissement“), ne sont pas concernés par la décision 2005/446/CE qui fixe la date au-delà de laquelle les fonds du 9e FED ne peuvent plus être engagés. Ces fonds seront transférés au 10e FED et gérés selon les modalités d'exécution du 10e FED à compter de la date d'entrée en vigueur du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 de l'accord de partenariat ACP-CE et de la date d'entrée en vigueur des décisions du Conseil relatifs à l'aide financière aux PTOM pour la période 2008-2013.

3. Les reliquats du 9e FED ou des FED précédents ne seront plus engagés au-delà du 31 décembre 2007 ou de la date d'entrée en vigueur du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 si cette date est ultérieure, à l'exception des reliquats et des fonds désengagés après cette date d'entrée en vigueur issus du système visant à garantir la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles (STABEX) au titre des FED antérieurs au 9e FED et des fonds visés au paragraphe 2, point b). Les fonds qui pourraient être engagés après le 31 décembre 2007 et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent accord, visés plus haut, serviront exclusivement à assurer le fonctionnement de l'administration de l'UE et à couvrir les frais courants liés aux projets en cours jusqu'à l'entrée en vigueur du 10e FED.

4. Les montants désengagés de projets au titre du 9e FED ou des FED précédents après le 31 décembre 2007 ne seront plus engagés, à moins que le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition de la

Commission, n'en décide autrement, à l'exception des montants désengagés après cette date d'entrée en vigueur issus du système visant à garantir la stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles (STABEX) au titre des FED antérieurs au 9e FED, qui seront transférés automatiquement aux programmes indicatifs nationaux correspondants visés à l'article 2, point a), i) et à l'article 3, paragraphe 1, et des fonds visés au paragraphe 2, point b).

5. Le montant total des ressources du 10e FED couvre la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2013. Les fonds du 10e FED ne seront plus engagés au-delà du 31 décembre 2013 à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement, sur proposition de la Commission.

6. Les recettes provenant des intérêts produits par les opérations financées en vertu des engagements pris dans le cadre des FED précédents et par les montants au titre du 10e FED qui sont gérés par la Commission et déposés auprès des payeurs délégués en Europe visés à l'article 37, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE, seront créditées sur un ou plusieurs comptes en banque ouverts au nom de la Commission et seront utilisées conformément aux dispositions de l'article 6. L'utilisation des recettes provenant des intérêts produits par les montants au titre du 10e FED qui sont gérés par la BEI, sera déterminée dans le cadre du règlement financier visé à l'article 10, paragraphe 2.

7. Si un nouvel Etat adhère à l'UE, l'affectation des contributions visées au paragraphe 2, point a), est modifiée par décision du Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

8. Un ajustement des ressources financières peut s'opérer par décision du Conseil, statuant à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article 62, paragraphe 2, de l'accord de partenariat ACP-CE.

9. Tout Etat membre peut, sans préjudice des règles et procédures de prise de décision établies à l'article 8, fournir à la Commission ou à la BEI des contributions volontaires pour soutenir les objectifs fixés dans l'accord de partenariat ACP-CE. Les Etats membres peuvent aussi cofinancer des projets ou programmes, par exemple dans le cadre d'initiatives spécifiques qui seront gérées par la Commission ou la BEI. La propriété ACP au niveau national de telles initiatives est garantie.

Le règlement d'application et le règlement financier visés à l'article 9 comportent les dispositions nécessaires requises pour le cofinancement par le FED, ainsi que pour les activités de cofinancement mises en œuvre par les Etats membres. Les Etats membres informent au préalable le Conseil de leurs contributions volontaires.

10. Le Conseil procède, conformément au point 7 du protocole financier de l'accord de partenariat ACP-CE, avec les Etats ACP, à une estimation des résultats, en évaluant le degré de réalisation des engagements et des décaissements ainsi que les résultats et les conséquences de l'aide apportée. Cette estimation est effectuée sur la base d'une proposition élaborée par la Commission en 2010 et contribue à la prise d'une décision sur le montant de la coopération financière après 2013.

## *Article 2*

### ***Ressources allouées aux Etats ACP***

L'enveloppe de 21.966 millions EUR, visée à l'article 1er, paragraphe 2, point a), i), est répartie comme suit entre les différents instruments de coopération:

- a) 17.766 millions EUR pour le financement de programmes indicatifs nationaux et régionaux. Cette enveloppe servira à financer:
  - i) les programmes indicatifs nationaux des Etats ACP conformément aux articles 1er à 5 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE;
  - ii) les programmes indicatifs régionaux d'appui à la coopération et à l'intégration régionales et interrégionales des Etats ACP, conformément aux articles 6 à 11, 13, paragraphe 1, et 14 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE.
- b) 2.700 millions EUR pour financer la coopération intra-ACP et interrégionale avec un grand nombre d'Etats ACP ou la totalité d'entre eux, conformément aux articles 12, 13, paragraphe 2,

et 14, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE relative aux procédures de mise en oeuvre et de gestion. Cette enveloppe inclut le soutien structurel aux institutions conjointes: le CDE et le CTA visés à l'annexe III de l'accord de partenariat ACP-CE et supervisés conformément aux règles et procédures visées à ladite annexe, ainsi que l'assemblée parlementaire paritaire visée à l'article 17 de cet accord. Cette enveloppe couvre aussi une aide aux dépenses de fonctionnement du secrétariat ACP visées aux points 1 et 2 du protocole 1 annexé à l'accord de partenariat ACP-CE.

- c) Une partie des ressources visées aux points a) et b) peuvent servir à réagir aux chocs extérieurs et à couvrir des besoins imprévus, notamment pour une aide humanitaire et d'urgence à court terme complémentaire lorsque l'aide ne peut pas être prise en charge par le budget communautaire, pour atténuer les conséquences négatives des fluctuations à court terme des recettes d'exportations.
- d) 1.500 millions EUR sous la forme d'une dotation à la BEI en vue de financer la facilité d'investissement, conformément aux modes et conditions énoncés dans l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE. Ce montant comprend une contribution de 1.100 millions EUR venant s'ajouter aux ressources de la facilité d'investissement, gérée comme un fonds de roulement, et 400 millions EUR sous forme de subventions destinées au financement des bonifications d'intérêt prévues aux articles 2 et 4 de l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE pour la période du 10e FED.

### *Article 3*

#### ***Ressources allouées aux PTOM***

1. Le montant de 286 millions EUR mentionné à l'article 1er, paragraphe 2, point a) ii), est alloué sur la base de la décision du Conseil qui sera prise avant le 31 décembre 2007 pour modifier la décision d'association en vertu de l'article 187 du traité; sur ce montant, 256 millions EUR servent à financer les programmes indicatifs nationaux et régionaux et 30 millions EUR sont alloués à la BEI pour financer la facilité d'investissement, conformément à la décision d'association.
2. Si un PTOM devient indépendant et adhère à l'accord de partenariat ACP-CE, le montant visé au paragraphe 1 sera diminué et ceux indiqués à l'article 2, point a) i), augmentés corrélativement, par décision du Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

### *Article 4*

#### ***Prêts consentis par la BEI sur ses ressources propres***

1. Au montant alloué à la facilité d'investissement sous le 9e FED mentionné à l'article 1er, paragraphe 2, point b), et au montant visé à l'article 2, point d), s'ajoute une somme indicative maximale de 2.030 millions EUR sous forme de prêts octroyés par la BEI sur ses ressources propres. Ces ressources sont accordées à concurrence de 2.000 millions EUR aux fins exposées dans l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE et à concurrence de 30 millions EUR aux fins exposées dans la décision d'association, conformément aux conditions prévues dans ses statuts et aux dispositions applicables des modes et conditions de financement de l'investissement établies à l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE et à la décision d'association.
2. Au prorata de leur souscription au capital de la BEI, les Etats membres s'engagent à se porter caution envers la Banque, en renonçant au bénéfice de discussion, pour tous les engagements financiers découlant pour ses emprunteurs des contrats de prêts conclus par la BEI sur ses ressources propres en application des dispositions de l'article 1er de l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE et des dispositions correspondantes de la décision d'association.
3. Le cautionnement visé au paragraphe 2 est limité à 75% du montant total des crédits ouverts par la BEI au titre de l'ensemble des contrats de prêts; il s'applique à la couverture de tout risque.
4. Les engagements visés au paragraphe 2 font l'objet de contrats de cautionnement entre chacun des Etats membres et la BEI.



*Article 5****Opérations gérées par la BEI***

1. Les paiements effectués à la BEI au titre des prêts spéciaux accordés aux Etats ACP, aux PTOM et aux départements français d'outre-mer, ainsi que les produits et recettes des opérations de capitaux à risque effectuées au titre des FED antérieurs au 9e FED, reviennent aux Etats membres au prorata de leur contribution au FED dont ces sommes proviennent, à moins que le Conseil ne décide à l'unanimité, sur proposition de la Commission, de les mettre en réserve ou de les affecter à d'autres opérations.
2. Les commissions de gestion dues à la BEI en raison des prêts et opérations visés au paragraphe 1 sont préalablement déduites des sommes allouées aux Etats membres.
3. Les produits et recettes perçus par la BEI sur les opérations effectuées dans le cadre de la facilité d'investissement des 9e et 10e FED sont affectés à d'autres opérations exécutées au titre de cette facilité, conformément à l'article 3 de l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE et après déduction des dépenses et charges exceptionnelles qu'entraîne la facilité d'investissement.
4. La BEI est rémunérée, selon une formule de couverture intégrale des coûts, pour la gestion des opérations effectuées dans le cadre de la facilité d'investissement visées au paragraphe 3, conformément à l'article 3, paragraphe 1, point a), de l'annexe II de l'accord de partenariat ACP-CE.

*Article 6****Ressources réservées aux dépenses liées au FED***

1. Les ressources du FED couvrent les coûts des mesures d'aide. Les ressources visées à l'article 1er, paragraphe 2, point a), iii), ainsi qu'à l'article 1er, paragraphe 5, concernent des coûts liés à la programmation et à la mise en oeuvre du FED, qui ne sont pas toujours couverts par les documents stratégiques et les programmes indicatifs pluriannuels mentionnés dans le règlement d'application visé à l'article 10, paragraphe 1.
2. Les ressources affectées aux mesures d'aide peuvent couvrir les dépenses afférentes:
  - a) aux activités de préparation, de suivi, de contrôle, de tenue des comptes, d'audit et d'évaluation, directement nécessaires à la programmation et à la mise en oeuvre des ressources du FED gérées par la Commission;
  - b) à la réalisation de ces objectifs, notamment la recherche en matière de politique de développement, des études, des réunions, des actions d'information, de sensibilisation, de formation et de publication;
  - c) aux réseaux informatiques visant l'échange d'informations, ainsi que toute autre dépense d'assistance administrative et technique à laquelle peut recourir la Commission pour la gestion du FED.

Elles comprennent également les dépenses d'appui administratif au siège de la Commission et dans les délégations engendrées par la gestion des actions financées dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-CE et la décision d'association.

Elles ne sont pas affectées aux tâches fondamentales du service public européen, c'est-à-dire du personnel permanent de la Commission.

***Chapitre II – Mise en oeuvre et dispositions finales****Article 7****Contributions au 10e FED***

1. Chaque année, la Commission arrête et communique au Conseil, pour le 15 octobre au plus tard, l'état des engagements, des paiements ainsi que le montant annuel des appels de contributions pour

l'exercice en cours et les deux suivants, en tenant compte des prévisions de la BEI concernant la gestion et le fonctionnement de la facilité d'investissement. Les montants dépendent de sa capacité à déboursier réellement les ressources proposées.

2. Sur proposition de la Commission, en précisant la part pour la Commission et celle pour la BEI, le Conseil se prononce, à la majorité qualifiée prévue à l'article 8, sur le plafond du montant annuel des contributions pour le deuxième exercice suivant la proposition de la Commission (n+2) et, dans la limite du plafond arrêté l'année précédente, sur le montant annuel des appels de contributions relatifs au premier exercice suivant la proposition de la Commission (n+1).

3. S'il apparaît que les contributions arrêtées conformément au paragraphe 2 s'écartent des véritables besoins du FED pour l'exercice en question, la Commission propose, dans la limite du plafond visé au paragraphe 1bis, une modification des contributions au Conseil, qui statue à la majorité qualifiée prévue à l'article 8.

4. Les appels de contributions ne peuvent dépasser le plafond visé au paragraphe 2; de même, le plafond ne peut être augmenté, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée prévue à l'article 8, ne le décide en cas de besoins spéciaux dus à des circonstances exceptionnelles ou imprévues, par exemple au lendemain de crises. Dans ce cas, la Commission et le Conseil veillent à ce que les contributions correspondent aux paiements prévus.

5. La Commission communique au Conseil, pour le 15 octobre de chaque année au plus tard, ses estimations des engagements, décaissements et contributions pour chacun des trois exercices suivant ceux visés au paragraphe 1, en tenant compte des prévisions de la BEI.

6. En ce qui concerne les fonds transférés des FED précédents au 10e FED conformément à l'article 1er, paragraphe 2, point b), et paragraphe 3, les contributions de chaque État membre sont calculées au prorata de leur contribution au FED concerné.

En ce qui concerne les fonds du 9e FED et du FED précédent non transférés au 10e FED, les conséquences pour la contribution de chaque État membre sont calculées au prorata de leur contribution au FED.

7. Les modalités de versement des contributions des États membres sont déterminées par le règlement financier visé à l'article 10, paragraphe 2.

#### *Article 8*

#### ***Le comité du Fonds européen de développement***

1. Il est institué auprès de la Commission, pour les ressources du 10e FED qu'elle gère, un comité (ci-après dénommé „comité du FED“) composé de représentants des gouvernements des États membres. Le comité du FED est présidé par un représentant de la Commission et celle-ci en assure le secrétariat. Un représentant de la BEI participe à ses travaux.

2. Les voix des États membres au sein du comité du FED sont affectées de la pondération suivante:

<i>Etat membre</i>	<i>Voix UE-27</i>
Belgique	35
Bulgarie*	[1]
République tchèque	5
Danemark	20
Allemagne	205
Estonie	1
Grèce	15
Espagne	79

<i>Etat membre</i>	<i>Voix UE-27</i>
France	196
Irlande	9
Italie	129
Chypre	1
Lettonie	1
Lituanie	1
Luxembourg	3
Hongrie	6
Malte	1
Pays-Bas	49
Autriche	24
Pologne	13
Portugal	12
Roumanie*	[4]
Slovénie	2
Slovaquie	2
Finlande	15
Suède	27
Royaume-Uni	148
Total UE-25	999
Total UE-27*	[1.004]

\* Vote estimé.

3. Le comité du FED statue à la majorité qualifiée de 720 voix sur 999, exprimant le vote favorable d'au moins 13 Etats membres. La minorité de blocage est de 280 voix.
4. Dans le cas où un nouvel Etat accèderait à l'UE, la pondération prévue au paragraphe 2 et la majorité qualifiée visée au paragraphe 3 sont modifiées par décision du Conseil, statuant à l'unanimité.
5. Le Conseil, statuant à l'unanimité, adopte le règlement intérieur du comité du FED.

#### *Article 9*

##### ***Le comité de la facilité d'investissement***

1. Un comité (ci-après dénommé „comité de la facilité d'investissement“) composé de représentants des gouvernements des Etats membres et d'un représentant de la Commission est créé sous l'égide de la BEI. La BEI assure le secrétariat du comité et met à sa disposition des services d'appui. Le président du comité de la facilité d'investissement est élu par et parmi les membres du comité de la facilité d'investissement.
2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, adopte le règlement intérieur du comité de la facilité d'investissement.
3. Le comité de la facilité d'investissement statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 8, paragraphes 2 et 3.

*Article 10****Dispositions d'application***

1. Sans préjudice de l'article 8 du présent règlement et des droits de vote des Etats membres qui y sont visés, toutes les dispositions pertinentes des articles 14 à 30 de l'accord interne relatif au 9e FED restent en vigueur dans l'attente de la décision du Conseil sur un règlement d'application relatif au 10e FED. Ce règlement d'application est adopté à l'unanimité, sur la base d'une proposition de la Commission et après consultation de la BEI.

Le règlement d'application contient les modifications et améliorations nécessaires aux procédures de programmation et de décision et harmonise les procédures communautaires et les procédures du FED dans toute la mesure du possible, y compris pour ce qui est des aspects liés au cofinancement. Il établit en outre des procédures de gestion particulières pour la facilité de soutien à la paix. Etant donné que l'aide financière et l'assistance technique pour la mise en oeuvre des articles 11, paragraphe 6, 11bis et 11ter de l'accord de partenariat ACP-CE seront financées par des instruments spécifiques autres que ceux prévus pour le financement de la coopération ACP-CE, les activités menées en vertu de ces dispositions doivent être approuvées au moyen de procédures de gestion budgétaire arrêtées à l'avance.

2. Un règlement financier est arrêté avant l'entrée en vigueur de l'accord de partenariat ACP-CE, par le Conseil statuant à la majorité qualifiée prévue à l'article 8, sur proposition de la Commission, et après avis de la BEI sur les dispositions qui la concernent, et de la Cour des comptes.

3. La Commission établira ses propositions de règlements visés aux paragraphes 1 et 2 en prévoyant, entre autres, l'exécution des tâches à des tiers.

*Article 11****Exécution financière, comptes, audit et décharge***

1. La Commission assure l'exécution financière des enveloppes qu'elle gère sur la base de l'article 1, paragraphe 8, de l'article 2, points a), b) et c), de l'article 3, paragraphe 1, et de l'article 6 ainsi que celle des projets et programmes conformément au règlement financier visé à l'article 10, paragraphe 2. Aux fins du recouvrement des montants indûment versés, les décisions de la Commission sont applicables conformément à l'article 256 du traité CE.

2. La BEI, agissant pour le compte de la Communauté, gère la facilité d'investissement et dirige les opérations y afférentes, conformément aux modalités fixées par le règlement financier visé à l'article 10, paragraphe 2. Dans ce cadre, la BEI agit au nom et aux risques de la Communauté. Les droits découlant de ces opérations, notamment à titre de créancier ou propriétaire, sont exercés par les Etats membres.

3. La BEI assure, conformément à ses statuts et à ses meilleures pratiques bancaires, l'exécution financière des opérations effectuées par prêts sur ses ressources propres visées à l'article 4, assortis de cas échéant de bonifications d'intérêts accordées sur les ressources du FED.

4. Pour chaque exercice, la Commission établit et valide les comptes du FED et les envoie au Parlement européen, au Conseil et à la Cour des comptes.

5. La Commission met les informations visées à l'article 10 à la disposition de la Cour des comptes afin que celle-ci puisse contrôler sur pièces l'aide apportée par le biais des ressources du FED.

6. La BEI adresse chaque année à la Commission et au Conseil son rapport annuel sur l'exécution des opérations financées par les ressources du FED dont elle assure la gestion.

7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 du présent article, la Cour des comptes exerce également les pouvoirs qui lui sont dévolus par l'article 248 du traité CE pour ce qui est des opérations

du FED. Les conditions dans lesquelles la Cour des comptes exerce ses pouvoirs sont arrêtées dans le règlement financier visé à l'article 10, paragraphe 2.

8. La décharge de la gestion financière du FED, à l'exclusion des opérations gérées par la BEI, est donnée à la Commission par le Parlement européen sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée prévue à l'article 8.

9. Les opérations financées sur les ressources du FED dont la BEI assure la gestion font l'objet des procédures de contrôle et de décharge prévues par les statuts de la BEI pour l'ensemble de ses opérations.

#### *Article 12*

##### ***Clause de révision***

L'article 1er, paragraphe 3, et les articles contenus dans le chapitre II, à l'exception des modifications de l'article 8, peuvent être modifiés par le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission. La BEI est associée à la proposition de la Commission pour les questions relatives à ses activités et aux opérations de la facilité d'investissement.

#### *Article 13*

##### ***Ratification, entrée en vigueur et durée***

1. Le présent accord est approuvé par chaque Etat membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le gouvernement de chaque Etat membre notifie au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la notification de son approbation par le dernier Etat membre.

3. Le présent accord est conclu pour la même durée que le cadre financier pluriannuel figurant à l'annexe Ib de l'accord de partenariat ACP-CE. Toutefois, sans préjudice de l'article 1er, paragraphe 4, il reste en vigueur dans la mesure nécessaire à l'exécution intégrale de toutes les opérations financées au titre de l'accord de partenariat ACP-CE, de la décision d'association et de ce cadre financier pluriannuel.

#### *Article 14*

##### ***Langues faisant foi***

Le présent accord, rédigé en un exemplaire original unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous ces textes faisant également foi, est déposé dans les archives du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui en remet une copie certifiée au gouvernement de chaque Etat signataire.

Hecho en Bruselas, el diecisiete de julio del dos mil seis.

V Bruselu dne sedmnáctého července dva tisíce šest.

Udfærdiget i Bruxelles den syttende juli to tusind og seks.

Geschehen zu Brüssel am siebzehnten Juli zweitausendsechs.

Kahe tuhande kuuenda aasta juulikuu seitsmeteistkümnendal päeval Brüsselis.

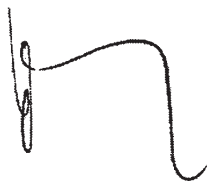
Έγινε στις Βρυξέλλες, στις δέκα εφτά Ιουλίου δύο χιλιάδες έξι.

Done at Brussels on the seventeenth day of July in the year two thousand and six.

Fait à Bruxelles, le dix-sept juillet deux mille six.

Fatto a Bruxelles, addì diciassette luglio duemilase.  
 Briselē, divtūkstoš sestā gada septiņpadsmitajā jūlijā.  
 Priimta du tūkstančiai šeštų metų liepos septynioliktą dieną Briuselyje.  
 Kelt Brüsselben, a kettőezer hatodik év július tizenhetedik napján.  
 Maġmul fi Brussel, fis-sbatax jum ta' Lulju tas-sena elfejn u sitta.  
 Gedaan te Brussel, de zeventiende juli tweeduizend zes.  
 Sporządzono w Brukseli dnia siedemnastego lipca roku dwutysięcznego szóstego.  
 Feito em Bruxelas, em dezassete de Julho de dois mil e seis.  
 V Bruseli dňa sedemnásteho júla dvetisícšest' .  
 V Bruslju, sedemnajstega julija leta dva tisoč šest.  
 Tehty Brysselissä seitsemäntenätoista päivänä heinäkuuta vuonna kaksituhattakuusi.  
 Som skedde i Bryssel den sjuttonde juli tjugohundra sex.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges  
 Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen  
 Für Seine Majestät den König der Belgier*



*Za prezidenta České republiky*



*For Hendes Majestæt Danmarks Dronning*



*Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland*



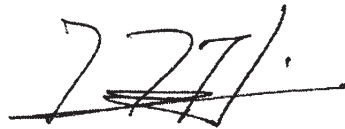
*Eesti Vabariigi Presidendi nimel*



Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας




Por Su Majestad el Rey de España



Pour le Président de la République française



Thar ceann Uachtarán na hÉireann  
For the President of Ireland



Per il Presidente della Repubblica italiana




Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας



Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā



*Lietuvos Respublikos Prezidento vardu*



*Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg*



*A Magyar Köztársaság Elnöke részéről*



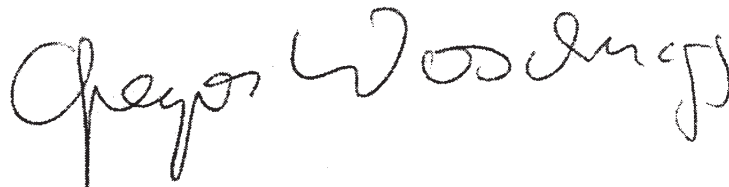
*Għall-President ta' Malta*



*Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden*



*Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich*

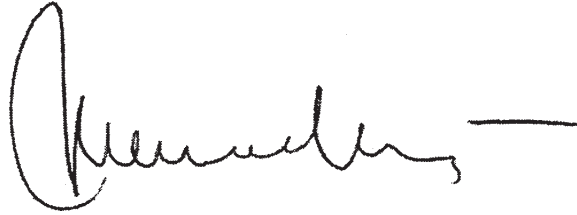


*Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej*

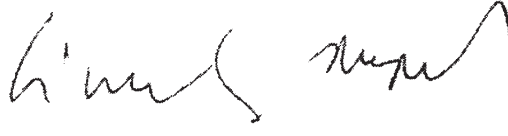




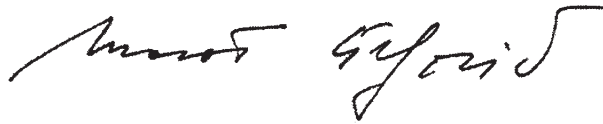
*Pelo Presidente da República Portuguesa*



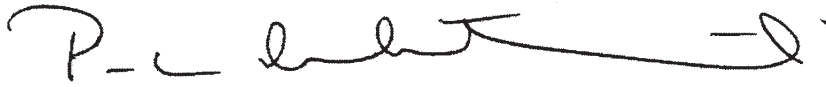
*Za predsednika Republike Slovenije*



*Za prezidenta Slovenskej republiky*



*Suomen Tasavallan Presidentin puolesta  
För Republiken Finlands President*



*För Konungariket Sveriges regering*



*For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland*



5609/01

**N° 5609<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI****portant approbation**

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(28.11.2006)

Par dépêche en date du 8 août 2006, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte de l'article unique du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, étaient joints un exposé des motifs ainsi que le texte des actes à approuver.

Par une loi du 20 août 2002, le législateur luxembourgeois a approuvé l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Cotonou, le 23 juin 2000, ladite Convention entre le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et la Communauté européenne et ses Etats membres poursuivant le partenariat à la suite des deux conventions de Yaoundé (1963 et 1969) et des cinq conventions de Lomé (1975, 1980, 1985, 1990 et 1995).

Aux termes de l'article 95 de l'Accord, celui-ci est conclu pour une période de vingt ans à compter du 1er mars 2000. Des protocoles financiers sont définis pour chaque période de cinq ans. Au plus tard douze mois avant l'expiration de chaque période de cinq ans, la Communauté européenne et les Etats membres, d'une part, et les Etats ACP, d'autre part, notifient à l'autre partie les dispositions du présent accord dont elles demandent la révision en vue d'une modification éventuelle (y non compris les dis-

positions relatives à la coopération économique et commerciale, pour lesquelles une procédure spécifique de réexamen est prévue).

La révision de l'Accord tous les cinq ans ainsi qu'un protocole financier portant sur chaque période de cinq ans traduit une nouvelle approche qui devrait permettre d'introduire davantage de souplesse et offrir la possibilité d'adapter le système de coopération à l'évolution de la situation (cf. *doc. parl. No 4806*, Exposé des motifs).

Dans le cadre de la dimension politique de l'Accord de partenariat révisé, le dialogue politique entre parties, s'articulant autour des trois éléments essentiels que constituent les droits de l'Homme, les principes démocratiques et l'Etat de droit, est renforcé.

L'accord révisé souligne l'importance de la Cour Pénale Internationale dans le contexte de la consolidation de la paix et de l'évolution de la justice internationale. La lutte contre le terrorisme, de même que la coopération dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive sont intégrées à l'accord de partenariat. Il y a lieu de relever que la coopération dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive constituera désormais un élément essentiel de l'accord.

Dans le cadre de la coopération au développement, l'importance de la lutte contre la pauvreté, qui est déjà un objectif central de la coopération ACP-CE (article 19 de l'Accord de Cotonou), est encore, et si besoin en était, soulignée par une référence, dans les considérants, „aux objectifs du millénaire pour le développement, issus de la déclaration du millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2000“.

La lutte contre les maladies liées à la pauvreté, notamment la malaria et la tuberculose, fera désormais expressément partie des stratégies de développement.

Les acteurs non étatiques seront encore davantage associés à la coopération au développement. Des dispositions seront introduites dans l'Accord de partenariat à l'effet de faciliter l'accès des acteurs non étatiques aux ressources dans les programmes indicatifs nationaux et régionaux, à partir d'une stratégie agréée entre la Commission européenne et l'Etat ACP concerné. Ces acteurs pourront aussi bénéficier directement de financements via des contrats de subvention établis entre la Commission et l'organisme en question. Les types d'acteurs non étatiques et le type d'activités à soutenir devront être identifiés dans les documents de stratégie du pays en question.

Le Conseil d'Etat voudrait encore relever plus particulièrement une modification à l'article 89 de l'Accord de Cotonou: le paragraphe 1er de cet article, qui a trait aux Etats ACP insulaires, met l'accent sur les actions spécifiques à mener pour soutenir ces Etats dans leurs efforts visant à arrêter et infléchir leur vulnérabilité croissante provoquée par de nouveaux et graves défis, notamment d'ordre écologique. Il est à craindre que ces défis, dus en particulier au changement climatique, s'ils affectent en tout premier lieu les Etats ACP insulaires du Pacifique, ne se limitent cependant pas à ces Etats. Des actions spécifiques ne viendront vraisemblablement pas à bout des défis écologiques auxquels, de manière globale, tous les Etats auront à faire face à l'avenir.

Le Conseil d'Etat n'approfondira pas les dispositions ayant pour objet de lever certains obstacles ayant entravé l'efficacité de la facilité d'investissement (annexe II de l'Accord de Cotonou), pas plus que celles ayant trait aux procédures de mise en œuvre et de gestion de l'Accord destinées à permettre, selon l'exposé des motifs, entre autres une plus grande souplesse dans l'allocation des ressources, et une meilleure gestion financière dans les situations de crise ou de conflit. Il retient que le cadre financier pluriannuel de coopération fait l'objet de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité CE. Une enveloppe de 21.966 millions d'euros est allouée aux Etats ACP, au titre du dixième Fonds européen de développement (10e FED), auxquels il convient encore d'ajouter 286 millions d'euros à allouer aux Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) et 430 millions affectés à la Commission pour financer les dépenses liées au FED. Par rapport au 9e FED, doté de 13.500 millions d'euros, il y a donc une augmentation significative. Le Luxembourg participera au financement du 10e FED à hauteur d'une clé de contribution de 0,27%, se traduisant par une contribution en euros de 61.241.400 euros pour la durée des six ans que durera le 10e FED. Il y a lieu de mentionner, pour rappel, que la contribution luxembourgeoise au 9e FED, qui viendra à terme fin 2007, était de l'ordre de 40 millions d'euros (voir *doc. parl. No 4806*, Exposé des motifs). L'ajout d'une nouvelle annexe Ia.– „Cadre financier pluriannuel de coopération au titre du

présent accord“ à l’Accord de coopération ne paraît pas de nature à influencer sur le montant devant en définitive être supporté par le Luxembourg au titre du 10e FED: si le point 3 de cette annexe Ia dispose que „toute modification requise au cadre financier pluriannuel ainsi qu’aux éléments de l’accord y relatifs sera décidée par le Conseil des ministres, par dérogation à l’article 95 du présent accord“, il n’en résulte cependant, aux yeux du Conseil d’Etat, aucune remise en cause, ni actuelle, ni potentielle, de l’Accord interne relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013. Il n’y a dès lors pas non plus lieu de craindre qu’une charge grevant le budget de l’Etat pour plus d’un exercice pourrait être établie autrement que par une loi spéciale.

Le Conseil d’Etat n’a pas d’observations à formuler à l’endroit de l’article unique du projet de loi d’approbation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 novembre 2006.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5609 - Dossier consolidé : 110

5609/02

N° 5609<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI**

portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET  
EUROPEENNES, DE LA DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DE  
L'IMMIGRATION**

(29.1.2007)

La Commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président; M. Laurent MOSAR, rapporteur; M. Marc ANGEL, Mme Nancy ARENDT, M. Xavier BETTEL, Mme Lydie ERR, MM. Marcel GLESENER, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Jacques-Yves HENCKES et Jean HUSS, Membres.

\*

**1. ANTECEDENTS**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 5 septembre 2006 par Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis en date du 28 novembre 2006.

Lors de la réunion du 6 novembre 2006, la Commission a désigné M. Laurent MOSAR comme rapporteur.



La Commission a analysé le projet de loi lors de sa réunion du 17 janvier 2007.

L'examen de l'avis du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport ont été l'objet de la réunion du 29 janvier 2007.

\*

## 2. CADRE GENERAL

L'accord de Cotonou révisé a été signé le 25 juin 2005 au Luxembourg, sous Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, par l'Union européenne et 76 pays d'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique (ACP).

Le premier accord de Cotonou, signé le 23 juin 2000 à Cotonou au Bénin, a été conclu pour une durée de vingt ans commençant en mars 2000 et se terminant en février 2020. Il est entré pleinement en vigueur en avril 2003, après une période de transition de trois ans correspondant aux délais de ratification. L'accord de Cotonou représente une nouvelle phase dans la coopération entre les pays ACP et l'Union européenne, qui a débuté avec la signature de la première convention de coopération (convention de Yaoundé) en 1964 et s'est poursuivie avec les quatre conventions de Lomé, la dernière arrivant à échéance le 29 février 2000. Tout en conservant l'acquis de vingt années de relations entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, l'accord de Cotonou a pour objectif de mettre en place un nouveau cadre pour la coopération UE-ACP et introduit des changements profonds tout en fixant des objectifs ambitieux dans plusieurs domaines de la coopération. L'objectif principal de cet accord est la réduction de la pauvreté et les moyens préconisés pour y parvenir sont la promotion et l'accélération du développement économique, social et culturel des Etats ACP, des efforts pour contribuer à la paix et à la sécurité ainsi que la promotion d'un environnement politique stable et démocratique.

Le processus de révision s'est tenu conformément à l'article 95 de l'accord de Cotonou qui permet d'adapter l'accord tous les cinq ans (à l'exception des dispositions concernant la coopération économique et commerciale). Ce fut à la fin du mois de février 2004 que les pays ACP et l'Union européenne ont notifié les dispositions que chaque partie souhaitait voir révisées. Les négociations ont été formellement lancées lors du Conseil de Ministres ACP-UE à Gaborone en mai 2004 et ont été finalisées le 23 février 2005. La signature de l'accord révisé sera suivie par un processus de ratification.

Afin de permettre une application anticipée, des mesures de transition ont permis que la majorité des clauses révisées soient entrées en vigueur dès la signature. Cependant, les dispositions qui concernent les nouvelles ressources financières ne peuvent pas prendre effet avant l'entrée en vigueur du prochain cadre financier pluriannuel. Dans ce contexte, une enveloppe de 21.966 millions d'euros est allouée aux Etats ACP, au titre du dixième Fonds européen de développement (10e FED), auxquels il convient encore d'ajouter 286 millions d'euros à allouer aux Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) et 430 millions affectés à la Commission pour financer les dépenses liées au FED. Par rapport au 9e FED, doté de 13.500 millions d'euros, il y a donc une augmentation significative. Le Luxembourg participera au financement du 10e FED à hauteur d'une clé de contribution de 0,27%, se traduisant par une contribution en euros de 61.241.400 euros pour la durée des six ans que durera le 10e FED. Il y a lieu de mentionner, pour rappel, que la contribution luxembourgeoise au 9e FED, qui viendra à terme fin 2007, était de l'ordre de 40 millions d'euros.

\*

## 3. LE CONTEXTE

L'accord de Cotonou est un accord global, exemplaire, constituant souvent une référence pour d'autres accords internationaux de l'Union. L'ambition de l'Union dans le processus de révision n'a pas été de remettre en cause les acquis fondamentaux de Cotonou, mais bien au contraire d'améliorer l'efficacité et la qualité du partenariat UE-ACP tout en renforçant l'engagement commun pour les objectifs du millénaire pour le développement. Par conséquent, les modifications proposées se sont délibérément limitées à des réajustements techniques ou mineurs et l'accent principal a été mis sur l'amélioration de la mise en œuvre de l'accord et sur l'assurance de la cohérence avec un certain nombre d'engagements politiques récemment pris par l'Union. La réduction de la pauvreté continue à figurer au centre de l'accord de Cotonou révisé, tandis que le maintien d'un financement soutenable à long terme et l'inclusion de clauses importantes sur la sécurité et le dialogue politique rendent le partenariat

encore plus efficace. A part ces aspects, l'accord révisé couvre un large éventail de thèmes, y compris des références à la lutte contre le terrorisme, la coopération dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et la Cour pénale internationale (CPI).

\*

#### 4. OBJET DE L'ACCORD DE COTONOU

Au terme de 10 mois de négociation, un accord global a été trouvé les 23 février 2005 sur la révision de l'accord de Cotonou lors de la conférence ACP-UE réunie à cet effet. Les points d'accord relèvent pour la plupart de la dimension politique, des stratégies de développement, de la facilité d'investissement et de procédures de mise en oeuvre et de gestion.

##### a. La dimension politique

La révision de l'accord a fourni l'occasion de concrétiser certains engagements nouveaux pris en matière de sécurité au niveau international. Par ailleurs, il a été possible de trouver un accord sur l'établissement d'un dialogue politique plus systématique et formel. Ainsi, il a été possible de tomber d'accord sur les points suivants:

- Le **Dialogue politique** sur les éléments essentiels et procédure de consultation au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou: l'accord révisé prévoit un dialogue politique plus systématique et formel au titre de l'article 8 lorsque celui-ci porte sur les trois éléments essentiels à savoir droits de l'homme, principes démocratiques et Etat de droit. En outre, la tenue d'un tel dialogue est désormais requise avant tout passage aux consultations prévues à l'article 96. Une annexe précisant les modalités de ce dialogue structuré complète désormais ces dispositions. Dans l'esprit du caractère préventif du dialogue au sens de l'article 8, un dialogue formel et structuré devrait être mené de manière systématique avec chaque pays. Si, à l'issue de ce dialogue formalisé, une partie considère que l'autre partie ne respecte pas une obligation essentielle, elle peut recourir à la procédure de consultation et, éventuellement, aux mesures appropriées prévues à l'article 96. Les délais prévus pour les consultations au titre des articles 96 et 97 ont par ailleurs été étendus. Le Conseil conjoint pourra préciser un certain nombre de modalités additionnelles, notamment s'agissant des étapes du processus de consultation et concernant une typologie de critères et d'objectifs.

Dans l'ensemble, ces modifications renforcent la dimension politique de l'accord de Cotonou en donnant plus de poids à un dialogue effectif et axé sur des résultats. Il n'affaiblit en rien la valeur des dispositions prévues quant au respect des éléments essentiels et – au contraire – leur donne une base plus opérationnelle.

- Les partenaires ACP-UE se sont mis d'accord sur l'inclusion d'une référence à la **coopération dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM)**. Cet accord représente une véritable avancée en matière de relations internationales et marque l'engagement commun de 78 Etats ACP et des 25 Etats membres de l'Union en faveur de la lutte contre la prolifération des ADM, engagement élevé au rang d'élément essentiel du partenariat, et basé sur une référence forte aux instances multilatérales compétentes pour ces questions.
- Un accord est intervenu pour inclure une disposition sur le fonctionnement de la **Cour pénale internationale** et le Statut de Rome dans le préambule ainsi que dans le texte de l'accord. Ceci reflète la volonté et l'engagement commun de l'Union et des Etats ACP vis-à-vis des institutions de la gouvernance mondiale.
- L'accord révisé prévoit l'inclusion d'une clause réaffirmant la coopération internationale des partenaires dans la lutte contre le **terrorisme**.
- Une disposition relative à la coopération dans la prévention des activités mercenaires a également été introduite dans l'accord révisé.

##### b. Les stratégies de développement

Les partenaires ACP-UE ont proposé une série d'amendements portant sur les stratégies sectorielles. Un accord est intervenu sur l'ensemble de ces propositions. Ceci concerne, en particulier, des références spécifiques à un certain nombre de thèmes:

- Les **Objectifs du Millénaire pour le développement**: On note l'inclusion d'une nouvelle référence aux OMD dans le préambule de l'Accord qui réaffirme l'engagement des partenaires à l'égard de ces objectifs;
- Les **Secteurs sociaux**: Il y a ajout d'une référence à la promotion de la lutte contre les maladies liées à la pauvreté et à la protection de la santé sexuelle et reproductive et des droits des femmes dans le cadre des secteurs sociaux;
- Les **Acteurs Non Etatiques (ANE)**: introduction de dispositions destinées à faciliter l'accès des ANE aux ressources prévues dans les programmes indicatifs, à partir d'une stratégie agréée entre la Commission et l'Etat ACP concerné. Ces acteurs pourront aussi bénéficier *directement* de financements via des contrats de subvention établis entre la Commission et l'organisme en question. Pour ce faire, au préalable, les types d'acteurs non étatiques et le type d'activités à soutenir devront être identifiés dans les documents de stratégie du pays. Ici sont visés les organisations locales et la société civile locale;
- La **Coopération régionale**: simplifiant les demandes de financement et facilitant la coopération entre pays ACP et autres pays en développement. Ceci se fera sur la base de la réciprocité;
- Les **Technologies de l'Information et des Communications**: introduction d'une disposition sur le développement et l'utilisation du contenu local pour les technologies de l'information et des communications;
- La **Jeunesse**: promotion de la participation des jeunes à la vie publique et encouragement des échanges et de l'interaction entre les organisations de jeunesse des ACP et de l'Union;
- Les **Savoirs traditionnels**: la promotion des savoirs traditionnels dans le cadre du développement économique sectoriel;
- Les **Etats ACP insulaires**: renforcement des dispositions existantes sur les Etats ACP insulaires, en soulignant leur vulnérabilité face aux nouveaux défis économiques, sociaux et écologiques et en promouvant une approche harmonisée à cet égard.

### c. La facilité d'investissement

Quant à la facilité d'investissement, un certain nombre d'obstacles ont été rencontrés dans la mise en œuvre qui a entravé une efficacité optimale de cet instrument. Dans un souci d'accroître la flexibilité et l'efficacité de cette facilité, plusieurs modifications ont été apportées s'agissant des **conditions des prêts et des bonifications d'intérêts**, du **partage du risque de change** et de la **rémunération de la Banque**. En outre, comme c'est le cas pour les ressources gérées par la Commission, la facilité d'investissement sera désormais soumise à une **revue conjointe** de sa performance à mi-parcours du protocole financier et à la fin de celui-ci.

### d. Les procédures de mise en œuvre et de gestion

L'Union a proposé une série d'amendements dans le triple objectif de simplification, de clarification et d'harmonisation, tout en préservant les acquis fondamentaux de Cotonou. Lors de la séance ministérielle de clôture, il a été décidé de renvoyer à une décision du Conseil conjoint la finalisation des discussions concernant les **procédures de marché** et les modalités de la mise en œuvre de l'instrument pour le financement en cas de fluctuations à court terme des recettes d'exportation (**FLEX**). Les points d'accord s'articulent autour des thèmes suivants:

- Une **plus grande flexibilité dans l'allocation des ressources**, en particulier la création d'une plus grande réserve lors de l'allocation des ressources et la possibilité d'adapter les montants des enveloppes nationales ou régionales en dehors des revues prévues à cet effet, en fonction de besoins spéciaux, de performance exceptionnelle ou pour couvrir des initiatives internationales intéressant les ACP;
- La **gestion financière dans les situations de crise ou de conflit**: pouvoir utiliser les ressources pour des actions en faveur de la paix, la gestion et résolution des conflits, y compris l'appui post-conflit, et prévoir que la Commission pourra les gérer jusqu'à la normalisation de la situation;
- La contribution aux initiatives de **déliement de l'aide** et, en particulier dans le cadre des efforts de coopération et d'intégration régionale des pays ACP;

- Une reformulation des **fonctions des agents chargés de la gestion et de l'exécution**: renforcer les fonctions stratégiques de l'ordonnateur national; reformuler les textes de l'article relatif au Chef de Délégation pour supprimer la référence détaillée à ses responsabilités, qui non seulement relèvent de l'organisation interne des services de la Commission, mais en outre sont appelées à évoluer régulièrement dans le cadre du processus de déconcentration; un manuel des procédures précisera les rôles respectifs de la Commission, de l'Ordonnateur national et du Chef de Délégation;
- Une série de **simplifications des procédures**;
- Le financement de la **déconcentration**: cet ajout a pour objectif d'utiliser € 90 millions de ressources de la coopération intra – ACP pour le financement de la déconcentration pour la période 2006-7.

\*

## 5. OBSERVATIONS

La Commission aimerait, tout comme le Conseil d'Etat l'a fait dans son avis, relever une modification à l'article 89 de l'accord de Cotonou, qui lui semble incomplète. En effet, le paragraphe 1er de cet article, qui a trait aux Etats ACP insulaires, est remplacé par le texte suivant: „Des actions spécifiques sont menées pour soutenir les Etats ACP insulaires dans leurs efforts visant à arrêter et infléchir leur vulnérabilité croissante provoquée par de nouveaux et graves défis économiques, sociaux et écologiques. Ces actions visent à favoriser la mise en œuvre des priorités en matière de développement durable des petits Etats insulaires en développement, tout en promouvant une approche harmonisée en ce qui concerne leur croissance économique et leur développement humain“. La Commission craint que ces défis, dus en particulier au changement climatique, bien qu'ils affectent en tout premier lieu les Etats ACP insulaires du Pacifique, ne se limitent cependant pas à ces Etats. S'y ajoute que des actions spécifiques ne viendront vraisemblablement pas à bout des défis écologiques auxquels, de manière globale, tous les Etats auront à faire face à l'avenir. Voilà pourquoi, il aurait été plus opportun de ne pas seulement limiter ces observations aux ACP insulaires, mais d'y inclure les ACP dans leur ensemble.

Une autre observation de la part de la Commission se rapporte à l'OMC et plus précisément au cycle de Doha concernant la libéralisation des échanges, qui actuellement se trouve dans l'impasse. En effet, l'accès aux marchés européen et américain est actuellement refusé aux pays ACP. Dans ce contexte, il est important de relever que cette question d'accès concerne également les médicaments à des prix plus abordables comme par exemple les antiviraux qui traitent la maladie du SIDA. En effet selon l'OMS, 77% des pays africains n'ont pas d'accès aux médicaments à prix réduits en raison de l'OMC. La Commission s'interroge dès lors sur la réelle signification de la lutte contre le SIDA telle qu'elle est décrétée dans l'accord de Cotonou si les pays concernés ne sont pas en mesure d'accéder aux médicaments à des prix abordables. Il serait dès lors fortement souhaitable que la situation à l'OMC se débloque rapidement et qu'un accord équilibré soit enfin trouvé favorisant l'accès des pays ACP aux marchés européen et américain et surtout aux médicaments à prix réduit. Sans un tel accord, il est fort à craindre que les objectifs poursuivis dans l'accord de Cotonou resteront du moins en partie au stade de lettres mortes.

\*

## 6. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat marque son approbation au projet de loi sous revue dont l'article unique ne donne pas lieu à observation.

\*

Sous le bénéfice des observations qui précèdent la Commission des Affaires étrangères et européenne, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre d'adopter le projet de loi 5609 dans la teneur qui suit:

\*

**PROJET DE LOI**  
**portant approbation**

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000,
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

**Article unique.**– Sont approuvés

- l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les Etats membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000
- l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006.

Luxembourg, le 29 janvier 2007

*Le Rapporteur,*  
Laurent MOSAR

*Le Président,*  
Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

5609/03

N° 5609<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROJET DE LOI**

portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(6.3.2007)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 16 février 2007 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

portant approbation

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000
- de l'Acte final  
signés à Luxembourg, le 25 juin 2005



- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en oeuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 14 février 2007 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 28 novembre 2006;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 6 mars 2007.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES

5609

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DE LEGISLATION**

A — N° 68

2 mai 2007

**S o m m a i r e****ACCORD MODIFIANT L'ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE ET ACCORDS INTERNES CE****Loi du 10 avril 2007 portant approbation**

- de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou, le 23 juin 2000
- de l'Acte final

**signés à Luxembourg, le 25 juin 2005**

- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006
- de l'Accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006 ..... page **1406**